

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA RÉORGANISATION DE L'HÉGÉMONIE NÉOLIBÉRALE :
UNE ANALYSE NÉOGRAMSCIENNE DES DISCOURS ADRESSÉS PAR LES
DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE L'UNESCO À LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE
DES ONG DE 1977 à 2007

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
FRANTZ GHELLER

FÉVRIER 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens formellement à remercier le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) pour l'aide financière qu'il m'a octroyée lors de l'année 2007-2008. Je remercie également le Fonds à l'accessibilité et à la réussite des études (FARE) de l'UQAM pour la bourse d'excellence aux études supérieures qu'il m'a décernée pour l'année 2006-2007, ainsi que l'ensemble des professeurs du Département de sociologie pour la bourse du Fonds du Département de sociologie qui m'a été donnée la même année.

Je suis particulièrement reconnaissant envers mon directeur de mémoire, le professeur Jules Duchastel, pour la disponibilité dont il a fait preuve à mon égard et l'encadrement qu'il m'a offert tout au long de ma maîtrise. Mon intégration au projet sur la gouvernance mondiale mené sous sa tutelle au sein de la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie (Chaire-MCD) fut une expérience des plus enrichissantes. Je profite de l'occasion pour saluer tous les membres de la Chaire MCD côtoyés dans les dernières années et adresser de sincères remerciements au coordonateur Pierre-Paul St-Onge pour sa main bienveillante toujours tendue et sa bonne humeur réconfortante. Je ne saurais passer sous silence l'esprit de camaraderie de mes collègues René Audet et Francis Boilard, ainsi que la passion qu'a su me partager Raphaël Canet lors de mes débuts à la Chaire. Je tiens également à remercier Jean-Frédéric Morin avec qui j'ai eu le plaisir de travailler au sein du Centre des politiques en propriété intellectuelle (CIPP) de l'Université McGill.

Plus que quiconque, il me faut remercier mes parents, Alain et Carmen, pour leur soutien exceptionnel en toutes circonstances, ainsi que mon frère Hans, pour les fréquents coups de main qu'il m'a apportés au cours des deux dernières années.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DES FIGURES	viii
LISTE DES ACRONYMES.....	ix
RÉSUMÉ	xi
INTRODUCTION	
LE NOUVEAU COMPROMIS.....	1
PREMIÈRE PARTIE	
L'ANALYSE THÉORIQUE	7
CHAPITRE I	
LA PRODUCTION DES RAPPORTS SOCIAUX.....	8
1.1 Le pouvoir des acteurs non étatiques : un flou théorique qui persiste	8
1.2 La domination historiquement spécifique du capitalisme	15
1.3 La notion de société civile	18
CHAPITRE II	
LA DIMENSION SYMBOLIQUE DE L'HISTOIRE	22
2.1 Le concept d'hégémonie	22
2.2 Le rôle d'« intellectuels collectifs » des organisations internationales.....	28
2.3 Quelques précisions sur le discours politique	32
CHAPITRE III	
LA RÉORGANISATION DE L'HÉGÉMONIE NÉOLIBÉRALE.....	36
3.1 La genèse des blocs historiques	36
3.1.2 <i>Les rivalités impérialistes (1875-1945)</i>	39
3.1.3 <i>La Pax Americana (1945-1965)</i>	41
3.1.4 <i>Crise de l'économie mondiale et fin du compromis social-démocrate (1965 -)</i>	42
3.2 La représentation dans le capitalisme avancé	47

3.3 L'hégémonie néolibérale en crise	51
DEUXIÈME PARTIE	
L'ANALYSE EMPIRIQUE	60
CHAPITRE IV	
LA MÉTHODE.....	61
4.1 Une méthode empirico-constructiviste	61
4.2 La description du corpus	63
4.3 Les unités d'observation et de contexte	69
4.4 Le processus de catégorisation.....	71
4.4.1 Les catégories de l'univers institutionnel.....	73
4.4.2 Les catégories de l'univers politique.....	74
4.4.3 Les catégories de l'univers des valeurs	75
4.5 Les étapes de l'analyse de texte assistée par ordinateur	77
4.5.1 L'analyse lexicométrique.....	77
4.5.2 L'analyse de l'environnement lexical.....	78
4.5.3 L'analyse en contexte.....	78
CHAPITRE V	
L'ANALYSE LEXICOMÉTRIQUE.....	79
5.1 Un premier regard sur l'univers social et institutionnel	79
5.1.1 Une représentation unidimensionnelle de la société civile ?	80
5.1.2 Les acteurs étatiques en perte de vitesse ?	83
5.1.3 L'UNESCO au centre de ses propres préoccupations ?	84
5.2 Un premier regard sur l'univers des valeurs	85
5.2.1 Un retour à la tradition au début du nouveau millénaire ?	86
5.2.2 Le triomphe des valeurs technocratiques ?	87
5.2.3 Le contrôle et la discipline pour contrebalancer la perte de projet politique ?	87
CHAPITRE VI	
L'UNESCO AU CŒUR DE LA LUTTE POUR L'HÉGÉMONIE.....	89
6.1 L'UNESCO partisane du bloc historique providentialiste	89
6.2 L'UNESCO tenace face à la critique néolibérale.....	94

6.3 L'UNESCO isolée dans le nouvel ordre mondial.....	97
CHAPITRE VII	
ENSEMBLE POUR L'APAISEMENT DES TENSIONS SOCIALES.....	101
7.1 L'intégration programmatique de l'UNESCO à l'ordre néolibéral	101
7.1.1 <i>Une nouvelle stratégie de communication</i>	102
7.1.2 <i>Une nouvelle orientation générale en matière d'éducation</i>	104
7.2 L'originalité de l'action de UNESCO dans l'ordre mondial.....	108
7.3 Un compromis qui fait consensus dans l'élite	116
7.4 Les représentants des ONG en mission.....	126
CONCLUSION	132
APPENDICE A	
DÉTAIL DES ALLOCUTIONS RETENUES.....	135
APPENDICE B	
DISTRIBUTION DES CATÉGORIES DANS LE CORPUS.....	136
APPENDICE C	
DÉTAIL DES LEXIQUES.....	138
APPENDICE D	
TABLEAUX DES ENVIRONNEMENTS LEXICAUX (CONCORDANCES)	144
BIBLIOGRAPHIE.....	150

LISTE DES TABLEAUX

Tableau		Page
B.1	Participation des valeurs à chaque période étudiée.....	149
C.1	Mots pleins relatifs aux acteurs de la société civile.....	150
C.2	Mots pleins relatifs aux acteurs politiques nationaux.....	151
C.3	Mots pleins relatifs aux acteurs politiques internationaux.....	152
C.4	Évolution du lexique relatif aux acteurs politiques internationaux.....	153
C.5	Évolution du lexique relatif aux valeurs traditionnelles.....	154
C.6	Mots pleins relatifs aux valeurs modernes et technocratiques.....	154
C.7	Évolution du lexique relatif aux valeurs de contrôle social.....	155
D.1	Environnement lexical des acteurs politiques internationaux (1977-1994).....	156

D.2	Environnement lexical des acteurs politiques internationaux (2000-2007).....	156
D.3	Environnement lexical des acteurs politiques nationaux (1977-1994).....	157
D.4	Environnement lexical des acteurs politiques nationaux (2000-2007).....	157
D.5	Environnement lexical des acteurs de la société civile (1977-1994).....	157
D.6	Environnement lexical des acteurs de la société civile (2000-2007).....	158
D.7	Cooccurrences des mots pleins catégorisés comme acteurs politiques internationaux qui contribuent le plus à caractériser le discours de la période 1977-1994 par rapport à celui de la période 2000-2007.....	158
D.8	Cooccurrences des mots pleins catégorisés comme acteurs politiques internationaux qui contribuent le plus à distancer le discours de la période 1977-1994 de celui de la période 2000-2007.....	159

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
B.1	Répartition du poids de chaque acteur par période	148
B.2	Répartition du poids de chaque valeur par période	149

LISTE DES ACRONYMES

ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
AMARC	Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires
AMI	Accord multilatéral sur les investissements
APRODEV	Association d'organisations européennes de développement du Conseil œcuménique des Églises
CAME	Conférence des ministres alliées de l'Éducation
CCIA	Commission pour les affaires internationales du Conseil œcuménique des Églises
CEAAL	Conseil d'éducation des adultes de l'Amérique latine
CLASCO	Conseil latinoaméricain des sciences sociales
FGI	Forum sur la gouvernance de l'Internet
FMI	Fonds Monétaire International
GRADiP	Groupe de recherche en analyse du discours politique
ICAE	Conseil international d'éducation des adultes
IFHR	Fédération internationale des ligues des droits de l'homme
IPS	Inter Press Service
IUS	Union internationale des étudiants
MNA	Mouvement des non-alignés
NOEI	Nouvel ordre économique international

NOMIC	Nouvel ordre mondial de l'information et des communications
OCLAE	Organisation continentale latino-américaine des étudiants
OIT	Organisation international du travail
ONU	Organisation des Nations Unies
OI	Organisation internationale
ONG	Organisation non gouvernementale
SDN	Société des Nations
SMSI	Sommet mondial sur la société de l'information
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
WFDY	Fédération mondiale de la jeunesse démocratique

RÉSUMÉ

« Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, ils la font dans des conditions héritées du passé. » Il y a près de deux siècles, c'est la conviction qu'exprimait Marx en prenant part à l'organisation politique des travailleurs de son époque. Le développement capitaliste avait alors engendré la séparation d'une sphère d'exploitation économique distincte de l'État, celle de la société civile. Aujourd'hui, les approches sociologiques sont nombreuses à célébrer l'accroissement de la participation des acteurs de cette sphère à l'élaboration de la politique internationale. Peu réussissent toutefois à lever le flou théorique qui persiste dans la littérature quant à la nature de leur pouvoir.

Notre mémoire a pour objectif de contribuer à dissiper ce flou en prenant pour objet les discours prononcés par les directeurs généraux de l'UNESCO devant la Conférence internationale des ONG au cours des trente dernières années. L'analyse de ces discours sera l'occasion d'éclairer d'un nouvel angle le rôle qu'a joué cette organisation à vocation culturelle dans la mise en œuvre des politiques néolibérales à l'échelle planétaire.

La démarche utilisée combine de manière originale le cadre théorique développé au début du siècle passé par le théoricien italien Antonio Gramsci avec la méthode d'analyse du discours politique assistée par ordinateur développée par les sociologues québécois Gilles Bourque et Jules Duchastel. Insistant sur le fait que, dans les sociétés modernes, les luttes sociales reposent davantage sur l'affrontement de différentes visions du monde que sur l'usage de la force, l'analyse du discours livrée dans notre mémoire se conclut en relevant une transformation majeure du discours de l'UNESCO dans les dernières décennies.

L'UNESCO demandait auparavant l'aide des représentants de la société civile pour défendre l'ordre mondial providentialiste. Il les enjoint aujourd'hui à ne pas remettre en cause l'ordre néolibéral qui a succédé à l'ordre providentialiste. Tel est le prix demandé aux éléments modérés de la société civile en échange de leur participation à la gouvernance mondiale.

MOTS CLÉS : discours politique, gouvernance mondiale, Gramsci, hégémonie, néolibéralisme, organisations internationales, providentialisme, société civile, UNESCO.

INTRODUCTION

LE NOUVEAU COMPROMIS

L'État-providence reposait sur une conception de l'intérêt commun basée tout à la fois sur une relation étroite avec les syndicats, une ouverture à aider les entreprises en difficulté et la mise en place d'une protection sociale pour les travailleurs et certains groupes désavantagés. L'État néolibéral qui lui a progressivement succédé à partir des années 1970 chercha, tout au contraire, à confronter ouvertement les secteurs de la société autrefois défendus par le compromis fordiste, qu'il s'agisse des employés du secteur public, des bénéficiaires de l'aide social ou des syndicats¹. Ainsi, la restructuration économique néolibérale a nécessité une reconfiguration toute entière de la vie sociale à l'échelle mondiale, non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans ceux de la politique et de la culture². En d'autres termes, la restructuration économique néolibérale fut médiatisée matériellement, mais aussi symboliquement. C'est cette deuxième dimension de la mise en place de l'ordre mondial néolibéral qui constitue le sujet de notre mémoire.

L'analyse du discours politique des organisations internationales à vocation économique démontre avec précision comment certaines représentations discursives se sont transformées pour favoriser l'instauration du nouvel ordre : « le discours de la décennie 1970 a contribué à élaborer une critique du

¹ Robert W. Cox, « The Global political economy and social choice », In Robert W. Cox et Timothy Sinclair (dir. publ.), *Approaches to World Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 200.

² Stuart Hall, « The Toad in the Garden: Thatcherism among the Theorists », In Cary Nelson et Lawrence Grossberg (dir. publ.), *Marxism and the Interpretation of Culture*, Urbana et Chicago, University of Illinois Press, 1988, p. 41-42.

providentialisme, en particulier à propos de la régulation politico-bureaucratique des inégalités d'ordre économique » ; « celui de la décennie 1980 a contribué à légitimer la mise en place du néolibéralisme, soit d'un mode de régulation technocratique des inégalités » ; et « le discours de la décennie 1990 a contribué à consolider le néolibéralisme, notamment dans la gestion de la finance et la recherche de justice sociale »³.

Toutefois, la contribution du discours des organisations internationales à vocation culturelle à la mise en place de l'ordre mondial néolibéral a fait l'objet de peu de recherches jusqu'à présent. Une nouvelle analyse est donc nécessaire, en particulier pour reconstituer dans sa spécificité le discours de la dernière décennie et rendre ainsi compte du fait que la réorganisation de la vie sociale opérée par le néolibéralisme, loin d'être complétée, a entamé une nouvelle phase avec l'arrivée du nouveau millénaire. Notre mémoire propose de répondre en partie à cette nécessité en étudiant les représentations contenues dans le discours que les directeurs généraux de l'UNESCO ont tenu devant les représentants de la société civile dans les trois dernières décennies. Puisque ces représentants jouent un rôle important dans la balance des forces qui déterminent la nature des alliances sociales, la contribution du discours de l'UNESCO à leur intégration au sein de l'ordre mondial mérite d'être étudiée systématiquement.

À ce titre, la fin des années 1990 et le début de la décennie 2000 ont été marqués par la multiplication des discours internationaux appelant des acteurs qui n'étaient auparavant que peu ou pas impliqués sur la scène internationale à participer aux activités des Nations Unies. Parmi les principales propositions de

³ Marie Poussart-Vanier, « Du providentialisme au néolibéralisme à travers trois ontologies de la mondialisation », Mémoire de maîtrise sous la direction de Jules Duchastel, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2001, p. xiii.

réforme des Nations Unies, la mise en place de mécanismes qui visent une concertation permanente de l'ensemble des acteurs dits concernés par les enjeux internationaux fut effectivement retenue comme solution à la crise de légitimité des institutions internationales. Réorganisé de manière à mobiliser une quantité importante de matériaux discursifs pour baliser les volontés de participation émanant de la société civile, le discours onusien nous est apparu particulièrement propice à l'analyse de la réorganisation de l'actuel bloc historique, dont seule l'analyse de discours peut permettre de saisir les représentations idéologiques qui la rende effective.

C'est avec l'espoir que la société civile participe à la réalisation de certains principes onusiens que Kofi Annan, deux ans seulement après son arrivée à la tête de l'ONU, mit de l'avant le *Pacte global* lors du Forum économique mondial de 1999. Depuis, l'ONU n'a jamais cessé de répéter les appels à la participation des secteurs privé et civique de la société civile. Les *Directives concernant la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les entreprises* (mises de l'avant par le Secrétaire général des Nations Unies le 17 juillet 2000), le programme *Renforcer l'ONU: un programme pour aller plus loin dans le changement* (présenté par le Secrétaire général des Nations Unies le 9 septembre 2002), et le *Rapport du groupe de personnalités éminentes sur les relations entre l'ONU et la société civile* (adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 11 juin 2004), sont autant d'exemples de la volonté du discours des Nations Unies de définir la place qui revient à la société civile sur la scène internationale. De nombreux mécanismes de consultation ont aussi été mis en place pour donner vie aux principes formulées dans ces discours : la tenue du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) à Berne, en 2003, et à Tunis, en 2005, ainsi que le Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) créé par sa suite, en sont des exemples parmi les plus récents.

Bien que les organisations internationales soient traditionnellement l'apanage des États, elles s'ouvrent manifestement de plus en plus à la participation d'acteurs non gouvernementaux, ce qui n'est pas sans remettre en question les principes qui gouvernent la régulation politique à l'échelle mondiale. Devant la contestation citoyenne qui a acquise une nouvelle dimension avec la multiplication des forums sociaux dans la dernière décennie, le discours des organisations internationales a dû se réorganiser pour répondre à l'évolution de cette conjoncture. Parce que depuis sa création, l'UNESCO entretient une relation privilégiée avec les représentants des ONG, notre mémoire tentera de vérifier l'hypothèse voulant que cette organisation internationale est apparue toute désignée pour modeler le renouvellement des principes intellectuels et moraux nécessaire à la réorganisation du bloc hégémonique néolibéral.

Pour valider cette hypothèse, nous retracerons l'histoire de l'intégration de l'UNESCO au sein du bloc historique néolibéral et celle de sa participation subséquente à l'hégémonisation de l'idéologie néolibérale qui a succédé à la critique du mode de régulation providentialiste. L'étude du discours, parce qu'il contribue à produire la « définition-représentation différentielle de l'espace, de la communauté et des rapports de forces » sur laquelle s'appuie un bloc historique pour se maintenir et se reproduire⁴, nous servira de guide dans l'exploration de cette problématique. Elle devrait ultimement nous permettre de répondre à la question suivante : au regard des transformations culturelles (la fragmentation identitaire), politiques (de nouvelles modalités de politisation) et économiques (le passage du fordisme à un mode de production postfordiste) associées au phénomène actuel de la mondialisation par de nombreux

⁴ Gilles Bourque et Jules Duchastel, *Restons traditionnels et progressifs*, Montréal, Boréal, 1988, p. 30.

sociologues⁵, quelle est la contribution du discours politique de l'UNESCO à la réorganisation du bloc historique néolibéral contestée par la « revanche des sociétés »?

Le terme de « revanche des sociétés », nous le verrons plus en détails dans la suite du mémoire, renvoie à une recrudescence de la contestation citoyenne à la fin des années 1990, un phénomène qui a souvent pris pour cible les organisations internationales du système onusien⁶. Grâce à la méthode d'analyse du discours politique assistée par ordinateur développée par les sociologues Gilles Bourque et Jules Duchastel, notre mémoire tentera de vérifier dans quelle mesure l'UNESCO est un lieu privilégié de la reproduction du consentement de la société civile à l'ordre mondial néolibéral. L'analyse de discours, en effet, permettra de mettre en relief la façon dont s'articulent les représentations qui ont permis la reconfiguration de l'alliance de classes nécessaire à la reproduction du bloc historique néolibéral.

Nous procéderons par l'analyse de la conjugaison des forces, de leur ordonnancement. Cette analyse « ne se donne pas d'elle-même, elle demande un décryptage qui tienne compte de la nature de la forme discursive étudiée »⁷. Ce décryptage rend nécessaire un double questionnement duquel il nous faut déduire « une série d'interrogations successives ». Comme l'ont fait Bourque et

⁵ Il nous faut souligner en particulier la contribution des sociologues Jacques Beauchemin, Gilles Bourque, Raphaël Canet, Jules Duchastel, Jean-François Filion et Éric Pineault à l'étude de ces différentes facettes de la mondialisation. Notre problématique se base essentiellement sur le travail de ces chercheurs, bien que le cadre théorique de notre mémoire soit aussi largement inspiré des écrits d'Antonio Gramsci et de certains de ces commentateurs, notamment A. R. Buzzi, Robert W. Cox, Stuart Hall, Peter Ives, Bob Jessop, Jean-Marc Piotte et Raymond Williams. Ce va-et-vient entre des auteurs appartenant à des traditions théoriques sensiblement différentes nous amènera, il est important de le souligner, à prendre certaines libertés par rapport au théorique ainsi qu'à explorer des dimensions souvent marginalisées chez les néogramsciens.

⁶ Jules Duchastel et Raphaël Canet (dir. publ.), *Crise de l'État, revanche des sociétés*, Montréal, Éditions Athéna, 2006.

⁷ Gilles Bourque et Jules Duchastel, *Restons traditionnels et progressifs*, p. 122.

Duchastel pour le discours duplessiste, « [o]n tentera d'abord de repérer la nature des alliances entre les forces sociales pour chercher ensuite comment ces alliances s'appuient sur un complexe institutionnel » défendu, dans notre cas d'étude, par le discours des directeurs généraux de l'UNESCO adressé aux représentants d'ONG. Nous constaterons alors que le discours des directeurs généraux de l'UNESCO des trente dernières années a posé les organisations non gouvernementales comme un groupe sur lequel cherche à s'appuyer un bloc historique de portée globale.

L'analyse mettra en lumière le fait que l'UNESCO s'est elle-même retrouvée sous le feu de la critique du mode de régulation politico-bureaucratique des inégalités avant d'être partiellement cooptée par le bloc historique néolibéral. Ce processus d'hégémonisation trouve précisément son écho le plus probant dans les changements de la représentation des groupes appui à partir desquels, pour reprendre les termes de Bourque et Duchastel, s'articule l'ensemble des alliances au bloc social⁸. L'étude des contextes d'énonciation de cette représentation fera donc ressortir le caractère dualiste d'un discours qui se pose à la croisée des chemins entre un mode de régulation politique strictement centré autour de la souveraineté des États et un mode de régulation techno-juridique basé sur la légitimation d'acteurs non étatiques auparavant peu présents sur la scène internationale. L'analyse effectuée mettra en évidence certaines caractéristiques d'un discours qui intègre aujourd'hui les représentations propres à la nouvelle modalité de politisation corollaire de la fragmentation identitaire afin d'inviter les représentants de la société civile à se joindre à l'ordre mondial actuel : leur consentement à cet ordre s'avère le prix de leur participation à l'élaboration de la politique internationale.

⁸ *Ibid.*, p. 123.

PREMIÈRE PARTIE

L'ANALYSE THÉORIQUE

CHAPITRE I

LA PRODUCTION DES RAPPORTS SOCIAUX

1.1 Le pouvoir des acteurs non étatiques : un flou théorique qui persiste

Dans un ouvrage récent, Robert O. Keohane, figure de proue de l'institutionnalisme néolibéral de la discipline des relations internationales, affirmait que « le monde a besoin de plus de gouvernance globale, pas moins »⁹. Avec cette nouvelle formule, Keohane reprenait là en d'autres termes une problématique traitée dans l'ouvrage qu'il avait écrit, il y a vingt ans, sur ce qui se dessinait comme un ordre mondial post-hégémonique¹⁰. Il prédisait qu'aucun pays, pas même les États-Unis, n'assoierait à nouveau son hégémonie sur le système international d'ici la fin du siècle. Se posait alors la question à savoir comment la coopération pourrait s'organiser sans la présence d'un hégémon.

Là où les réalistes annonçaient une érosion de la coopération entre les États à mesure que s'effriterait la puissance américaine, les institutionnalistes néolibéraux demeuraient optimistes quant au fait que de nouveaux régimes de gouvernance puissent être mis en place à de multiples niveaux, notamment global, favorisant ainsi les conditions pour le maintien et le renforcement de la coopération internationale. Nous soutenons que ce déplacement de la problématique de l'hégémonie vers une problématique pensée dans les termes

⁹ Robert Keohane, « Global Governance and Democratic Accountability », In David Held et Mathias Koenig-Archibugi (dir. publ.), *Global Governance and Public Accountability*, Oxford, Blackwell Publishing, 2005, p. 30.

¹⁰ Robert Keohane, *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton et Oxford, Princeton University Press, 1984, p. 9-10.

de la gouvernance mondiale, un concept polysémique qui gagne en popularité dans l'ensemble de la discipline, n'est pas sans problème quant à la capacité de la théorie à définir la nature et le rôle des acteurs non étatiques dans le système international contemporain. Un retour sur la façon dont les questions de l'hégémonie et de la gouvernance mondiale sont traitées par les différentes approches des relations internationales nous permettra d'identifier les apories à éviter.

Ayant observé dès le milieu des années 1970 la mise en place des conditions de l'intensification d'un domaine de relations transnationales dans lequel les acteurs non étatiques tiennent le premier rôle¹¹, les institutionnalistes néolibéraux ont tenté de penser l'hégémonie à la lumière du concept de « régimes internationaux ». Ce sont ces « ensembles de principes, normes, règles et procédures de prises de décision, implicites ou explicites, autour desquelles les attentes des acteurs convergent dans une aire donnée des relations internationales »¹². Les institutionnalistes néolibéraux entendent ainsi l'hégémonie dans une acception « *soft* » à la différence des réalistes qui en ont une conception « *hard* » : comme chez les réalistes, les capacités militaires et diplomatiques des États sont de première importance pour les institutionnalistes néolibéraux, mais ces derniers reconnaissent toutefois que les sources de pouvoir ne se limitent pas à ces seules capacités. Si on veut comprendre comment s'exerce l'hégémonie, le leadership nécessaire au

¹¹ Keohane, Robert O. et Joseph S. Nye, *Power and Interdependence*, 3^e éd., Longman, New York, 2001, p. 216. Soulignons par ailleurs que le concept de « relations transnationales » était déjà utilisé par Raymond Aron, Karl Kaiser et James Rosenau bien avant les années 1970. Voir Robert O. Keohane et Joseph Nye, *Transnational Relations and World Politics*, Cambridge, Harvard University Press, 1972, p. vii.

¹² C'est la définition de Krasner que Keohane cherche à préciser en approfondissant chacune des quatre composantes de la définition dans Robert O. Keohane, *After Hegemony*, p. 57.

façonnement des normes et des règles qui régissent le comportement des États doit être ajouté aux capacités matérielles¹³.

Avec une telle compréhension de l'hégémonie mondiale, l'intention de Keohane n'est pas de remplacer la théorie réaliste, mais d'en soulever certaines lacunes, notamment son stato-centrisme. Il affirme qu'il faut, pour ce faire, mettre l'emphasis sur le leadership des institutions internationales dans l'organisation du système international¹⁴. Les institutionnalistes néolibéraux considèrent ainsi que les institutions internationales jouent un rôle important non seulement à l'égard « de la régulation des intérêts et des comportements des États », mais aussi « dans la constitution des intérêts étatiques » elle-même¹⁵.

Selon Keohane, le recours à l'idée de gouvernance globale permet désormais de rendre également compte d'acteurs transnationaux longtemps ignorés par la discipline des Relations internationales – des organisations non gouvernementales aux corporations du monde des affaires, en passant par les organisations religieuses – et de leurs relations avec les États et les institutions intergouvernementales¹⁶. À l'instar des institutionnalistes néolibéraux, les approches de la discipline des relations internationales sont nombreuses à avoir adopté l'expression de « gouvernance mondiale » pour désigner la volonté apparemment manifestée par les institutions internationales de mettre en

¹³ Cette distinction entre hégémonie *soft* et hégémonie *hard* (ainsi qu'hégémonie *transnationale*, une distinction abordée plus loin) est amenée par Gregory Vanel dans « Le concept d'hégémonie en économie politique internationale », *Cahier de recherche du CEIM*, no 03-02 (avril 2003).

¹⁴ Robert Keohane, *After Hegemony*, p. 14.

¹⁵ Justin Massie et Marie-Ève Desrosiers, « Le néolibéralisme et la synthèse « néo-néo », In Alex MacLeod et Dan O'Meara (dir. publ.), *Théories des relations internationales. Contestations et résistances*, Montréal, Éditions Athéna, 2007, p. 119.

¹⁶ Robert Keohane, « Global Governance and Democratic Accountability », p. 3.

relation, sur la scène internationale, tant les gouvernements, les ONG, les firmes transnationales, le marché mondial que les citoyens¹⁷.

Au 13^e siècle, le concept de gouvernance référait au fait, à l'action, de gouverner¹⁸. Ce n'est qu'avec le développement de l'État moderne que « l'usage du terme de gouvernance s'est progressivement éloigné du centre du pouvoir. Il s'est dissocié de celui de gouvernement »¹⁹. Dans les années 1980, la notion de gouvernance a été transposée dans la gestion de l'entreprise et dans la politique urbaine, puis dans la gestion étatique. Dans ce dernier cas, la notion de gouvernance a d'abord été utilisée par la Banque mondiale afin « de mettre au compte de l'incompétence des États des pays en développement les échecs constatés [...] des programmes d'ajustement structurel »²⁰.

En parlant de « bonne gouvernance » plutôt que de « réforme de l'État » ou de « transformation sociale », la Banque a consacré des volumes de financement considérables pour imposer sous une étiquette relativement inoffensive la poursuite d'une économie politique de l'ajustement favorable du marché²¹.

Il faut toutefois attendre les années 1990 pour que la notion de gouvernance prenne le monde comme objet. Pour la *Commission on Global Governance* qui voit alors le jour sous les auspices de l'ancien Chancelier allemand Willy Brandt, la gestion de l'économie et du social à l'échelle mondiale doit dorénavant passer tout à la fois par « les ONG, les mouvements de citoyens, les entreprises multinationales et le marché mondial des capitaux. Tout cela en interaction avec

¹⁷ Grégory Vanel, « Économie politique internationale », dans Alex Macleod, Evelyne Dufault et F.G. Dufour (dir. publ.), *Relations internationales : Théories et concepts*, Montréal, Athéna Éditions, 2002, p. 55.

¹⁸ Jean-Pierre Gaudin, *Pourquoi la gouvernance?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

¹⁹ Jean-Christophe Graz, *La gouvernance de la mondialisation*, Paris, La Découverte, 2004, p. 40.

²⁰ *Idem*.

²¹ *Idem*.

les médias dont l'influence s'est accrue de façon spectaculaire »²². Les travaux de la Commission et l'usage de plus en plus répandu de la notion de gouvernance ont amené celle-ci à pénétrer les débats de la discipline des Relations internationales. Les opinions sur ce dont elle est sensée rendre compte divergent toutefois largement d'une approche à l'autre, certaines d'entre elles en étant même venues à questionner la pertinence d'une notion aussi polysémique.

Nous avons déjà constaté que le concept d'hégémonie tel que conçu par les approches traditionnelles des relations internationales ne concerne que les interactions entre États. Au mieux, comme c'est le cas avec les institutionnalistes néolibéraux, il tient aussi compte des organisations internationales. Si Keohane, par exemple, a récemment démontré une certaine ouverture à l'égard des acteurs sociaux, la place que ceux-ci occupent au sein de son cadre théorique demeure tout de même très limitée. D'autres approches leur accordent une place et un rôle beaucoup plus importants. Inspirée du courant néo-kantien en philosophie politique contemporaine, c'est le cas notamment de la perspective cosmopolitique d'Ulrich Beck et de David Held. Ceux-ci mènent une charge à fond de train contre le nationalisme méthodologique qui, implicitement, modèle depuis longtemps la manière dont sont appréhendés les phénomènes sociaux. Ils appellent ainsi à une re-conceptualisation des sciences sociales²³ et à la mise en place d'une gouvernance globale façonnée par un idéal social-démocrate porteur de démocratie, de progrès et de justice²⁴.

²² Commission on Global Governance, *Our Global Neighbourhood. The Report of the Commission on Global Governance*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 2-3.

²³ Ulrich Beck et Natan Sznaider, « Unpacking cosmopolitanism for the social sciences: a research agenda », *The British Journal of Sociology*, vol. 57, no 1 (2006), p. 2.

²⁴ David Held, *Un nouveau contrat mondial : pour une gouvernance social-démocrate*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005, p. 1-4.

Prenant littéralement les flux transnationaux comme objet d'étude – ces relations « qui, par volonté délibérée ou par destination, se construisent dans l'espace mondial au-delà du cadre étatique national et qui se réalisent en échappant au moins partiellement au contrôle ou à l'action médiatrice des États »²⁵ –, l'approche transnationaliste de Marie-Claude Smouts et Bertrand Badie se montre plus critique à l'égard de la notion de gouvernance mondiale, sans pour autant exclure une utilisation contrôlée²⁶. Pour Smouts, le concept apparaît en effet « s'éloigner de l'analyse pour représenter l'avatar contemporain des cogitations sur l'ordre mondial »²⁷. Ce scepticisme rejoint celui de Pierre De Senarclens : « Les partisans de cette approche prescriptive ont tendance à mêler dans un grand ensemble flou tous les acteurs de la scène internationale, sans hiérarchiser leur rôle et leur influence politique sur les systèmes de régulation »²⁸.

Prenant acte de cette critique, il apparaît nécessaire d'adopter un point de vue qui tienne compte du pouvoir structurel qui lie les acteurs non étatiques à l'État dans le monde moderne. Le souligne en particulier Jean-Christophe Graz :

Manifestement, les approches en termes de gouvernance peinent à lever le flou sur les éléments à retenir pour définir le pouvoir des acteurs non étatiques sur la scène mondiale. Elles montrent bien qu'ils détiennent un rôle considérable. Mais elles n'expliquent pas la dimension structurelle du pouvoir qui les lie à l'État²⁹.

²⁵ Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts, *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Paris, Presses de la FNSP et Dalloz, 1992, p. 70.

²⁶ Jean-Christophe Graz, p. 41.

²⁷ Marie-Claude Smouts, « Du bon usage de la gouvernance en relations internationales », *Revue internationale des sciences sociales*, no 155 (mars 1998), p. 92.

²⁸ Pierre de Senarclens, *Mondialisation, souveraineté et théories des relations internationales*, Paris, Armand Colin, p. 201.

²⁹ Jean-Christophe Graz, p. 41-42.

C'est pourquoi notre mémoire préférera à l'analyse en termes de gouvernance une analyse matérialiste des relations de pouvoir dans l'État capitaliste qui sache intégrer la dimension symbolique des rapports sociaux. Une approche d'inspiration néogramscienne est à ce titre toute désignée pour l'analyse que nous désirons effectuée puisqu'elle procède en interrogeant l'interaction constitutive entre l'État et la société civile d'un point de vue qui replace l'action des acteurs en présence dans un cadre d'analyse de portée globale, holistique et historique.

Parce que les relations sociales d'appropriation capitalistes transcendent les frontières nationales, l'hégémonie conçue par l'approche néogramscienne peut être qualifiée de « transnationale »³⁰ à la différence de l'approche réaliste et de l'institutionnalisme néolibéral en relations internationales. En qualifiant ainsi l'hégémonie, il faut non seulement entendre que le concept est applicable au niveau international aussi bien qu'au niveau domestique, mais plus encore, qu'il nécessite que soient interrogées les forces sociales sous-tendant les institutions politiques, notamment les organisations internationales, qui produisent une compréhension particulière de l'intérêt commun pour une époque donnée³¹.

³⁰ Le terme d'hégémonie transnationale est utilisé par Gregory Vanel dans « Le concept d'hégémonie en économie politique internationale », ouvrage auparavant cité.

³¹ Robert W. Cox, « Realism, positivism, and historicism », p. 56.

1.2 La domination historiquement spécifique du capitalisme³²

Les catégories utilisées par Marx dans sa critique de l'économie politique bourgeoise ont été radicalement pensées en fonction de l'histoire. Sa critique théorique n'a jamais visé à fixer une fois pour toutes ce qui est et, à ce titre, son œuvre contient en elle-même l'amorce d'une récusation de la pseudo neutralité des sciences sociales³³. En interrogeant la reproduction de la vie humaine telle qu'elle est organisée par le capitalisme, Marx n'aurait toutefois pu renoncer définitivement à toutes « contraintes épistémologiques relatives à la découverte de la vérité »³⁴. En cela, son entreprise peut encore être qualifiée de « scientifique », bien que son actualisation doive être dépouillée de toutes traces possibles d'une conception positiviste du savoir.

La prescription de Nietzsche nous gardant « de dire qu'il y a des lois de la nature »³⁵, aujourd'hui reprise par les approches post-positivistes, apparaît ici pleinement fondée. Cela n'implique pas pour autant qu'il faille nous garder de reconnaître l'existence de « lois du mouvement » prenant racines dans des relations sociales spécifiques et sujettes au changement puisqu'elles sont constituées par l'agence humaine, qui forme une totalité avec la structure objective de la société³⁶. Comprise comme une telle loi du mouvement, le capitalisme doit être considéré comme une logique générée originairement en un lieu et à un moment très spécifiques de l'histoire. Ce n'est qu'à terme qu'elle fut tendanciellement importée dans toutes les sociétés de l'histoire humaine.

³² Dans cette section et la suivante, nous préférons à l'analyse du capitalisme en termes de « mode de production » utilisée par les néogramsciens, en particulier Robert W. Cox dans *Production, Power, and World Order*, une lecture humaniste de l'œuvre de Marx qui allie les interprétations d'Éric Pineault et de Moishe Postone à celles de Robert Brenner et d'Ellen Meiksins Wood.

³³ Jean-François Filion, *Sociologie Dialectique*, Cap-Saint-Ignace, Éditions Nota Bene, 2006, p. 25.

³⁴ *Ibid.*, p. 44.

³⁵ Friedrich Nietzsche, *Le Gai savoir*, Paris, Librairie Générale Française, 1993, p. 213.

³⁶ Jean-François Filion, p. 20.

Ancrée dans des rapports sociaux, l'apparition de la dynamique capitaliste ne peut simplement être expliquée par une « accumulation primitive » qui consisterait en l'appropriation de quantités d'argent suffisamment grandes pour qu'ait pu être entrepris la construction de bâtiments et l'achat d'outils et de force de travail. La richesse en elle-même n'est pas du capital et c'est pourquoi le renvoi à ses médiations élémentaires est nécessaire pour expliquer en quoi il est un rapport social et non pas une simple somme d'argent. Il faut aussi nous rapporter à cette transformation critique des relations sociales qui permit que l'argent devienne du « capital ».

Marx situe cette transformation dans les campagnes anglaises, là où les producteurs directs se sont fait expropriés par des vagues successives d'« enclosure », une pratique qui consistait à clôturer les terres communes et les terrains vacants. La conséquence fut la disparition des règles coutumières concernant les droits d'usage de la terre dont dépendaient plusieurs paysans pour leur vie quotidienne³⁷. L'origine du capitalisme est « une affaire de seigneurs et de paysans qui, dans certaines conditions particulières propres à l'Angleterre, mirent involontairement en marche une dynamique capitaliste pendant qu'ils agissaient [...] pour se reproduire comme ils étaient »³⁸.

Il est révélateur que ce soit dans les campagnes, et non dans les villes, que la dynamique capitaliste ait pris forme. La très grande majorité de la population européenne habitait alors à l'extérieur des villes, vivant en autosubsistance

³⁷ C'est la thèse de Robert Brenner telle que présentée par Ellen Meiksins Wood dans *The Origin of Capitalism*, Londres et New York, Verso, 2002, p. 108. Bien que de profondes différences divisent les néogramsciens des tenants du Marxisme politique, rappelons que dans les « débats marxistes qui opposaient des théoriciens qui mettaient davantage l'accent sur la sphère des échanges (Frank, Wallerstein) à ceux qui mettaient davantage l'accent sur la sphère de production (Anderson, Brenner) », Robert W. Cox a pris parti pour les seconds. Voir F. Guillaume Dufour, « Néogramscienne, approche », In Alex Macleod, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour, p. 282.

³⁸ Ellen Meikins Wood, *The Origin of Capitalism*, p. 52.

grâce à la culture de la terre. Pour prendre sa force initiale et l'extension qu'on lui connaît actuellement, la dynamique capitaliste devait en premier lieu faire sa niche dans les rapports sociaux structurant la principale activité productive de l'époque. Seulement là pouvait-elle être mise en marche durablement avec ses propres « règles de reproduction ». Comme l'illustre concrètement le fait que ces règles de reproduction impliquaient la dépendance au marché des paysans tout autant que des seigneurs terriens³⁹, la domination sociale du capitalisme ne peut se comprendre adéquatement comme l'exercice par une minorité privilégiée d'un contrôle sur le plus grand nombre et son travail.

La logique historique de cette domination soumet les uns tout autant que les autres aux « impératifs de la compétition et de la maximalisation du profit, à l'*obligation* de réinvestir les surplus, et au *besoin* systémique et récurrent d'améliorer la productivité du travail et de développer les forces de production »⁴⁰. Sans précédent historique, cette soumission au marché apparaît comme une dépendance impersonnelle, "objective", constituée « de relations sociales devenues indépendantes et maintenant entrées dans une opposition aux individus apparemment indépendants, i.e. aux relations de production réciproques autonomes »⁴¹. Il nous faut donc insister sur le fait que les travailleurs sont confrontés non pas tant à des individus mais à des institutions qui obéissent à une logique d'accumulation dominant les gens, dirions-nous avec Postone, « par des structures abstraites, quasi-indépendantes, de relations sociales médiatisées par le travail marchandisé »⁴². C'est cette forme marchandisée des échanges, nous dit Marx, qui constitue la société civile⁴³.

³⁹ *Ibid.*, p. 53.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 36.

⁴¹ Karl Marx, cité dans Moishe Postone, *Time, Labour, and Social Domination*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 125.

⁴² Moishe Postone, p. 126.

⁴³ Karl Marx et Friedrich Engels, p. 54.

1.3 La notion de société civile

En tant que sphère de rapports sociaux, la société civile repose sur un réseau de relations économiques distinctes de la sphère privée de la famille et de la sphère publique de l'État. Encore dans l'État absolutiste, cette « économie » était unie au politique et ce n'est donc qu'au 17^e siècle, alors que les rapports de propriété se sont définitivement dégagés de la communauté antique et médiévale⁴⁴, que la société civile émergea comme une sphère distincte et autonome de la sphère politique, avec sa propre structure de pouvoir et de domination, avec sa propre logique systémique⁴⁵. À la conception hégélienne de la société civile faisant de celle-ci le lieu où liberté individuelle et « universalité » de l'État pouvaient toutes deux se joindre par l'émergence d'une médiation sociale encore inédite, Marx opposa une conception de la société civile qui déniait l'universalité de l'État. En insistant « sur le fait que l'État exprimait les particularités de la « société civile » et de ses relations de classes »⁴⁶, les relations d'exploitation et de domination lui sont apparues irréductibles à la société civile, non pas seulement comme un désordre temporaire mais comme en étant l'essence même⁴⁷.

Cette « essence » est l'assise ontologique qui unit le sujet et l'objet dans le rapport de production capitaliste, ce quelque chose de réel, effectif dans la pratique, mais qui ne s'observe pas nécessairement de manière directe sur le plan empirique. Ce sont ces médiations qui permettent au sujet d'objectiver l'objet, de le faire exister, et par là, d'exister lui-même de manière effective en tant que sujet dans le monde⁴⁸. Dès lors que l'on admet l'existence d'un

⁴⁴ *Ibid.*, p. 55.

⁴⁵ Ellen Meiksins Wood, *Democracy Against Capitalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 254.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 240.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 255.

⁴⁸ Jean-François Fillion, p. 106.

fondement possible à la connaissance des rapports sociaux dont l'effectivité existe bel et bien, « au-delà des acteurs, mais à travers leurs actions »⁴⁹, il faut nous attarder à ces pratiques qui ont plus de poids que les autres dans l'organisation de la société, ce que fit Marx en consacrant le travail de sa vie à explorer l'anatomie de la société civile dans la forme d'une critique de l'économie politique⁵⁰. Il y releva trois médiations sociales élémentaires du capitalisme : la valeur, la monnaie et la marchandise⁵¹.

La valeur se comprend dans son double aspect de valeur d'usage et de valeur d'échange. D'un côté, la valeur d'usage est cette propriété qu'ont les objets à satisfaire les besoins humains, des besoins qui ne sont pas déterminés seulement sur le plan biologique. Outre que les moyens de subsistance nécessaires au travailleur pour reproduire sa force de travail n'incluent pas que sa propre personne, mais aussi par exemple sa famille, ils « s'expriment concrètement de façon variable dans l'espace et dans le temps »⁵². Ainsi répondent-ils à une norme de consommation culturellement définie sur laquelle le capital à une emprise au-delà du procès de production. D'un autre côté, les objets issus du travail de l'un constituent « les moyens par lesquels les biens produits par les autres sont acquis. [...] [I]ndépendamment de son contenu spécifique, le travail sert ainsi le producteur » comme moyen d'acquérir les biens d'autrui⁵³. C'est en ce sens que la valeur-travail constitue le seul élément commun à toutes les marchandises et joue ainsi dans les sociétés capitalistes un rôle de médiation sociale totale. Le travail n'apparaît pas seulement comme travail concret, mais aussi comme travail abstrait.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 25.

⁵⁰ Ellen Meiksins Wood, *Democracy Against Capitalism*, p. 240-241.

⁵¹ Éric Pineault, « Au-delà de l'expressionnisme et du marxisme », *Conférence de la Chaire MCD*. En ligne: <www.chaire-mcd.ca> (consulté le 10 novembre 2008)

⁵² Pierre Jalée, *L'exploitation capitaliste*, Paris, Maspero, 1977, p. 24.

⁵³ Moishe Postone, p. 135.

N'importe quelle sorte d'activité salariée peut fonctionner en tant que travail abstrait parce que la valeur qu'elle crée est une commune mesure qui permet de connecter l'ensemble des producteurs entre eux, indépendamment du contenu de leurs marchandises. C'est de cette façon qu'il est possible de penser le travail de chacun en tant qu'il constitue un ensemble différent de leur simple addition. La valeur est donc générale puisque qu'elle est abstraite des spécificités matérielles de ses supports effectifs⁵⁴. La particularité du bien ou du service dans lequel elle est objectivée et la nature de l'activité productrice n'ont pas d'importance. S'explique donc que, depuis deux siècles, l'ensemble des activités humaines, aussi diversifiées soient-elles, furent réduites au seul travail⁵⁵.

La domination capitaliste ne s'arrête ainsi pas aux frontières de la distinction entre travail manuel et intellectuel, leur contenu étant d'une même manière potentiellement l'objet d'une soumission formelle et réelle à cette domination abstraite. Dans les sociétés capitalistes, le travail s'est imposé comme l'activité médiatrice par excellence, que se soit de manière directe ou par son expression objectivée dans ses produits. Est-ce dire que le langage doit être considéré comme une médiation de seconde importance, que le consentement et le lieu où il s'exerce, c'est-à-dire la société civile, doivent être réduits à un phénomène qui ne concerne que la superstructure? C'est le problème auquel Gramsci consacra sa vie : il voulu « recréer avec des éléments nouveaux la même conception que celle de Marx »⁵⁶. En fait, le théoricien italien n'a jamais considéré la société civile différemment de Marx lorsque celui-ci y situa le lieu des rapports sociaux de production.

⁵⁴ Moishe Postone, p. 150-153.

⁵⁵ Dominique Méda, « La fin de la valeur « travail »? », In Pierre Boisard et al. (dir. publ.), *Le travail, quel avenir?*, Paris, Gallimard, 1997, p. 231.

⁵⁶ Peter Ives, *Gramsci's Politics of Language*, Toronto, Toronto University Press, 2006, p. 14.

Là où Marx s'était essentiellement consacré à l'étude des processus économiques, Gramsci porta toutefois son attention sur les « organisations par lesquelles s'élabore et se diffuse l'idéologie »⁵⁷, déplaçant ainsi « le débat à savoir si le langage appartient à la base ou à la superstructure, s'il est purement déterminé par des conditions matérielles ou en fait détermine ces conditions »⁵⁸. Certains auteurs vont jusqu'à rapprocher la notion de société civile chez Gramsci d'une compréhension sémiotique de la médiation entre la base et la superstructure⁵⁹, la société civile ne se réduisant pas plus à la superstructure qu'à l'infrastructure, deux notions conçues par Gramsci comme juxtaposées et réciproques.

Pour Gramsci, « le langage est matériel, bien qu'historiquement matériel »⁶⁰. L'analyse matérialiste des relations de production, socle ontologique de sa théorie⁶¹, ne l'empêcha ainsi pas de combattre toute sa vie durant l'idée d'une détermination unilatérale de la superstructure par l'infrastructure économique, ce qu'il appela péjorativement l'« économisme historique »⁶². Déduite du poids consacré à l'économie dans les écrits de Marx, cette conception du développement de la société en tant que résultat du développement de la vie économique posait un problème théorique fondamental que Gramsci tenta de résoudre en faisant de l'hégémonie la problématique centrale de ses *cahiers de prison*. Il démentit ainsi la conception économiste du développement social en axant sur la dimension symbolique, bien réelle, de la production et de la reproduction de la société.

⁵⁷ Jean-Marc Pottier, *La pensée politique de Gramsci*, Montréal, Parti Pris, 1970, p. 200.

⁵⁸ Peter Ives, p. 34.

⁵⁹ Ferruccio Rossi-Landi défend cette thèse dans *Marxism and Ideology*, Oxford, Clarendon Press, 1990, p. 60-66.

⁶⁰ Peter Ives, p. 34.

⁶¹ Frédéric Guillaume Dufour, « Néogramscienne, approche », p. 110.

⁶² Robert W. Cox, « Social forces, states, and world orders », In Robert W. Cox et Timothy Sinclair (dir. publ.), p. 96.

CHAPITRE II

LA DIMENSION SYMBOLIQUE DE L'HISTOIRE

2.1 Le concept d'hégémonie

Comment un groupe ou une classe sociale peut-t-il arriver à formuler ses intérêts particuliers de manière à ce qu'ils soient perçus par l'ensemble des groupes et des classes subordonnés comme relevant d'un intérêt partagé, d'un intérêt général ? C'est ce dont Gramsci cherchait à rendre compte par l'utilisation du concept d'hégémonie. Gramsci reconnaît en effet à ce concept une application beaucoup plus large qu'en théorie politique, où il désigne généralement la domination ou la prédominance d'un État sur les autres, l'ordre mondial étant ainsi souvent conceptualisé comme une simple structure d'interaction entre États étroitement conçus⁶³. Même si Gramsci ne tenait pas quelque chose d'entièrement nouveau dans le concept d'hégémonie – les sociaux-démocrates russes employaient déjà le terme avant lui⁶⁴ –, Gramsci en a tout de même fait un concept clé de la théorie marxiste de la culture en se basant sur la conception du pouvoir de Machiavel.

L'intérêt du concept d'hégémonie chez Gramsci tient surtout à sa dimension linguistique⁶⁵. Développée à Turin lors de ses études en linguistiques avec le

⁶³ Robert W. Cox, « Gramsci, hegemony, and international relations », In Robert W. Cox et Timothy Sinclair (dir. publ.), p. 127.

⁶⁴ Peter Ives, p. 16.

⁶⁵ *Idem*.

science du langage⁶⁶. C'est un fait qui a souvent été ignoré au sein même des études gramscienne en raison de leur proximité avec le marxisme classique, qui s'est souvent refusé à porter attention à l'étude du langage sous prétexte que ce dernier ne serait qu'un reflet de la réalité sociale⁶⁷. Longtemps hypothéqué dans « sa capacité de produire une théorie adéquate de l'espace politique bourgeois », le marxisme classique n'a en effet jamais été capable de produire une théorie adéquate du discours politique⁶⁸. Nous pensons qu'il est possible de contribuer à combler cette lacune en accordant une attention particulière à la dimension linguistique de l'hégémonie telle que l'a théorisée Gramsci.

Machiavel concevait le pouvoir tel le centaure, mi-homme, mi-bête, un mélange de coercition et de consentement⁶⁹. Le processus de production du consentement n'étant lui-même jamais caractérisé par une absence de coercition ou de contrainte⁷⁰, Gramsci s'est refusé, tout comme Machiavel, à concevoir les deux termes de cette dialectique comme opposés. Il les a plutôt pensés comme ne pouvant exister l'un sans l'autre, malgré son insistance sur le consentement des masses dans l'explication de l'hégémonie. Le pouvoir n'est donc jamais coupé de ses bases sociales dans l'acception gramscienne du concept d'hégémonie, l'espace politique étant compris par Gramsci comme englobant plus que l'ensemble des appareils administratifs, exécutifs et coercitifs qui constituent ce que l'on désigne généralement par l'utilisation du concept d'État

⁶⁶ C'est la thèse de Franco Lo Piparo telle que présentée dans Peter Ives, p. 16.

⁶⁷ Gilles Bourque et Jules Duchastel, *Restons traditionnels et progressifs*, p. 21.

⁶⁸ *Idem*.

⁶⁹ Chapitre XVIII du Prince: « Sachez qu'il existe deux manières de combattre : l'une par les lois, l'autre par la force. L'une est propre aux hommes, l'autre appartient aux bêtes; [...] il importe qu'un prince sache user adroitement de l'homme et de la bête ». Nicolas Machiavel, *Le Prince*, Paris, Librairie Générale Française, 1983, p. 91.

⁷⁰ Peter Ives, p. 77.

en science politique. Là où bien souvent on limite la notion de pouvoir à l'État, Gramsci y entre « des éléments qu'il faut ramener à la notion de société civile »⁷¹.

La distinction entre État et société civile dans la pensée de Gramsci est d'abord et avant tout analytique. Elle sert essentiellement à mieux comprendre la réalité sociale, dans les faits constituée d'une interpénétration de ces deux sphères⁷². La notion d'État chez Gramsci renvoie donc au « complexe entier de l'activité politique et théorique par lequel les classes dominantes non seulement justifient et maintiennent leur domination, mais aussi réussissent à obtenir le consentement actif des gouvernés »⁷³. Ce consentement, à tout le moins dans les sociétés modernes, ne dépend pas des seules capacités matérielles du groupe dominant, mais aussi de sa capacité à diffuser ses valeurs culturelles, morales et politiques de manière à ce qu'elles soient acceptées par l'ensemble de la société⁷⁴.

Les débats qui entourent le rôle des forces sociales dans la régulation politique internationale s'inscrivent généralement en rupture avec les approches dominant l'étude des relations internationales⁷⁵. Ces dernières traitent des relations internationales comme d'un jeu entre États détenteurs du monopole de la politique étrangère et privilégient ainsi très largement les acteurs étatiques dans leurs explications. Dans cette perspective, les traités de Westphalie assirent dès 1648 les bases d'un ordre international centré sur la souveraineté des États,

⁷¹ Antonio Gramsci, « Extraits », In Francois Ricci et Jean Bramant (dir. publ.), *Gramsci dans le texte*, Paris, Éditions sociales, 1977, p. 576-577.

⁷² Joseph V. Femia, *Gramsci's Political Thought*, Oxford, Clarendon Press, 1981, p. 27.

⁷³ Antonio Gramsci, p. 79.

⁷⁴ Stephen Hobden et Richard Wyn Jones, « Marxist theories of International Relations », In John Baylis et Steve Smith (dir. publ.), *The Globalization of World Politics*, 2^e éd., Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 210.

⁷⁵ Entendons par là le réalisme classique, le néolibéralisme et le néoréalisme, que Keohane réunit, en incluant le libéralisme, sous un même paradigme dit « rationaliste ». Voir Robert O. Keohane, *International Institutions and State Power: Essays in International Relations Theory*, Boulder, Westview, 1989.

la territorialisation de leurs relations, la reconnaissance de leur égalité formelle et le principe de non-ingérence⁷⁶. Ces principes fondamentaux sont partie intégrante du droit international public⁷⁷ et font des États et des organisations internationales les seules entités réellement sujets de ce droit., un statut d'autant plus fort que la création des Nations Unies après la Deuxième Guerre mondiale institutionnalisa un étatisme renforçant leurs prérogatives⁷⁸.

Au sein des approches dominantes, les États furent traditionnellement placés au cœur de l'ontologie constitutive des relations internationales. À la manière des néoréalistes, le plus souvent l'État fut compris comme une entité unitaire, autonome de la société civile et indépendante des relations de production. Il est considéré comme l'expression d'une volonté générale qu'une société civile indépendante limite et contraint dans ses actions. En reconnaissant les sources éthiques et culturelles de l'action politique tout en maintenant la relation de celles-ci avec la sphère économique, tout au contraire la pensée de Gramsci fait du complexe État/société civile – plutôt que des seuls États – l'entité constituante de l'ordre mondial⁷⁹. Pour quiconque aspire à comprendre cet ordre, il faut donc selon Gramsci accorder une place importante à la configuration des différents modes de relations sociales de production et à la façon dont ils permettent à une force sociale particulière de devenir les bases du pouvoir au sein des États et à l'intérieur d'un ordre mondial spécifique⁸⁰.

⁷⁶ Une critique radicale de cette conception des relations internationales modernes a récemment été formulée par Benno Teschke dans *The Myth of 1648*, Londres et New York, Verso, 2003.

⁷⁷ Comme en fait foi notamment la *Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations unies*; Assemblée Générale des Nations Unies, 25^e session, supp. no 28, Doc. N. U. A/53217, 1970, p. 131.

⁷⁸ Dorval Brunelle, *Dérive globale*, Montréal, Boréal, 2003, p. 48.

⁷⁹ Robert W. Cox, « Social forces, states, and world orders », p. 96.

⁸⁰ Robert W. Cox, *Production, Power and World Order*, New York, Columbia University Press, 1987, p. 4.

Le concept d'hégémonie apparaît comme l'un des outils théoriques les plus riches de l'approche gramscienne pour qualifier la nature de ce complexe car il permet d'aller au-delà à la fois du concept de « culture » et de celui d'« idéologie »⁸¹. Du concept de culture, d'une part, parce que si ce dernier renvoie au processus entier de la vie sociale dans ce qu'il a de plus profond (tout comme l'hégémonie), il ne suppose pas en lui-même une configuration modelée par des rapports de force ; et du concept d'idéologie, d'autre part, parce que celui-ci, s'il rend intrinsèquement compte de la réalité conflictuelle des rapports sociaux (à l'inverse du concept de culture), ne renvoie pas au processus entier de la vie sociale.

Le concept d'idéologie se limite en effet à désigner « un système de significations et de valeurs exprimant ou projetant les intérêts particuliers de classe »⁸², un système qu'il serait possible d'abstraire de la réalité et de représenter sous « la forme décisive dans laquelle la conscience est à la fois exprimée et contrôlée »⁸³. Une telle vision de l'idéologie fait d'elle l'apanage d'une classe dominante vue comme un tout unifié. Cette classe dominante la posséderait dans « des formes relativement pures et simples »⁸⁴ alors que les classes subordonnées ne feraient que la subir à la manière d'un voile « par lequel la transparence du réel serait obscurcie sous les conditions d'une fausse conscience »⁸⁵. Dès lors, seuls certains privilégiés, en l'occurrence les théoriciens marxistes, ne tomberaient pas sous la coupe de cette fausse conscience voilant le réel.

Il va sans dire que ce n'est là qu'une schématisation. L'utilisation du concept d'hégémonie ne peut d'ailleurs que rarement faire l'économie du concept

⁸¹ Raymond Williams, *Marxism and Literacy*, Oxford, Oxford University Press, 1977, p. 108.

⁸² *Idem.*

⁸³ *Ibid.*, p. 109.

⁸⁴ *Idem.*

⁸⁵ Stuart Hall, « Toad in the Garden », p. 44.

d'idéologie tellement il cherche à embrasser d'éléments complexes : l'hégémonie s'étend tout autant à l'ensemble des relations sociales qu'à l'ensemble des identités vécues, ne rendant ainsi pas seulement compte d'un système conscient d'idées et de croyances, mais du « processus entier de la vie sociale tel qu'il est pratiquement organisé par des significations et des valeurs dominantes »⁸⁶. Le concept d'idéologie, s'il demeure l'une des notions qui selon Williams posent le plus de problèmes à la sociologie de la culture⁸⁷, demeure donc potentiellement fort pertinent pour désigner plus précisément ces phénomènes symboliques « qui servent, dans des circonstances historiques particulières, à maintenir des relations de domination »⁸⁸.

Pour peu, du moins, que l'on tienne compte des conclusions tirées par Stuart Hall – l'un des pères fondateurs des *cultural studies* – au cours de sa carrière : 1) « l'idéologie n'est pas liée naturellement avec une classe sociale spécifique » ; 2) « l'effort idéologique, quand il est mis en œuvre d'une manière aussi méticuleuse et aussi soutenue qu'il l'a été durant les années Thatcher, peut avoir un énorme impact social, peut changer la société « comme nous la connaissons » » ; et 3) « ce changement peut prendre place sans nécessairement suivre une direction induite par, ou fonctionné dans, une relation étroite avec les forces économiques »⁸⁹. Ces conclusions peuvent apparaître étrangères au marxisme classique. Elles le sont en effet, car c'est de ses analyses historiques concrètes, et non pas de la théorie, que Hall les a tirées.

⁸⁶ Raymond Williams, *Marxism and Literacy*, p. 109.

⁸⁷ Raymond Williams, *Culture*, Glasgow, Fontana Paperbacks, 1981, p. 28.

⁸⁸ Thompson, John, *Ideology and Modern Culture*, Stanford, Stanford University Press, 1990, p. 56.

⁸⁹ Angela McRobbie, *The Uses of Cultural Studies*, Londres, Sage Publications, 2005, p. 22.

2.2 Le rôle d'« intellectuels collectifs » des organisations internationales

L'intérêt de Gramsci pour le rôle des intellectuels dans la production de la société illustre la lutte qu'il a menée toute sa vie contre la compréhension mécaniste de la relation entre structure et superstructure. Dans les termes qu'il utilisait, cette relation forme un « bloc historique », concept qui vise à rendre compte du fait que le consensus qui découle de l'exercice de l'hégémonie transcende les oppositions de classe.

C'est à partir du rapport entre les classes dominantes et les classes dominées que s'articule, sans s'y réduire, l'ensemble des éléments caractéristiques d'un bloc social particulier. L'analyse du bloc social tendra à faire ressortir comment les rapports et les alliances entre les classes dominantes elles-mêmes (bloc au pouvoir) sont déterminées par les rapports que chacune de ces dernières (classe ou fraction) peut entretenir avec les classes dominées⁹⁰.

L'hégémonie agit ainsi au sein d'un bloc historique comme « un travail de médiation et de compromis entre les intérêts du groupe dominant et ceux des groupes alliés et subordonnés »⁹¹. Elle tient lieu de rapport symbolique entre chacun des sujets individuels et l'entité collective, un objet qui, comme tout rapport symbolique, est non empirique malgré son existence réelle⁹². C'est ce rapport qui « est la base sur laquelle se construit une relation entre structures et superstructures, entre conditions matérielles d'existence et idéologie »⁹³.

Pour Gramsci, l'idée de production ne se limite pas à la simple fabrication des biens matériels : elle implique toujours aussi la production et la reproduction du

⁹⁰ Gilles Bourque et Jules Duchastel usent du concept de bloc social dans une acception très proche du concept de bloc historique chez Gramsci dans *Restons traditionnels et progressifs*, p. 30.

⁹¹ Grégory Vanel, p. 23.

⁹² Jean-François Filion, p. 25.

⁹³ Grégory Vanel, p. 23.

savoir et des relations sociales, des valeurs morales et des institutions, autant de préalables à la production matérielle⁹⁴. Nous l'avons déjà souligné, dans la mesure où toutes les pratiques humaines impliquent des significations, elles sont toutes sémiotiques⁹⁵, elles impliquent toutes un minimum de connaissances techniques et d'activités intellectuelles⁹⁶. Comme Marx avant lui, Gramsci fait donc de la distinction entre travail intellectuel et travail manuel une distinction arbitraire⁹⁷. L'erreur de méthode serait de « rechercher ce critère de distinction dans ce qui est intrinsèque aux activités intellectuelles » plutôt que dans l'ensemble des rapports sociaux⁹⁸.

Livrées à elles-mêmes, les forces sociales constitutives d'un bloc historique se désintégreraient ou se disperseraient, mais une culture commune en assure toutefois la cohésion interne, d'où le rôle fondamental joué par une élite meneuse, en particulier les « intellectuels »⁹⁹. Ces derniers sont à ce point importants dans l'organisation de l'hégémonie que Jean-Marc Piotte a cru trouver dans ce concept le pivot de la pensée politique de Gramsci¹⁰⁰. Tous les hommes, estime Gramsci, sont des intellectuels. Tous n'exercent toutefois pas, faut-il aussitôt préciser, le rôle d'intellectuel¹⁰¹. Par extension, toutes les organisations sociales n'exercent pas dans la société la fonction d'intellectuels, cette fonction qui, dans la pensée de Gramsci, permet à une force sociale

⁹⁴ F. Guillaume Dufour, p. 110.

⁹⁵ Bob Jessop, « Critical Semiotic Analysis and Cultural Political Economy », *Critical Discourses Studies*, vol. 1, no 2 (octobre 2004), p. 161.

⁹⁶ Jean-Marc Piotte, p. 18.

⁹⁷ Jean-Marc Piotte, p. 18.

⁹⁸ Antonio Gramsci, cité dans A.R. Buzzi, *La théorie politique d'Antonio Gramsci*, Louvain, Éditions Nauwelaerts, 1967, p. 40.

⁹⁹ Robert W. Cox, « Beyond international relations theory », In Robert W. Cox et Timothy Sinclair (dir. publ.), p. 9.

¹⁰⁰ Jean-Marc Piotte, p. 18.

¹⁰¹ *Idem*.

particulière de devenir les bases du pouvoir au sein des États et à l'intérieur d'un ordre mondial spécifique.

Au sein du complexe des rapports sociaux, « les intellectuels sont les « commis » du groupe dominant pour l'exercice des fonctions subalternes de l'hégémonie sociale et du gouvernement politique »¹⁰².

Gramsci explique lui-même la signification de cette affirmation : au moyen de la superstructure, les intellectuels obtiennent des grandes masses l'assentiment « spontané » à la direction imprimée à la vie sociale par le groupe dominant fondamental ; cette fonction correspond à la fonction d'hégémonie que le groupe dominant exerce dans toute la société¹⁰³.

L'intellectuel ne participe donc pas principalement à l'exercice d'un pouvoir tel que le confère la puissance militaire ou la force de coercition. Il participe à la production et reproduction d'un pouvoir beaucoup moins tangible. Expression de ce pouvoir intangible, de cette culture commune qui assure le maintien de la cohésion d'un bloc historique, la langue est centrale dans la compréhension que Gramsci avait du rôle des intellectuels. C'est cette dimension de la réalité sociale qu'il chercha à approfondir en portant son attention sur le rôle des intellectuels dans l'organisation de la société là où Marx avait accordé l'essentiel de son attention au développement de la vie économique

La notion « intellectuels organiques » vise à rendre compte du fait que certains organismes ainsi que certaines couches sociales exercent dans la société « des fonctions d'organisation au sens large, tout autant dans le domaine de la production que dans celui de la culture, de la politique, de l'administration [...] »¹⁰⁴. Puisque le mode de production capitaliste a une portée globale, la

¹⁰² Antonio Gramsci, cité dans A.R. Buzzi, p. 42.

¹⁰³ A.R. Buzzi, p. 42.

¹⁰⁴ Antonio Gramsci, cité dans A.R. Buzzi, p. 40.

fonction des intellectuels organiques tend nécessairement à lier les classes sociales des pays partageant ce même mode de production¹⁰⁵. C'est pourquoi les néogramsciens utilisent aujourd'hui la notion d'ordre mondial pour rendre compte du fait que les classes sociales qui exercent leur hégémonie au niveau national cherchent à prendre de l'expansion sur l'échelle mondiale en tant qu'expression d'un mode particulier d'organisation des rapports de production¹⁰⁶. La notion d'ordre mondial respecte donc la pensée de Gramsci, pour qui « [l]a perspective est internationale et ne peut être qu'internationale », bien que le point de départ doive être national¹⁰⁷.

À rebours de cette perspective, les néoréalistes ont répandu dans la discipline des relations internationales l'image d'États qui seraient d'opaques boules de billard qu'il faudrait à tout prix se garder d'ouvrir afin de perpétuer la pertinence et l'autonomie de la discipline à l'égard des autres sciences sociales. *Exit* donc, l'éducation, les institutions, la culture et l'idéologie de l'analyse des institutions internationales. En ne faisant pas abstraction des processus à l'œuvre dans le développement des forces sociales et du mode de production dominant à l'échelle du globe¹⁰⁸, l'analyse néogramscienne évite toutefois de conceptualiser les organisations internationales comme de simples instruments au service d'acteurs étatiques rationnels et égoïstes, à la manière des néoréalistes. « L'organisation internationale, explique plutôt Cox, fonctionne en tant que processus à travers lequel les institutions de l'hégémonie et son idéologie sont développées »¹⁰⁹.

¹⁰⁵ Robert W. Cox, « Gramsci, hegemony and international relations », p. 136.

¹⁰⁶ Robert W. Cox, *Production, Power and World Order*, p. 150.

¹⁰⁷ Antonio Gramsci, « Extraits », dans François Ricci et Jean Bramant (dir. publ.), p. 568.

¹⁰⁸ Notamment O'Brien et M. Williams, *Global Political Economy. Evolution and Dynamics*, New York, Palgrave, 2004 et Daniel Holly, *Les Nations Unies et la mondialisation*, Paris et Dunkerque, L'Harmattan/Innoval, 2003.

¹⁰⁹ Robert W. Cox, « Gramsci, hegemony and international relations », p. 137.

Ce serait une utopie, affirmait Gramsci, « de croire qu'il peut y avoir des intellectuels "indépendants, autonomes, revêtus de caractères qui leur sont propres" »¹¹⁰. À ce titre, l'analyse néogramscienne ne peut pas manquer de mettre en évidence le lien historique existant entre la mise en place des organisations internationales et la constitution d'un système économique mondial dans lequel le capital joue un rôle prépondérant. L'UNESCO n'échappe pas à cette réalité constitutive. Née de la guerre dans une volonté de promouvoir la paix, longtemps prise au cœur de la Guerre froide entre deux mondes en confrontation et un troisième vivant l'effervescence de la décolonisation, il est difficile de nier, à l'instar des autres organisations du système onusien, le caractère politique de l'UNESCO. À l'instar des autres organisations du système onusien, sa participation à la mise en forme des règles facilitant l'expansion de l'ordre mondial se constate concrètement dans l'étude de la création et de l'évolution des organisations internationales. Elle se constate tout autant dans l'étude des mécanismes discursifs qu'elle mobilise pour participer à la régulation pacifique de thématiques conflictuelles en institutionnalisant certaines luttes de portée mondiale.

2.3 Quelques précisions sur le discours politique

Si l'importance du thème de la société civile est sans doute l'une des premières idées reçues sur la mise en place de la gouvernance mondiale, la rigueur scientifique nécessite toutefois que l'on effectue une recherche systématique sur la configuration du bloc historique spécifique à la période de l'histoire dans laquelle on suppose qu'il devient paradigmatique. En accordant une attention

¹¹⁰ Gramsci, cité dans Buzzi, p. 41.

particulière à la dimension linguistique de l'hégémonie et en usant d'une méthode basée sur l'analyse de discours, notre démarche propose d'intégrer à une problématique d'inspiration gramscienne la méthode de recherche développée dans les années 1980 et 1990 par les sociologues québécois Gilles Bourque et Jules Duchastel au sein du Groupe de recherche en analyse du discours politique (GRADiP).

Nous procéderons pour ce faire à l'analyse d'un corpus de discours prononcés par les directeurs généraux de l'UNESCO devant la Conférence internationale des ONG au cours des trente dernières années. « Aussi bien en ce qui concerne les rapports sociaux qu'en ce qui touche les institutions, il [le discours] procède par signaux sans doute reconnus par les acteurs, mais que l'analyste sera forcé de décoder »¹¹¹. Nous chercherons donc dans ce corpus les traces de la nouvelle modalité de politisation accompagnant la fragmentation identitaire des sociétés modernes et expliquerons en quoi son intégration au discours onusien participe au renouvellement des représentations qui permettent au bloc historique néolibéral de se reproduire.

La possibilité de combiner une théorisation d'inspiration gramscienne de l'ordre mondial à la méthode d'analyse du discours politique développée par Bourque et Duchastel se justifie non seulement par l'importance qu'accordait Gramsci à la dimension linguistique de l'hégémonie, mais aussi par les similitudes que sa compréhension du « politique » partage avec celle des deux sociologues québécois. Ces derniers rejettent la définition du discours politique fournie par le sens commun : « l'ensemble des énoncés émanant des acteurs et des institutions reliés au système de représentation : les partis, le Parlement, les

¹¹¹ Gilles Bourque et Jules Duchastel, *Restons traditionnels et progressifs*, p. 130.

médias »¹¹². Ils lui préfèrent plutôt une définition que ne se restreint pas à l'appareil gouvernemental qui opère dans le domaine public, mais concerne aussi certains appareils de la sphère privée : « une intervention émanant d'un appareil de la sphère privée [...] peut très souvent prendre la forme d'un discours politique en ce qu'elle porte sur la discussion du pouvoir [...] », sur la discussion des limites respectives des sphères publique et privée¹¹³. Or, nous l'avons vu lorsque nous avons traité de la notion d'hégémonie, Gramsci intègre lui aussi dans sa définition de l'espace politique des éléments qui se rapportent à la sphère privée.

Plus encore, Gramsci donne la prédominance à l'acte politique dans sa compréhension de la totalité sociétale parce que cet acte « englobe le passé, le présent et l'avenir, il suppose l'économie et achève la philosophie, relie en bloc historique la structure et la superstructure, réalise l'union de la théorie et de la pratique, l'activité consciente et organisée qui fait l'histoire »¹¹⁴. C'est là qui rejoint aussi la définition du discours politique proposée par Bourque et Duchastel en ce que celle-là pose le discours politique comme « l'une des formes centrales de la représentation dans l'État moderne »¹¹⁵.

La dynamique de cette institutionnalisation moderne bien qu'elle se réalise dans trois procès différenciés, voire contradictoires, se caractérise fondamentalement par la centralité du procès politique. Celui-ci est au fondement du fonctionnement de la société comme totalité¹¹⁶.

Dans le premier chapitre, nous nous sommes attardés à la façon dont la société civile s'était constituée comme une sphère distincte de l'État avec le

¹¹² *Ibid.*, p. 18.

¹¹³ *Ibid.*, p. 33.

¹¹⁴ A.R. Buzzi, p. 189.

¹¹⁵ Gilles Bourque et Jules Duchastel, *Restons traditionnels et progressifs*, p. 18.

¹¹⁶ Jules Duchastel, « La citoyenneté dans les sociétés contemporaines », p. 62.

dépassement des relations sociales féodales par celles capitalistes (*voir* sect. 1.1 et 1.2). Le pendant d'un tel processus fut, bien entendu, « la formation d'une sphère politique autonome et séparée de l'économie »¹¹⁷. Celle-ci

apparaît dès le départ comme le corollaire essentiel du développement de la forme du discours qui la spécifie. On ne saurait en effet parler de discours politique au sens fort sous la féodalité et dans l'État précapitaliste où le politique ne s'est pas encore constitué comme instance autonome. [...] L'apparition du discours politique suppose au contraire la formation d'un espace séparé au sein duquel le pouvoir est discuté. La discussion du pouvoir et la production d'appareils spécialisés constituent le fondement même de toutes les formes possibles de la discursivité politique¹¹⁸.

Dans le cadre de notre problématique, les organisations internationales ont été posées comme de tels appareils spécialisés. L'aspect du discours qui nous intéressera donc particulièrement dans le cas de l'ouverture des activités de l'UNESCO à la participation de la société civile consiste en la redéfinition des limites respectives entre la sphère publique et celle privée engendrée par le changement des politiques adoptées par l'Organisation. C'est à ce titre que nous soutenons que l'ordre des représentations discursives sera le mieux à même de montrer en quoi l'adoption, par l'UNESCO, d'un mode de régulation technojuridique des inégalités dans les domaines de ses compétences est un fait qui s'est imposé à l'ensemble de la classe politique comme une nécessité permettant de combler son déficit de légitimité.

¹¹⁷ Gilles Bourque et Jules Duchastel, *Restons traditionnels et progressifs*, p. 19.

¹¹⁸ *Idem*.

CHAPITRE III

LA RÉORGANISATION DE L'HÉGÉMONIE NÉOLIBÉRALE

3.1 La genèse des blocs historiques

Le langage pour Gramsci est une institution historique qui change continuellement. En tant que résultat historique des conflits socioculturels, il ne devrait pas être étudié aux dépens des autres structures sociales¹¹⁹. Comme le suggère Jessop sur le plan méthodologique, les pratiques sémiotiques doivent donc « être étudiées non seulement dans la (re)production continue des relations sociales, mais aussi dans l'émergence contingente, la consolidation provisoire et la réalisation en cours des propriétés extra-sémiotiques »¹²⁰. En accordant une aussi grande importance à la détermination du commencement et de la fin des périodes hégémoniques, c'est ce mouvement inlassable d'émergence et de consolidation des structures historiques que Cox a tenté de saisir dans l'ouvrage fondateur de l'approche néogramscienne, *Production, Power and World Order*. Adoptant cette même perspective, Cox s'est attardé dans les dernières années à l'analyse de l'évolution du capitalisme faite par Karl Polanyi dans *La grande transformation* (1957) tout en la prolongeant jusqu'à nos jours¹²¹.

Du 19^{ème} siècle au milieu du 20^{ème} siècle, Polanyi discerne un double mouvement. Dans un premier temps, l'État se retire de la vie économique

¹¹⁹ Peter Ives, *op. cit.*, p.25.

¹²⁰ Bob Jessop, p. 161.

¹²¹ Robert W. Cox, « The Crisis in World Order and the Challenge to International Organization », *Cooperation and Conflict*, London, Thousand Oaks et New Delhi, Sage, vol. 29, no 2 (1994).

substantive pour laisser la place aux forces du marché et n'assumer qu'un rôle de garant de ses règles. Dans un deuxième temps, un modèle de régulation basé sur la nécessité d'une forte base sociale est instigué par certains politiciens conservateurs, tels Bismarck et Disraeli dans la deuxième moitié du 19^{ème} siècle. Ce modèle se pose en réaction aux effets dévastateurs du libéralisme sauvage de la révolution industrielle et redonne à l'État sa légitimité à réguler l'économie et à maintenir un minimum de protection sociale.

Renforcé par les luttes des travailleurs dans l'après-guerre, ce modèle atteint son apogée sous la forme de l'État-providence et de l'idée de social-démocratie¹²². Il entre cependant en crise à partir des années 1960 et plus encore dans les années 1970, une crise que Polanyi n'avait pu voir poindre lorsqu'il a écrit son célèbre ouvrage dans les années 1950. Ayant déjà raffiné cette périodisation dans l'article « Gramsci, hegemony, and international relations », Cox divise le double mouvement observé par Polanyi en quatre périodes (la *Pax Britannica*, les rivalités impérialistes, la *Pax Americana* et la crise de l'ordre mondial) qu'il nous faut expliciter afin d'éclairer d'une perspective historique la genèse des organisations internationales et leurs rôles dans le maintien de l'ordre mondial.

¹²² *Ibid.*, p. 104.

3.1.1 La Pax Britannica (1845-75)

La première des quatre périodes identifiées par Cox peut être qualifiée d'« hégémonique ». Il existait alors une économie mondiale dont le centre était l'Empire britannique, le plus vaste empire de l'histoire. Cette période dite de la Pax *Britannica* fut le moment de la diffusion à l'échelle planétaire de plusieurs doctrines économiques qui prévalaient en Grande-Bretagne au 19^{ème} siècle : celles des avantages comparatifs, du libre commerce et de l'étalon-or¹²³. Soutenue par une force militaire qui préservait son hégémonie des rivaux continentaux, la Grande-Bretagne, alors puissance navale tant sur le plan militaire que sur le plan commercial, avait intérêt à s'assurer du règlement des problèmes posés par l'utilisation des fleuves internationaux. C'est durant cette période que naît la première génération d'organisations internationales sous la forme des commissions fluviales internationales. Celles-ci furent imposées

par les grandes puissances alliées, vainqueurs des guerres de l'Empire, qui avaient un intérêt très direct non seulement à ce que fût proclamé internationalement le principe de la liberté de navigation sur les fleuves internationaux, mais à ce qu'existât une organisation permanente chargée de résoudre les problèmes posés par l'application de ce principe¹²⁴.

La création d'unions administratives ne vint guère beaucoup plus tard dans le domaine des communications (télégraphe, postes, transports par voie ferrée). Leur participation à la régulation des relations internationales concernait directement la gestion des frontières. Avec la création de l'Union télégraphique internationale par les États européens en 1865, voit le jour « la première organisation internationale en date dans le domaine des communications »¹²⁵.

¹²³ Robert W. Cox, « Gramsci, hegemony and international relations », p. 136.

¹²⁴ P.-F. Gonidec et R. Charvin, *Relations internationales*, Paris, Mont-Chrestien, 1982, p. 172.

¹²⁵ *Ibid*, p. 173.

3.1.2 Les rivalités impérialistes (1875-1945)

La seconde période identifiée par Cox est une période dans laquelle l'hégémonie britannique est profondément remise en question : la balance des puissances qui assurait jusque-là la stabilité de l'Europe fut brisée, le libre échange fut délaissé au profit du protectionnisme économique et ultimement, l'étalon-or fut abandonné¹²⁶. Les dernières décennies du 19^{ème} siècle connurent des changements autant dans la puissance relative des principaux États, dans le développement inégal des forces sociales ainsi que dans la répartition du pouvoir entre les groupes sociaux. Cumulés, ces changements transformèrent la structure sociale d'accumulation de l'ère britannique et donnèrent lieu à une période non hégémonique marquée par les rivalités impérialistes. Ces rivalités atteignirent leur paroxysme dans la Deuxième Guerre mondiale¹²⁷.

Dans cette période de rivalités impérialistes, le rôle politique joué par les organisations internationales s'amplifia suite à la création, le 28 avril 1919 à même le Traité de Versailles, de la Société des Nations (SDN). Celle-ci avait comme mission formelle « de préserver la paix internationale dans le cadre de l'ordre international tel qu'il avait été défini par les traités de paix de 1919-1920 », la SDN se posant ainsi, selon une certaine littérature de la discipline des relations internationales, comme la première organisation universelle à caractère politique¹²⁸. De même, l'Organisation internationale du travail (OIT), elle aussi créée à même le traité de Versailles, cette fois-ci des suites d'un mouvement porté par des industriels tels l'Anglais Robert Owen et le Français Daniel Legrand¹²⁹, est apparue comme une organisation universelle à caractère

¹²⁶ *Idem.*

¹²⁷ Robert W. Cox, *Production, Power and World Order*, p. 209-211.

¹²⁸ P.-F. Gonidec et R. Charvin, p. 180.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 177.

politique sous couvert d'une mission technique : « en défendant le tripartisme, [l'OIT] légitima les relations sociales induites dans les pays du centre en tant que modèle à être imité »¹³⁰. En plein cœur d'une période caractérisée par l'absence d'un ordre hégémonique, les deux organisations s'avérèrent toutefois incapables de créer en l'espace de quelques années seulement le cadre normatif nécessaire à la reproduction du système. Il fallut plutôt attendre la fin de la Deuxième Guerre mondiale avant de voir d'autres organisations à caractère politique prendre la relève.

Contrastant avec les discours des leaders occidentaux qui voulaient bâtir une nouvelle ère de paix mondiale, les lendemains de la Deuxième Guerre mondiale furent marqués par la formation de deux blocs militaires qui séparèrent le monde pendant près de cinquante ans. Chacun de ces deux blocs se dota d'une organisation régionale rivale à caractère politique : l'OCDE et le COMECON¹³¹. Ce sont là autant d'exemples de l'une des deux tendances observées par Gonidec dans la création des organisations internationales au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, celle au régionalisme. L'autre tendance est celle de l'universalisme : la deuxième moitié du XXe siècle a vu une prolifération d'organisations internationales à vocation universelle d'autant plus importante qu'elle fut grandement facilitée par la création de l'ONU en 1945, au début de la période de la *Pax Americana* (1945-1965). Cette organisation allait rapidement devenir une pièce maîtresse de l'ordre mondial.

¹³⁰ Robert W. Cox, « Gramsci, hegemony and international relations », p. 139.

¹³¹ Henri Eyraud, *La fin de la guerre froide: perspectives*, Lyon, Presse Universitaire de Lyon, 1992, p. 10-11.

3.1.3 La Pax Americana (1945-1965)

L'ONU fut créée afin d'organiser la défense des intérêts du capital et sa mise en valeur mondiale. En plus de ses fonctions politiques, le système onusien devait avoir d'importantes fonctions économiques et sociales visant la réduction des contradictions entre l'économie mondiale et les économies nationales par l'engagement de ces dernières dans des pratiques favorisant l'internationalisation du capital. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, ce projet d'ordre mondial allait prendre la forme d'une conciliation entre le libéralisme classique et une amélioration générale des conditions de vie socio-économiques, la recette qui allait s'avérer garante de la *Pax Americana*, un ordre mondial hégémonique à bien des égards semblable à celui de la *Pax Britannica* du 19^{ème} siècle. Le discours, bien sûr, avait changé : il reposait désormais sur le réformisme, le providentialisme, le keynésianisme et la solidarité autour du travail qui animait les classes laborieuses britanniques, autant d'éléments idéologiques qui se sont retrouvés, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, dans l'ensemble des pays les plus industrialisés¹³².

L'histoire a retenu cet ensemble sous le vocable de « compromis fordiste », un compromis marqué par ce que Jürgen Habermas désigne comme une tendance à la régulation permanente du processus économique grâce à l'intervention de l'État. Le compromis fordiste consiste, en d'autres mots, au triomphe d'un mode de régulation politico-bureaucratique des inégalités sociales : incapable de maintenir leur légitimité sous la forme traditionnelle d'une légitimation fondée sur l'héritage culturel¹³³, ce sera désormais sur une base rationnelle et matérielle que l'État et les organismes dirigeants de la production maintiendront leur

¹³² Stuart Hall, « The Toad in the Garden », p. 41-42.

¹³³ Jürgen Habermas, *La technique et la science comme idéologie*, Paris, Éditions Gallimard, 1973, p. 37-43.

légitimité dans les sociétés industrielles développées¹³⁴. Il leur fallut pour ce faire « intervenir à travers la consommation jusque dans la vie privée des individus », une tendance acceptée passivement par les individus puisque l'intervention de l'État dans le processus économique se traduisait par un accroissement de la consommation dans la vie quotidienne¹³⁵. De cette façon, ont pu « s'unifi[er] les opposés [et] devint possible un comportement politique unidimensionnel »¹³⁶ : d'un côté, la droite consentait à la mise en place d'un État-providence ayant pour mission une plus grande redistribution sociale de la richesse ; de l'autre, la gauche acceptait de travailler à l'intérieur du cadre posé par le capitalisme¹³⁷.

3.1.4 Crise de l'économie mondiale et fin du compromis social-démocrate (1965 -)

La quatrième période observée par Cox est marquée par une radicale remise en question de l'ordre fondé autour du compromis fordiste. Dans son livre *Production, Power and World Order* (1987) – le premier ouvrage de référence de l'approche néogramscienne des Relations internationales –, Cox postule que la crise économique qui a débuté dans les années 1960 est l'une des manifestations de ce que Gramsci qualifiait de crise « organique »¹³⁸. « Quelque part entre la fin de années 1960 et le début des années 1970, avait déjà affirmé Cox en 1983, il est devenu évident que l'ordre mondial mené par les États-Unis ne fonctionnait

¹³⁴ Herbert Marcuse, *L'homme unidimensionnel*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1968, p. 74.

¹³⁵ Lucien Goldmann, *La création culturelle dans la société moderne*, Paris, Gallimard, 1971, p. 37.

¹³⁶ Herbert Marcuse, p. 74.

¹³⁷ Stuart Hall, « Toad in the Garden », p. 36.

¹³⁸ Par ce terme, Gramsci réfère à ce qui est relatif à la « science de l'organisation et de l'administration en politique ». Dans l'utilisation de ce terme, la notion de permanence relative est primordial en opposition à ce qui relève de la conjoncture, ce « qui se présentent comme occasionnels, immédiats, presque accidentels ». Antonio Gramsci, « Extraits », p. 58 et 60.

plus »¹³⁹... ce que Polanyi, publiant *La grande transformation* en 1957, n'avait pu entre-apercevoir puisque les premiers signes de l'effritement du compromis fordiste n'ont point qu'à partir des années 1960.

C'est au début de cette décennie que s'observe le premier échec majeur de la consolidation de l'hégémonie sociale-démocrate : dans son analyse de l'implantation du *thatchérisme* en Grande-Bretagne, Hall explique que le gouvernement britannique de l'époque avait cherché à rassembler, sous un État corporatiste, un certain nombre de secteurs de la société dans une alliance élargie. Cette alliance aurait été composée des travailleurs manuels, des cadres d'entreprises et des ingénieurs du domaine des nouvelles technologies alors en pleine expansion. Les conditions de réussite à long terme d'une telle alliance n'étaient toutefois pas réunies puisque la structure industrielle britannique était trop peu modernisée pour générer les richesses indispensables à la poursuite de l'accumulation capitaliste *et* au financement de l'État-providence et des hauts salaires¹⁴⁰. Peu de temps après, des signes de l'atteinte des limites du consensus se constatèrent également dans les autres pays européens, en France notamment, avec le conflit social de mai 1968, et en Italie l'année d'après, avec *l'autunno caldo*¹⁴¹.

La récession économique mondiale combina stagflation et crise fiscale : elle s'intensifia dès la fin des années 1960, marquant ainsi les limites du modèle de l'État-providence et le début de graves difficultés pour l'ordre hégémonique social-démocrate¹⁴². L'ordre mondial jusque-là caractérisé par la prédominance des échanges commerciaux de biens opéra alors le passage à un ordre global : les délocalisations industrielles portées par les investissements directs étrangers

¹³⁹ Robert W. Cox, « Gramsci, hegemony and international relations », p. 136.

¹⁴⁰ Stuart Hall, « Toad in the Garden », p. 36-37.

¹⁴¹ Robert W. Cox, *Production, Power and World Order*, p. 276.

¹⁴² Robert W. Cox, « The Crisis in World Order », p. 104.

furent favorisées par le développement de l'autonomie financière qui s'imposa entre 1965 et 1982 comme système financier global ce qui mina l'architecture financière mise en place dans le cadre des accords de Bretton Woods¹⁴³. À mesure que la récession économique mondiale s'accroissait, l'échec de la tentative de consolidation de l'hégémonie sociale-démocrate en Grande-Bretagne permit à un ensemble d'idées qui contrastait avec le compromis fordiste de venir occuper activement l'espace du discours et, à terme, de le maîtriser¹⁴⁴. Les désordres sociopolitiques des années 1960 et 1970, du mouvement contre culturel entourant l'opposition à la guerre du Viêt-Nam et de l'intensification des conflits industriels, notamment miniers, sont autant de signes d'une fissuration du compromis social-démocrate et de sa perte de légitimité, des signes qu'il est possible d'interpréter comme l'entrée dans une phase de désintégration de l'hégémonie sociale-démocrate, un moment à saisir pour la *New Right*¹⁴⁵.

À terme, la crise prolongée de l'économie mondiale créa les conditions d'émergence d'un nouveau bloc historique se substituant à celui formé autour du compromis fordiste. C'est dans ces années que les forces britanniques de droite prirent conscience de leurs intérêts communs au-delà de leurs intérêts immédiatement « économique-corporatifs » et que le parti conservateur réussit ainsi à unifier de larges pans de la droite en surpassant les intérêts spécifiques de groupes particuliers. Le parti conservateur attira en effet de nombreux éléments se revendiquant traditionnellement du courant libéral pour qui il était possible d'y trouver certains éléments d'idéologie compatibles avec leur pensée. Il établit son hégémonie sur l'ensemble de la droite britannique avant que le bloc

¹⁴³ Charles-Albert Michalet, *Qu'est-ce que la mondialisation?*, Paris, La Découverte, 2004, p. 86.

¹⁴⁴ Stuart Hall, « Toad in the Garden », p. 42.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 37.

historique en formation ne prenne son expansion à l'échelle planétaire par la diffusion de son discours et de certains éléments de sa culture.

La tendance la plus forte au sein du parti conservateur britannique devint d'abord celle qui essayait d'adapter le conservatisme aux conditions de vie de l'État-providence : avec l'intensification des signes de crise durant les années 1970-1974, beaucoup de conservateurs se rapprochèrent du pôle néolibéral tout en prônant la loi et l'ordre face aux désordres sociaux se multipliant. Ce fut un moment pour le parti conservateur de se réorganiser – dans des termes gramsciens, le « moment du parti » – en commençant à mettre de l'avant les thèmes qui allaient dominer le discours du thatchérisme, dont la première mission historique fut de contester et de disperser le consensus corporatiste social-démocrate et d'ainsi désorganiser le sens commun du contrat social politique britannique. Sa deuxième mission historique consista à renverser l'appui à l'État-providence, une tendance dominante dans la société britannique, ainsi que de briser le pouvoir que les travailleurs exerçaient dans la vie sociale et économique par l'entremise de leur syndicat¹⁴⁶.

La « révolution » conservatrice que Margaret Thatcher a mise en branle dans les années 1980 aux côtés du président américain Ronald Reagan a non seulement eu des effets sur le plan domestique, mais elle participa aussi à l'organisation de l'ordre mondial dans son entièreté. Avec son extension à l'échelle planétaire, la logique néolibérale poussa encore plus loin la deuxième mission historique du thatchérisme en plaçant les syndicats en compétition les uns avec les autres face à la menace permanente des délocalisations d'entreprises. Devant cette menace, les travailleurs – tout comme les syndicats – semblent désormais n'avoir guère d'autre choix que de « s'adapter » aux nouvelles modalités de production. Le

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 37-39.

régime d'accumulation fordiste orientait l'activité hors du travail en fonction d'une consommation de masse. À sa stabilité lui a succédé une économie financiarisée qui exige des travailleurs une grande flexibilité.

Cette exigence de flexibilité découle largement des principes de libéralisation et de privatisation à la base de la doctrine néolibérale et du consensus de Washington¹⁴⁷, qui ont été mis en œuvre avec insistance sur la scène internationale grâce à un effort collectif de révision idéologique entrepris sous l'égide de nombreuses agences non officielles – la Commission trilatérale, les Conférences de Bilderberg et le Club de Rome, entre autres forums – et par la suite endossé par un plus grand nombre d'institutions internationales au titre desquelles se retrouve l'OCDE¹⁴⁸. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international, en particulier, ont joué un rôle central dans la diffusion et l'application des principes néolibéraux. Cette participation des organisations internationales à vocation économique dans l'implantation du néolibéralisme ne doit toutefois pas faire oublier celle d'autres éléments centraux du système onusien sans lesquels la réorganisation de l'ordre mondial aurait été impossible. Parmi ces éléments, l'UNESCO a été mise à contribution, non sans résistance de sa part, afin de créer certaines conditions matérielles, mais surtout idéologiques, favorables à l'accumulation du capital.

¹⁴⁷ S'il faut attribuer la définition du programme néolibéral exprimé dans le Consensus de Washington à un groupe d'économistes et de fonctionnaires d'Amérique latine, c'est toutefois sous l'égide des États-Unis et de son influence prépondérante au sein des organisations internationales à vocation économique que s'est mise en place, en bien des endroits comme une fatalité, l'ordre global néolibéral. Voir Jules Duchastel, « Du gouvernement à la gouvernance : crise d'ajustement de la régulation néolibérale », *La régulation libérale*, Montréal : Athéna, 2004, pp. 17-47. Pour une analyse détaillée du rôle des États-Unis dans la mise en place du nouvel ordre global, voir aussi Mark Rupert, *Producing Hegemony. The Politics of Mass Production and American Global Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

¹⁴⁸ Robert W. Cox, *Production, Power and World Order*, p.282-283.

3.2 La représentation dans le capitalisme avancé¹⁴⁹

Comme l'a souligné Beauchemin, les nouvelles exigences de la production amènent les travailleurs à se représenter eux-mêmes sous des catégories toujours plus nombreuses et diversifiées, l'unité de l'identité salariée qui avait cours sous le fordisme étant de ce fait fortement malmenée¹⁵⁰. Si cette « unité de l'identité salariée » relève peut-être davantage du mythe que de la réalité, nombreux sont néanmoins les auteurs à soutenir que l'émergence d'identités de groupes et d'associations plutôt que de classes correspond au système postmoderne de représentation du capitalisme avancé à son stade actuel¹⁵¹. Le néolibéralisme aurait ainsi définitivement marqué le passage du fordisme aux formes postfordistes d'accumulation, non seulement sur le plan économique, mais aussi sur les plans culturel et politique.

Cette transition, on peut la comprendre comme un moment particulier du procès plus large de la « grande transformation » du capitalisme décrite par Polanyi. S'impose à ce titre « une distinction plus générale entre le capitalisme classique de la modernité bourgeoise et le capitalisme avancé »¹⁵². Dans ce dernier, l'antagonisme entre « exploiters » et « exploités » n'a pas disparu, mais il ne s'articule plus autour des principales figures du capitalisme classique. Le prolétaire en tant que travailleur manuel ou mécanique est devenu une minorité aux côtés de travailleurs qui exercent d'autres types d'activités et la propriété

¹⁴⁹ Le terme de « capitalisme avancé » ne fait pas partie des périodisations gramsciennes. Il est plutôt utilisé par la sociologie économique pour désigner cette période du capitalisme qui débute lorsque la corporation se voit socialement reconnaître une personnalité juridique. Cet aspect crucial de la transformation des relations sociales d'appropriation au XXe siècle n'ayant pas fait l'objet d'une grande attention de la part des néogramsciens, nous avons pris l'initiative de recourir au terme de « capitalisme avancé » lorsqu'ultérieurement, il s'agira de traiter de la période marquée par l'incorporation de la citoyenneté, phénomène central dans notre hypothèse.

¹⁵⁰ Jacques Beauchemin, *La société des identités*, Montréal, Éditions Athéna, 2005, p. 149.

¹⁵¹ Angela McRobbie à propos de Fredric Jameson, p. 163.

¹⁵² Éric Pineault, « Au-delà de l'expressionnisme et du marxisme », p. 4.

bourgeoise a laissé place à la propriété corporative, où se trouve marginalisée la figure du bourgeois possédant la force de travail achetée et la maîtrise directe des moyens de production. Il n'est donc plus possible de se représenter les classes sociales avec les anciennes figures du bourgeois et du prolétaire.

Cette représentation traditionnelle du marxisme classique est inapte à rendre compte de la nouvelle division induite par la propriété corporative « entre une strate de gestionnaires salariés "contrôlant" l'entreprise industrielle et un groupe hétérogène d'actionnaires allant du capitaine d'industrie dirigeant un holding financier jusqu'à la masse dispersés de petits rentiers »¹⁵³. Elle est tout aussi inapte à rendre compte « de l'émergence d'une immense série de groupes, races, genres, ethnicités dans le discours de la sphère publique »¹⁵⁴.

Les corporations ont longtemps dû répondre à de nombreuses contraintes imposées par les États, seuls habilités à leur octroyer la charte nécessaire à la reconnaissance de leur existence dont elle en balisait l'organisation, les domaines légitimes d'activités et la durée de vie¹⁵⁵. À partir de la fin du 19^e siècle, la corporation s'en est toutefois progressivement émancipée grâce à un travail juridique d'extension des droits de la personne corporative¹⁵⁶. Résultat de luttes politiques qui expliquent bien davantage que les contraintes technologiques les innovations institutionnelles du capitalisme, la corporation s'est ainsi vue reconnaître « comme personne morale indépendante des volontés individuelles qui se sont associées pour la fonder »¹⁵⁷ et pleinement légitimée « à

¹⁵³ *Ibid.*, p. 8.

¹⁵⁴ Fredric Jameson, « Notes on Globalization as Philosophical Issue », In Fredric Jameson et Masao Miyoshi (dir. publ.), *The Cultures of Globalization*, Durham et Londres, Duke University Press, 1998, p. 57.

¹⁵⁵ Éric Pineault, « Corporation, propriété et capitalisme », *Document de travail de la Chaire MCD*, no 03 (2002), p. 30. En ligne : <www.chaire-mcd.ca> (consulté le 9 avril 2007).

¹⁵⁶ *Ibid.*, p.31.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p.12

déterminer et poursuivre matériellement les finalités qu'elle se donne dans l'espace civil »¹⁵⁸.

Cette reconnaissance normative au sein de la sphère privilégiée du juridique a conféré à la corporation une existence sociale objective et concrète peu à peu dénuée de toutes limitations quant à la nature et à l'étendue de ses activités, une reconnaissance lui permettant même de participer « aux mécanismes de prise de décisions politiques en amont (gestation des lois ou des programmes) et en aval (application administrative des lois ou des programmes) des assemblées législatives¹⁵⁹ ». La corporation n'est toutefois pas le seul corps social à s'être juridiquement vu reconnaître une telle existence objective. Le processus d'incorporation de la citoyenneté s'inscrit en effet dans le cadre plus large de la dynamique moderne d'extension progressive des droits. La genèse de celle-ci remonte ainsi au 18^e siècle, alors que sont consacrés les premiers droits civils modernes suite aux révolutions anglaise, française et américaine, puis au 19^e siècle, où l'on voit la capacité du citoyen d'agir sur le politique consacrée par l'émergence de nouveaux droits politiques¹⁶⁰.

Ces droits politiques ont marqué une étape importante dans le processus qui a mené à l'acquisition progressive de la citoyenneté. Ils n'ont dans les faits jamais cessé de s'étendre à un nombre toujours plus grand d'individus et de corps sociaux – associations et groupes de tous genres¹⁶¹. Avec la décadence de l'État-nation et le passage à la régulation néolibérale de l'ordre mondial, la politique

¹⁵⁸ Éric Pineault, « Au-delà de l'expressionnisme et du marxisme », p. 9.

¹⁵⁹ Gilles Bourque, Jules Duchastel et Éric Pineault, « L'incorporation de la citoyenneté », *Sociologie et société*, vol. 31, no 2 (automne 1999), p. 14.

¹⁶⁰ Jules Duchastel, « La citoyenneté dans les sociétés contemporaines: nouvelles formes de médiations entre l'individu et le politique », In Jean-Marc Larouche (dir. publ.), *Reconnaissance et citoyenneté : au carrefour de l'éthique et du politique*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2003, p. 60.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 65.

qui a marqué la modernité inaugurale telle que forgée par les révolutions bourgeoises a connu une profonde transformation. La vie politique moderne conjugait tout à la fois un projet politique d'émancipation et un projet éthique visant à baliser l'expression des intérêts particuliers. Dans l'après-Deuxième Guerre mondiale, nous dit Beauchemin, le maintien du lien social jusque-là assumé par « la production d'un dispositif discursif associant aux valeurs de l'émancipation des notions à caractère disciplinaire destinées à les contrebalancer » vint à reposer sur un idéal éthique d'égalité sociale. L'incarnation de cet idéal par l'État-providence était rendue possible en raison de l'affirmation d'« un sujet politique totalisant auquel pouvait se rapporter la légitimité des orientations normatives émanant des débats » : la nation.

Or, ce sujet politique national se définit généralement par rapport à l'existence d'une communauté d'histoire majoritaire qui s'affirme à travers lui comme son unique représentant. De cette affirmation totalisante découle la réduction au silence de vastes regroupements d'acteurs sociaux au titre desquels se comptent les minorités nationales, linguistiques ou culturelles, la classe ouvrière et les femmes. Cette intégration forcée à un sujet politique unitaire a engendré, « comme un effet en retour », une volonté d'affirmation des différentes communautés historiques, culturelles et, depuis peu, « identitaires », finalement reconnues du fait de la mise en exergue du droit comme mécanisme de régulation politique¹⁶². Cette juridicisation du politique est loin d'être sans effets sur le rapport entretenu par les citoyens à l'égard de la sphère publique : « En enlevant la sphère économique du contrôle politique [...], ce qui détermine la condition des gens dans leurs vies de tous les jours tombe hors de leur contrôle. La politique devient non pertinente »¹⁶³.

¹⁶² Jacques Beauchemin, p. 37-44.

¹⁶³ Robert W. Cox, « The Crisis in World Order », p. 109.

3.3 L'hégémonie néolibérale en crise

Nous avons précédemment décrit la société civile contemporaine comme un lieu où les relations sociales sont largement médiatisées par les relations de production capitalistes. Bien que celles-ci jouent un rôle déterminant au sein de la société civile, cette dernière ne se réduit évidemment toutefois pas aux seules relations de production capitalistes. Dans la suite du mémoire, le terme de « société civile » sera ainsi utilisé « pour représenter les façons dont les sociétés s'articulent indépendamment de l'État, c'est-à-dire [pour représenter] les groupes d'intérêts et d'identité variés qui y coexistent consciemment »¹⁶⁴. Défini de cette façon, le concept nous permettra de rendre compte du fait que les citoyens sont de plus en plus nombreux à se tourner vers des mécanismes non étatiques pour faire valoir leurs revendications et, par leur entremise, investir l'espace privilégié du juridique.

Il faut se garder de confondre le désenchantement à l'égard des autorités traditionnelles avec un cynisme vis-à-vis de la *res publica* qui exclurait toute volonté d'amélioration du monde. Comme le rappelle Beauchemin, « le culte de l'autonomie individuelle tout comme la montée des revendications particularistes n'excluent [...] pas l'aspiration collective à la morale¹⁶⁵ ». Seulement, cette volonté d'améliorer le monde doit répondre aux impératifs de la nouvelle éthique refusant tout projet politique qui prenne forme sous la figure unifiante d'un sujet collectif : l'action citoyenne tend à prendre forme à l'extérieur du cadre politique offert par la nation, dans la constitution de « réseaux » dont la nature et l'organisation politique sont fortement

¹⁶⁴ Robert W. Cox, *The New Realism: Perspectives on Multilateralism and World Order*, New York, St. Martins Press/United Nations University Press, 1997, p. xx.

¹⁶⁵ Jacques Beauchemin, p. 146.

différenciées de celles des États¹⁶⁶. L'articulation d'une nouvelle société civile globale semble désormais s'effectuer par un processus de décomposition et de recomposition de la société civile à l'œuvre à travers le monde entier¹⁶⁷.

C'est souvent hors des mécanismes traditionnels de la représentation que les citoyens cherchent désormais à exprimer leurs préoccupations, marquant par le fait même le désaveu des formations syndicales corporatistes et des partis politiques, tant dans les sociétés modernes que dans celles en développement¹⁶⁸. Mis en compétition les uns contre les autres dans une économie mondiale de plus en plus intégrée, les syndicats ont, de manière générale, peinent à contrer les mesures néolibérales appliquées à l'échelle planétaire pour sortir l'économie mondiale capitaliste de la récession. Avec les mutations connues par le bloc historique de l'après-guerre, le capital transnational financier et industriel est devenu dominant au détriment du travail industriel aux États-Unis, celui-ci n'étant désormais plus un partenaire aussi privilégié que dans le passé¹⁶⁹.

La capacité des États à intervenir dans l'économie ayant également été minée par les mesures néolibérales, les partis politiques de la gauche se sont eux aussi trouvés dans l'impossibilité d'empêcher l'inflexion de l'économie mondiale vers une répartition plus inégale des richesses et une dégradation sans précédent de la biosphère¹⁷⁰. Tant les syndicats que les partis politiques rencontrent donc désormais de grandes difficultés à obtenir le soutien de l'opinion publique dans

¹⁶⁶ Ariel Colonomos, *Sociologie des réseaux transnationaux*, Paris, L'harmattan, 1995, p. 31.

¹⁶⁷ Robert W. Cox, *The New Realism: Perspectives on Multilateralism and World Order*, p. xxi.

¹⁶⁸ Atilio A. Boron voit dans la décadence de ces formats traditionnels de la représentation politique l'une des raisons de la recrudescence de la mobilisation contestataire en Amérique latine. « Les défis de la gauche latino-américaine à l'aube du 21^e siècle », *Alternatives sud*, vol. 12, no 2 (2005), p. 29.

¹⁶⁹ Mark Rupert, « Globalisation and contested common sense », In Stephen Gill et James H. Mittleman (dir. publ.), *Innovation and Transformation in International Studies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 142.

¹⁷⁰ Sur l'accroissement des inégalités engendrées par la mondialisation, voir Charles-Albert Michalet, p. 10.

le contexte des réformes néolibérales, qui favorisent la survie personnelle au détriment de la protestation collective¹⁷¹.

Sur un plan plus général, la réorganisation de l'environnement économique d'après-guerre autour du consensus de Washington a eu pour conséquence de renforcer ou de donner naissance à un certain nombre de tendances socialement destructrices. Dans son article « Crisis of the World Order », Cox en relève six¹⁷²:

- (1) La polarisation sociale entre les riches et les pauvres n'a cessé de s'aggraver;
- (2) la relation entre la finance et la production est devenue problématique;
- (3) la restructuration de la production a fortement miné la capacité du travail à tenir tête au capital;
- (4) la capacité limitée des États à faire face à l'intensification des mouvements de populations n'est pas sans provoquer de nombreux conflits;
- (5) les réalités sous-jacentes aux concepts de « centre » et de « périphérie » débordent désormais les frontières nationales – ainsi le Nord a-t-il produit à l'interne son propre Sud et une fraction du Sud a-elle pleinement intégré l'économie du Nord;
- (6) les modèles actuels de croissance et de consommation ont des conséquences désastreuses pour la biosphère.

Ces tendances socialement destructrices ayant perduré depuis plusieurs décennies,

se sont révélées dans la structure, pourrions-nous dire en reprenant les termes de Gramsci, des contradictions incurables que les forces politiques

¹⁷¹ Robert W. Cox, *Production, Power and World Order*, p. 282.

¹⁷² Robert W. Cox, « The Crisis in World Order », p. 105-108.

qui œuvrent positivement à la conservation et à la défense de la structure même, tentent toutefois de guérir, à l'intérieur de certaines limites, et de surmonter. Ces efforts incessants et persévérants (car aucune forme sociale ne voudra jamais avouer qu'elle est dépassée) forment le terrain de l'« occasionnel » sur lequel s'organisent les forces antagonistes¹⁷³.

Au tournant du siècle, l'écart entre les aspirations des masses et l'échec des politiques néolibérales en matière de redistribution des richesses semble avoir atteint de tels sommets qu'il provoqua de vives réactions chez les populations touchées. Certains sociologues qualifièrent de « revanche des sociétés » cette recrudescence de contestation citoyenne qui marqua les décennies 1990-2000 et dont les débuts peuvent être attribués, à tout le moins en Amérique du Nord, à l'opposition entourant l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) signé en 1994 entre le Canada, les États-Unis et le Mexique¹⁷⁴. L'agenda pour une plus grande libéralisation du commerce et des investissements entre ces pays ainsi que pour une plus grande intégration de leurs économies à celle américaine souleva une vive opposition provenant d'une constellation d'acteurs sociaux très variés allant des syndicats de travailleurs aux groupes de consommateurs en passant par les environnementalistes et des activistes en tout genre¹⁷⁵.

C'est toutefois en 1998 que la revanche des sociétés acquerra un véritable caractère global alors que s'organise l'opposition à la tentative de signature de l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI)¹⁷⁶. Impressionnés par la rapidité avec laquelle des activistes ont pu, grâce à Internet, alerter l'opinion publique et ainsi faire échouer l'accord, les antimondialistes de l'époque - aujourd'hui appelés « altermondialistes » - se sont accrochés à l'idée qu'il est

¹⁷³ Antonio Gramsci, « Extraits », p. 60.

¹⁷⁴ Gardons à l'esprit que bien avant avait lieu au Sud une lutte croissante, quoique peu visible au Nord, contre la mondialisation néolibérale incarnée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Voir Raphaël Canet et Jules Duchastel, *Crise de l'État et revanche des sociétés*.

¹⁷⁵ Mark Rupert, « Globalisation and contested common sense », p. 144.

¹⁷⁶ Lire à ce sujet Michel Freitag et Eric Pineault (dir. publ.), *L'enchaînement du monde, perspectives critiques sur l'Accord multilatéral sur l'investissement et la mondialisation*, Québec, Nota Bene, 1999.

possible de faire découler d'un intense réseautage transnational un changement social qui dépasserait la simple somme des actions individuelles. Le titre de l'ouvrage de John Holloway, *Change the World Without Taking Power: The Meaning of Revolution Today*, rend bien compte de cet état d'esprit qui refuse toute action ciblant directement le pouvoir étatique.

La mouvance altermondialiste, souligne l'ancien militant guévariste Miguel Benasayag dans un article du *Magazine Littéraire*, est née «directement avec une sorte d'incorporation du deuil de la fonction du pouvoir comme lieu de changement de la société. Quelque chose est entériné par ces gens et relève désormais presque du sens commun »¹⁷⁷. Jusqu'à présent, le projet altermondialiste a en effet consisté à délaisser la scène politique au profit de l'organisation réticulaire d'actions individuelles. Si les manifestations de Seattle, Göteborg, Québec, Gênes et Hong Kong qui ont eu lieu dans les dernières années de la décennie 1990 et au début de 2000 sont autant d'exemples de la recrudescence de la mobilisation citoyenne sur l'ensemble de la planète, elles illustrent aussi le fait que les individus politiquement actifs ont exprimé leurs préoccupations par l'entremise de mécanismes de la société civile plutôt que par les formats traditionnels de la démocratie¹⁷⁸.

Cette nouvelle modalité de politisation est particulièrement bien illustrée par l'importante participation annuelle au Forum social mondial. Suite aux manifestations massives contre la réunion de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle en novembre 1999 et à la tenue d'un « anti-Davos à Davos » en janvier 2000, fut créé en 2001, à l'initiative de deux dirigeants brésiliens de

¹⁷⁷ Miguel Benasayag, cité dans David Rabouin, « Agir local, penser local », *Le Magazine Littéraire*, no 436 (novembre 2004,) p. 60.

¹⁷⁸ Association française pour les Nations Unies – section Lorraine, *Rapport CARDOSO - grandes lignes - quelques enseignements et réflexions*, 2004. En ligne : <http://membres.lycos.fr/afnulorraine/cardosoensref0704.htm> (consulté le 5 mai 2007).

mouvements populaires, Chico Whitaker et Oded Grajew, ainsi que de Bernard Cassen, directeur du Monde Diplomatique et président d'ATTAC-France¹⁷⁹, le Forum social mondial¹⁸⁰. Des citoyens du monde entier se rencontrent depuis à chaque année dans ce qui est essentiellement un espace de discussion sur les alternatives à la mondialisation capitaliste. Au zénith de sa popularité, lors de sa cinquième édition, en 2005, l'évènement a réuni 155 000 personnes issues de 135 pays. Rassemblés pendant six jours pour traiter d'enjeux aussi divers que ceux des droits de l'homme, de l'environnement ou de l'économie sociale – 11 thèmes au total furent abordés – les participants purent assister à 6880 communications¹⁸¹.

À la fois produit et partie prenante du processus de mondialisation, l'émergence des forums sociaux sur la scène internationale témoigne d'une importante reconfiguration du bloc historique néolibéral, lui qui abhorre devoir recourir à une formulation détaillée des règles à suivre pour structurer le champ d'action possible des différents groupes sociaux et, par leur entremise, le champ d'action des populations. Comme il a été possible de le constater avec l'analyse de la désagrégation du compromis fordiste, la multiplication des contestations et des crises est précisément le signe de « luttes pour la formation d'une nouvelle étape hégémonique »¹⁸², ce qui témoigne des difficultés des forces néolibérales à maintenir leur hégémonie au tournant du millénaire.

¹⁷⁹ Immanuel Wallerstein, « La force croissante du Forum social mondial », *La Jornada*, février 2004. En ligne : <http://www.cadtm.org/article.php3?id_article=440> (consulté le 5 mai 2007)

¹⁸⁰ Comme nous le constaterons dans le dernier chapitre du mémoire, il vaut la peine de noter que beaucoup des ONG qui participent à ces forums sont également des partenaires de premier plan de l'UNESCO.

¹⁸¹ Forum social mondial. En ligne : <www.forumsocialmondial.org.br> (consulté le 7 mai 2007).

¹⁸² Stuart Hall, « The Toad in the Garden », p. 37.

Malgré qu'elles aient réussi à contrer idéologiquement plusieurs des tendances historiques de l'après-guerre¹⁸³, les forces néolibérales ne semblent en effet pas totalement à l'abri d'une crise d'hégémonie. Celle-ci, notait Gramsci,

se produit, ou bien parce que la classe dirigeante a échoué dans une de ses grandes entreprises politiques pour laquelle elle demande ou exige par la force le consentement des grandes masses, ou bien parce que de larges masses [...] sont soudain passées de la passivité politique à une certaine activité et qu'elles posent des revendications qui, dans leur ensemble inorganique, constituent une révolution. On parle de « crise d'autorité » et c'est précisément cela la crise d'hégémonie, ou crise de l'État dans son ensemble »¹⁸⁴.

Loin d'avoir achevé sa promesse d'une augmentation du bien-être des peuples, la mise en œuvre de la doctrine néolibérale eut, et a toujours, de lourdes conséquences sur le plan social ce qui n'est pas sans rapport avec le renouveau de la contestation citoyenne dans certains pays occidentaux à la fin des années 1990. La base sociale du bloc historique néolibérale est faible et pour éviter sa chute, il lui faut se réorganiser de manière à intégrer en son sein certains des groupes contestataires de la société civile. Sans quoi, après trois décennies de mise en œuvre, la prétention du néolibéralisme à une certaine hégémonie risque de ne jamais se consolider suffisamment pour que soit évitée une crise organique plus profonde, c'est-à-dire « une désarticulation entre les groupes sociaux et leurs dirigeants politiques putatifs, en somme, une crise de la représentation »¹⁸⁵.

Tout en s'attaquant à l'idéologie néolibérale dans l'ordre du discours, ce furent les rencontres « au sommet » entre chefs d'État et de gouvernement qui, sur le terrain, furent généralement prises à partie par la contestation populaire. Le

¹⁸³ *Ibid.*, p. 41-42.

¹⁸⁴ Antonio Gramsci, « Extraits », p. 68.

¹⁸⁵ Robert W. Cox, *Production, Power and World Order*, p. 273.

manque de transparence des organisations internationales et des rencontres entre chefs d'État et de gouvernement a été, depuis la fin des années 1990, abondamment dénoncé par nombre de regroupements se revendiquant de la société civile. Ceux-ci formulent aujourd'hui comme un droit leur volonté d'être consulté par les diverses institutions politiques agissant tant au niveau national qu'au niveau international.

L'euphorie de l'après Guerre froide concernant la légitimité et l'efficacité des Nations Unies a rapidement régressé, principalement du fait que l'ONU ait échoué à porter attention à la représentation et à la participation de la société civile. Ce n'est seulement que par le renforcement de ce lien avec la société civile que la « démocratisation » des Nations Unies pourra être réalisée¹⁸⁶.

Il est donc permis de penser que l'ouverture récente des activités onusiennes à la participation de la société civile ne serait pas étrangère à une prise en compte grandissante de ce que Jacques Beauchemin saisit sous le vocable de « société des identités », une expression qui rend compte de ce que la citoyenneté contemporaine prenne aujourd'hui une forme néo-corporatiste marquée par la multiplication des revendications particularistes de laquelle découle une nouvelle modalité de politisation invitant les citoyens à s'ériger en sujet politique sur la scène locale « le temps de voir leurs attentes satisfaites »¹⁸⁷.

Il n'y a pas lieu de restreindre ce constat à la vie politique nationale, précisément parce que l'effritement du sujet politique moderne, la nation, n'est pas sans implications sur la capacité des citoyens d'agir sur la scène internationale ou par l'entremise de réseaux transnationaux. Cette réalité, les élites politiques mondiales ne purent l'ignorer longtemps puisque de Seattle à Hong Kong en

¹⁸⁶ Yoshikazu Sakamoto, « Civil society and democratic world order », In Stephen Gill et James H. Mittleman (dir. publ.), p. 217.

¹⁸⁷ Jacques Beauchemin, p. 169.

passant par Gênes, Québec et Porto Alegre, la contestation a visé les grandes rencontres internationales. La revanche des sociétés a ainsi rendu nécessaire une réforme de la gouvernance onusienne, la régulation de l'ordre mondial semblant difficilement pouvoir continuer à consister en l'édiction de règles juridiques et en l'intervention des États, toutes deux trop grossières pour encadrer la multiplicité des pratiques d'une société civile transnationale.

Les approches concernant le futur du système onusien diffèrent grandement selon qu'elles prescrivent un simple ajustement institutionnel de certains organes de l'ONU ou qu'elles portent leur regard sur le long terme en cherchant à inclure au sein des procédures existantes des forces sociales qui ont été marginalisées. Dans tous les cas, les institutions internationales n'ont jusqu'à présent accordé un statut formel qu'à un nombre limité de forces sociales bien que ce nombre ait récemment été élargi¹⁸⁸. Pour éviter la désagrégation du bloc historique néolibéral, les dirigeants n'ont eu d'autre choix que d'accorder une plus grande reconnaissance au pluralisme identitaire, la critique adressée par les mouvements sociaux à l'endroit de la doctrine néolibérale s'étant rapidement inscrite dans un objectif d'aplanissement des inégalités sociales « horizontales ».

Ne pas tenir compte de la nouvelle modalité de politisation signifierait pour le système onusien de s'enfermer dans un monologue incapable de participer au renouvellement des principes intellectuels et moraux qui sous-tendent la reproduction de l'ordre international contemporain. À cet égard, si la majorité des travaux de l'École néogramscienne a porté sur le rôle des organisations économiques internationales, il n'y a toutefois aucune raison de postuler que les organisations culturelles internationales, telle l'UNESCO, n'aient pas participé à ce glissement dans la façon de faire la politique internationale.

¹⁸⁸ Robert W. Cox, *The New Realism: Perspectives on Multilateralism and World Order*, p. xvii-xviii.

DEUXIÈME PARTIE

L'ANALYSE EMPIRIQUE

CHAPITRE IV

LA MÉTHODE

4.1 Une méthode empirico-constructiviste

Il faut insister sur le fait que « [...] les textes ne peuvent parler d'eux-mêmes indépendamment d'un système quelconque de décodage qui devra répondre aux exigences de la construction théorique »¹⁸⁹. D'où la nécessité d'une analyse de discours basée sur une approche empirico-constructiviste. Une telle approche cherche à développer l'hypothèse définie a priori « au contact de nouvelles données, en un mouvement d'aller-retour » entre l'hypothèse et les explorations textuelles¹⁹⁰ ce qui permet l'ajustement des concepts utilisés aux objets des discours analysés. Cette approche de l'analyse de discours assistée par ordinateur nécessite de définir « des domaines larges d'investigation tout en adoptant une attitude ouverte au texte ». Ce sont là les premier et deuxième traits de l'approche empirico-constructiviste tels qu'identifiés par Bourque et Duchastel dans leur étude de la société québécoise duplessiste. L'insistance y est mise en effet sur la capacité de la méthodologie de demeurer ouverte, d'où l'importance de favoriser une démarche itérative qui valorise l'aller-retour des hypothèses au texte et du texte aux hypothèses. Une telle démarche nécessite le respect d'au moins trois critères méthodologiques :

- conservation du texte original et possibilité illimitée d'y retourner;
- grille de catégories orientée vers les regroupements empiriques d'éléments dans un même domaine sémantique [...];

¹⁸⁹ *Ibid.*, p. 52.

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 53.

- mise au point d'un système permettant autant de retours en arrière que nécessaires, sous la forme de nouvelles explorations des mêmes éléments regroupés en vertu de principes différents¹⁹¹.

Dans l'idée même d'explorations effectuées en vertu de regroupements catégoriels flexibles et malléables, se trouve impliqué le troisième trait de la méthode empirico-constructiviste. Ce troisième trait est, comme le nom de la méthode l'indique, un constructivisme. « Ce terme à une valeur générale qui renvoie nécessairement aux deux traits précédents en même temps qu'à l'idée d'un procès de travail résultant de l'application d'une méthode »¹⁹². Il importe ici de prendre note que le constructivisme dont il est question en est un proprement méthodologique. Il ne faut donc pas lui attribuer de liens, au-delà de l'idée que le discours participe à la production sociale de la réalité, avec les théories constructivistes héritées de Peter Berger et Thomas Luckmann¹⁹³. Les épistémologies de ces approches sont, par ailleurs, incompatibles avec l'épistémologie du matérialisme néogramscien et ses catégories ontologiques¹⁹⁴.

La dimension constructiviste de la méthode que Bourque et Duchastel ont développée tient plutôt à « cette nécessité élémentaire, mais [...] que la recherche empirique produise de nouvelles connaissances et ne soit pas la simple vérification d'un ensemble préconstruit d'hypothèses ». On comprendra rapidement que le respect d'une telle exigence implique que « les résultats obtenus à chaque étape de la recherche » soient systématiquement confrontés à la problématique¹⁹⁵.

¹⁹¹ *Idem.*

¹⁹² *Idem.*

¹⁹³ Peter Berger et Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, New York, Doubleday, 1996.

¹⁹⁴ Dan O'Meara, « Le constructivisme : Sa place, son rôle, sa contribution et ses débats », dans Alex Macleod et Dan O'Meara (dir. publ.), *Théories des relations internationales. Contestations et résistances*, Montréal, Éditions Athéna, 2007, p. 196.

¹⁹⁵ Gilles Bourque et Jules Duchastel, *Restons traditionnels et progressifs*, p. 53-54.

4.2 La description du corpus

L'univers de discours retenu pour notre analyse doit être représentatif et pertinent du point de vue de notre problématique. L'une des frontières de cet univers peut donc être déterminée en ciblant les acteurs impliqués au premier chef dans le phénomène soumis à l'étude. Il importe ici de souligner que la plupart des discours n'ont pas de source unique¹⁹⁶ et que nous ne saurions sur ce point considérer le discours sur la gouvernance mondiale comme une exception. Si en aucun cas nous ne voulons oblitérer le rôle joué par les locuteurs autre que les institutions spécialisées des Nations Unies dans la formulation du discours sur la gouvernance mondiale, les contraintes de temps auxquelles nous faisons face nous obligent toutefois à ne nous attarder qu'au discours proprement onusien.

C'est à ce titre que nous prendrons le discours onusien en tant qu'exemple paradigmatique du discours sur la gouvernance mondiale, bien que nous soyons conscients qu'il n'épuise pas à lui seul le champ possible de l'univers du discours pertinent à l'égard de notre problématique. Nous pensons qu'une telle délimitation permet de respecter *la règle de pertinence* (qui permet d'identifier l'univers du discours susceptible de rendre compte du phénomène que l'on cherche à étudier) ainsi que *la règle d'exhaustivité* (qui concerne avant tout l'univers du discours), malgré que l'univers du discours que nous retenons soit restreint au locuteur onusien et que les discours en provenance des États ou de la société civile ne soient pas retenus.

¹⁹⁶ Ricardo Peñafiel, « L'analyse du discours de lutte contre la pauvreté émanant de la Banque Mondiale », dans Bonnie Campbell (dir. publ.), *Gouvernance, reconceptualisation du rôle de l'État et émergence de nouveaux cadres normatifs dans le domaine social, politique et environnemental*, Montréal, Centre d'études sur le droit international et la mondialisation, 2000, p. 99.

S'il n'est pas possible de poser la paternité du discours sur la gouvernance mondiale aux seules institutions des Nations Unies, il nous est toutefois possible d'insister sur le rôle important, voir prédominant, qu'elles jouent dans sa constitution, elles qui en sont les principaux lieux d'impulsion. Les institutions spécialisées qui composent le système des Nations Unies ont une autorité reconnue par les États dans leurs domaines de compétences respectifs, comme en fait foi notamment le droit international. La jurisprudence de la Cour internationale de justice se montre explicite à cet égard : « [...] les organisations internationales sont des sujets du droit international [...] régis par le "principe de spécialité", c'est-à-dire dotés par les États qui les créent de compétences d'attribution dont les limites sont fonction des intérêts communs que ceux-ci leur donnent pour mission de promouvoir ». ¹⁹⁷.

Il est raisonnable de penser que cette reconnaissance accroît la capacité du discours de ces institutions à générer « des effets de sens » dont les probabilités sont grandes qu'elles « seront potentiellement repris par d'autres institutions ou individus »¹⁹⁸, en l'occurrence par les États et les acteurs de la société civile. C'est à ce titre que les Nations Unies occupent en tant qu'énonciateur une place privilégiée dans le « circuit d'échange »¹⁹⁹ d'énoncés portant sur la gouvernance mondiale, que ses paroles forment des « nœuds » parmi les plus significatifs et les plus influents dans le réseau des énoncés qui portent sur la gouvernance mondiale²⁰⁰.

¹⁹⁷ Cour internationale de justice, « Avis consultatif sur la licéité de l'utilisation des armes nucléaires dans un conflit armé », *Recueil 1996*, p. 60.

¹⁹⁸ Ricardo Peñafiel, p. 99.

¹⁹⁹ L'expression est de Roland Barthes, cité dans Catherine Kerbrat-Orecchioni, « La problématique de l'énonciation », In *L'énonciation, De la subjectivité dans le langage*, Paris, Colin, 1980, p. 13.

²⁰⁰ L'idée que les unités discursives forment des nœuds dans des réseaux a été exprimée par Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, p. 34.

Il ne nous est pas possible d'englober directement dans notre univers du discours l'ensemble des locuteurs qui prennent part au discours sur la gouvernance mondiale. C'est donc uniquement le discours onusien sur la gouvernance mondiale que nous retenons comme univers du discours. Nous restreindrons notre corpus à un sous-ensemble de cet univers. Ce sous-ensemble est formé par *l'ensemble des allocutions prononcées par les directeurs généraux de l'UNESCO lors de la Conférence internationale des ONG entretenant des relations officielles avec l'UNESCO disponibles dans la banque de données informatisées de l'UNESCO dans leur version française officielle*²⁰¹. Disponibles de 1977 à nos jours, ce corpus comprend 7 documents dont la taille varie de 3 à 8 pages imprimés, pour un total de 35 pages.

Nous avons divisé ce corpus en deux périodes. Le début de la première d'entre elles correspond à la période qui a suivi la crise de l'économie mondiale de la fin des années 1960, une période marquée de la fin du compromis social-démocrate et la mise en place de l'ordre néolibéral à l'échelle planétaire. Pour les fins de notre analyse, nous ferons correspondre la frontière supérieure de cette période avec l'adoption, en 1995, des nouvelles directives de collaboration avec les ONG entretenant des relations officielles avec l'UNESCO. Pour sa part, la deuxième période correspond ce que nous avons conceptualisé comme une tentative de reconsolidation de l'hégémonie néolibérale autour de l'idée de gouvernance mondiale conséquemment à la recrudescence de la contestation citoyenne observée dans la deuxième moitié des années 1990, et dont nous avons fixé la date charnière avec l'énonciation du *Pacte mondial* par le Secrétaire général de l'ONU en 1999. Cette période est la plus susceptible de rendre adéquatement compte du discours propre à la gouvernance mondiale telle qu'il se gagne en

²⁰¹ Ce qui inclut, pour l'année 2000, une allocution d'ouverture prononcée lors d'une table ronde qui a été tenue durant la Conférence internationale des ONG.

importance au sein du système onusien suite à l'adoption du *Pacte mondial*. Dans le découpage temporel proposé, la deuxième moitié des années 1990 est donc considérée comme une période de transition marquée par l'effritement du compromis néolibéral qui a suivi les difficultés rencontrées par l'hégémon américain au lendemain de la Guerre froide et la multiplication des désillusions face à l'idée de la « fin de l'histoire » annoncée.

En nous proposant d'étudier sur une période de temps aussi longue – trente années – le discours tenu par les directeurs généraux de l'UNESCO devant la Conférence internationale des ONG, nous prétendons respecter tout à la fois *la règle d'homogénéité, la règle de représentativité et la règle d'hétérogénéité*.

La règle d'homogénéité d'abord, car l'ensemble des données retenues correspond aux mêmes conditions de production. En ne retenant que les discours énoncés par la personne occupant à la fois le titre de responsable exécutif et de plus haut fonctionnaire de l'organisation internationale choisie, c'est-à-dire le directeur général, nous nous assurons que les critères d'identification du locuteur retenu soient clairement délimités. Parmi les fonctions qu'il occupe, rappelons que le directeur général joue un rôle central à l'égard de l'élaboration de la politique générale de l'Organisation ainsi qu'à l'égard de l'orientation des débats menés au sein de la Conférence générale. Entre autres, ces fonctions l'oblige à prendre en compte la diversité des points de vues s'exprimant au sein de l'institution qu'il représente et de tenir, par le fait même, des discours qui reflètent d'une manière représentative tant la configuration des rapports de forces internes qui forme les images collectives que l'institution tendra à projeter que les conditions de production externes dans lesquelles ces images sont produites. Ce choix respecte d'autant plus la règle de l'homogénéité qu'il sied avantageusement au découpage des périodes que nous avons effectué, le règne de l'un des directeurs généraux de l'UNESCO,

Koïchiro Matsuura, ayant débuté l'année même de la déclaration du *Pacte mondial* et s'étant poursuivi jusqu'à nos jours.

Le choix du directeur général, s'il offre l'avantage de circonscrire clairement le corpus à de mêmes conditions de production en ce qui concerne le locuteur, offre également l'avantage de faire en sorte que les discours retenus puissent être considérés comme les émanations les plus légitimes de l'organisation internationale étudiée. Les discours retenus respecteront en ce sens *la règle de représentativité*. Aussi, toutes les allocutions retenues ont été prononcées dans un même contexte institutionnel, soit celui des Conférences internationales des ONG entretenant des relations officielles avec l'UNESCO et son ancêtre, la Conférence des organisations internationales non gouvernementales bénéficiant du statut consultatif auprès de l'UNESCO, ce qui nous assure d'une grande similarité quant aux conditions de production institutionnelles.

Définie en vertu des « Directives concernant les relations de l'UNESCO avec les organisations non gouvernementales » (alinéas III.1.1 et III.1.3.1) telles qu'approuvées par la Conférence générale lors de sa 28^e session et amendées lors de sa 31^e session, la Conférence internationale des ONG

constitue un forum mondial permettant au directeur général de l'UNESCO de recueillir les avis et suggestions des ONG partenaires de l'UNESCO sur les domaines prioritaires de son action et se propose de développer et améliorer les procédures de consultation et de coopération entre l'UNESCO et l'ensemble des ONG pour parvenir à une efficacité accrue des consultations collectives dans la préparation et la réalisation des programmes de l'UNESCO²⁰².

Si le choix de la Conférence internationale des ONG ne permet pas d'éviter totalement l'apriorisme dans la sélectivité des données – comme l'aurait permis des discours comportant un plus haut degré de généralité –, il nous assure toutefois d'une grande pertinence au corpus sans pour autant tomber dans le choix de « beaux morceaux ». Nous avons ainsi mis de côté les autres mécanismes spécifiquement créés en vue de la consultation de la société civile, tels que le Forum international de la société civile ou de la Consultation des ONG sur l'Initiative mondiale, car il aurait été impossible de garantir l'uniformité des conditions de production.

En ce qui concerne *la règle d'hétérogénéité*, la prise en compte de l'intra-textualité et de l'interdiscursivité *latérales* ne s'effectuera pas par une variation de la nature de la strate de discours retenue puisque celle-ci est restreinte, en vertu notamment des choix que nous avons fait afin de respecter la règle d'homogénéité, aux seuls discours énoncés par les directeurs généraux de l'UNESCO. À ce titre, nous sommes conscients que nous n'étudierons qu'un aspect seulement du phénomène d'hégémonisation à l'œuvre au sein des Nations Unies. C'est davantage l'intra-textualité et l'interdiscursivité

²⁰² Unesco, *Règlement intérieur de la Conférence internationale des ONG*, amendé le 19 décembre 2003. En ligne : <http://www.unesco.org/ngo/comite/dox/fr/conf_ong_07/regl_inter.doc> (consulté le 1 mai 2007)

longitudinales de l'univers du discours retenu dont nous rendrons compte grâce à la période de temps relativement longue à l'étude, soit trente ans.

Pour procéder à l'analyse de ce corpus, notons qu'il faut d'abord définir les unités d'observation, de contexte et d'énumération de notre analyse. Ce sont là, en effet, autant d'indices retenus afin de « catégoriser et de décider de la *taille* des éléments suivant lesquels découper le contenu »²⁰³. Suivant le respect des critères de catégorisation exposés dans la littérature portant sur l'analyse de discours, nous déterminerons dans un deuxième temps les catégories qui seront utilisées pour décrire les unités d'observation. Nous terminerons cette partie de la description de la méthode en nous donnant pour troisième tâche l'élaboration d'une stratégie visant à permettre la comparaison des données décrites de manière à ce qu'il soit possible d'en tirer des résultats interprétables. Proposant une démarche en trois étapes, ce sera là l'occasion d'expliquer les principes en fonction desquels le corpus sera segmenté pour permettre la dite comparaison. La présentation des premiers résultats de l'analyse suivra dans le chapitre cinq et leur discussion et interprétation, tant dans les chapitres six que sept.

4.3 Les unités d'observation et de contexte

L'unité d'observation, ou unité d'enregistrement, est la première unité d'analyse. C'est « le segment déterminé de contenu que l'on caractérise, en le plaçant dans une catégorie donnée »²⁰⁴. Elle est de taille variable selon le critère retenu pour la déterminer. Grawitz à ce titre donne trois exemples parmi les plus courants : le mot, le thème et l'item. De ceux-ci, nous retiendrons le mot (uniterme) – et,

²⁰³ Madelaine Grawitz, *Méthodes des sciences sociales*. Paris, Dalloz, 1996, p. 568.

²⁰⁴ *Idem*.

lorsque pertinent, la locution (multiterme) –, car il est de loin la plus précise, la plus fidèle et la plus objective des unités d'observation qui peuvent être choisies. En plus de se compter ainsi sans ambiguïté, il constitue nous dit Bakhtine l'indicateur le plus sensible des transformations sociales²⁰⁵. Les mots retenus rendront compte des acteurs et des valeurs évoqués dans le discours des directeurs généraux de l'UNESCO tenu devant les représentants des ONG.

Pour sa part, l'unité de contexte est plus souple et ne nécessite pas d'être quantifiée de façon précise. Elle consiste en « le plus large segment de contenu (l'unité d'enregistrement étant le plus étroit) auquel on se réfère pour comprendre l'unité d'enregistrement »²⁰⁶. D'une grande importance lorsqu'il s'agira de procéder à l'analyse de l'environnement lexical des mots catégorisés ainsi que de leur analyse en contexte, nous choisirons *la phrase* comme unité de contexte. Elle est en effet très facilement identifiable, bien qu'il nous sera généralement nécessaire de référer à de plus larges ensembles, tel le paragraphe, pour reconstituer le contexte immédiat de nos unités d'observation. Ce choix étant fait, nous demeurons ainsi parfaitement conscients qu'un énoncé ne s'arrête pas nécessairement là où les signes de ponctuation délimitent le début et la fin des phrases²⁰⁷.

²⁰⁵ Mikhaïl Bakhtine, *Le Marxisme et la philosophie du langage, essai d'application de la méthode sociologique en linguistique*, Paris, Éditions de Minuit, 1977, p. 38.

²⁰⁶ Madelaine Grawitz, p. 569.

²⁰⁷ Ni encore là où il y a proposition ou acte de langage. À ce titre, Michel Foucault définit plutôt l'énoncé comme « une fonction d'existence qui appartient en propre aux signes et à partir de laquelle on peut décider ensuite [...] s'ils font sens ou non, selon quelle règle ils se succèdent ou se juxtaposent, de quoi ils sont signe, et quelle sorte d'acte se trouve effectué par leur formulation ». Dans *L'Archéologie du savoir*, Paris, Éditions Gallimard, 1969, p. 115.

4.4 Le processus de catégorisation

Les unités d'observation retenues devront être regroupées en catégories, c'est-à-dire sous de mêmes titres et selon des caractères communs. Le critère en fonction duquel sont faits ces regroupements, nous dit Bardin, est le plus souvent sémantique, syntaxique, lexical ou expressif²⁰⁸. Suivant notre problématique, le critère retenu dans notre cas sera sémantique. Il s'agit effectivement de restituer les différences dans l'usage des représentations mobilisées par le discours pour interpeller les acteurs de la gouvernance mondiale et à ce titre, le seul renvoi aux mots employés par les directeurs généraux de l'UNESCO ne sera pas suffisant en soi. Il faudra plutôt vérifier dans chaque contexte le sens de ces mots, que nous aurons dégagés en vertu de notre connaissance du corpus, avant de leur attribuer ou non une catégorie. Cette étape sera effectuée grâce au logiciel SATO. Avant d'en arriver là, examinons en détails les deux étapes du processus de catégorisation tel qu'exposés par Bardin.

La première de ces deux étapes consiste à faire l'inventaire des éléments observés²⁰⁹. Il faut pour cela isoler les unités d'observation qui seront les mieux à même de valider notre hypothèse impliquant que la fragmentation identitaire contemporaine soit une condition de production du discours onusien sur la gouvernance mondiale. Suivant le premier survol de notre corpus, nous avons donc fait ressortir un certain nombre de lexèmes potentiellement candidats à notre catégorisation, en l'occurrence les mots qui renvoient à d'éventuels acteurs de la gouvernance mondiale. Il est bien entendu que le choix de ces mots et des catégories sous lesquelles ils seront regroupés découle dans une large mesure de l'hypothèse a priori que nous avons précédemment exposée concernant l'importance dans le discours onusien du vocable entourant la

²⁰⁸ Laurence Bardin, *L'analyse de contenu*, Paris, Presses universitaires de France, 1991, p. 150.

²⁰⁹ *Ibid.*, p.151.

société civile. Mentionnons de plus que lors de la catégorisation en contexte, de nombreux lexèmes qui avaient échappés à notre première lecture, ou que dans un premier temps nous n'avions pas pensé à catégoriser, se sont révélés à nous. Nous les avons donc rajoutés à l'inventaire des lexèmes sur lesquels seront réalisés les divers types de calculs et de manipulations visant à dénombrer les indices de récurrence des différentes catégories, leurs cooccurrences et les contextes dans lesquels ils sont mobilisés²¹⁰.

Une fois l'inventaire complété, il faut condenser les données pour permettre de les représenter de manière simplifiée: c'est l'objectif premier de la catégorisation²¹¹. Intervient ici une deuxième étape, celle de la classification des données, qui doit se faire de manière à ce qu'elles puissent éventuellement fournir des indices de la réalité sous-jacente aux messages²¹². Nous l'avons mentionné dans notre problématique, la nouvelle modalité de politisation corolaire de la fragmentation identitaire des sociétés actuelles invite les citoyens à s'ériger en sujet politique « le temps de voir leurs attentes satisfaites »²¹³. Les citoyens politiquement actifs tendent donc désormais à exprimer leurs préoccupations par les institutions de la société civile plutôt que par les institutions politiques traditionnelles. Ainsi le principe de classification retenu devra permettre de regrouper sous de mêmes catégories d'acteurs toutes les dénominations synonymes ou de sens proches.

À ce titre, deux catégories nous permettront de rendre compte méthodologiquement de la distinction analytique société civile/société politique qui sous-tend notre hypothèse : la catégorie des institutions de la

²¹⁰ Jean-Jacques Courtine, « Définition d'orientations théoriques et construction de procédure en analyse du discours », *Philosophiques*, vol. 9, no 2 (octobre 1982), p. 247.

²¹¹ Laurence Bardin, p. 152.

²¹² *Ibid.*, p. 151-152.

²¹³ Jacques Beauchemin, p. 169.

société civile et celle des institutions politiques²¹⁴. Afin de permettre le raffinement de notre analyse, chacune de ces catégories sera composée de deux sous-catégories.

4.4.1 Les catégories de l'univers institutionnel

Nous distinguerons d'abord entre les corps sociaux qui sont reliés à l'univers économique et ceux qui ne le sont pas. La nouvelle modalité de politisation posée comme une condition de production du discours onusien ne saurait en effet se restreindre à un changement ne concernant que les groupes civiques de la société civile. Nous l'avons souligné, elle induit aussi d'importants changements dans la capacité des corporations à participer « aux mécanismes de prise de décisions politiques en amont (gestation des lois ou des programmes) et en aval (application administrative des lois ou des programmes) des assemblées législatives »²¹⁵. Ce sont là deux facettes du même processus d'« incorporation de la citoyenneté » étroitement lié à la problématique plus large du passage de la régulation politique de nos sociétés à une gouvernance techno-juridique. La catégorie relative aux institutions de la société civile se divisera donc entre une sous-catégorie qui concernera les acteurs du secteur privé et une sous-catégorie qui concernera les acteurs du secteur civique²¹⁶.

²¹⁴ Antonio Gramsci comprend la totalité sociétale comme l'imbrication de deux étages, celui « de la "société civile", c'est-à-dire de l'ensemble des organismes vulgairement dit "privés", et celui de la "société politique" ou de l'État ; ils correspondent à la fonction d' "hégémonie" que le groupe dominant exerce sur toute la société, et à la fonction de "domination directe" ou de commandement qui s'exprime dans l'État et dans le gouvernement "juridique". Ce sont là précisément des fonctions d'organisation et de connexion ». Antonio Gramsci, « Extraits », p. 133.

²¹⁵ Gilles Bourque, Jules Duchastel et Éric Pineault, « L'incorporation de la citoyenneté », p. 14.

²¹⁶ Les valeurs correspondantes dans SATO sont respectivement « socpri » et « socciv ».

4.4.2 Les catégories de l'univers politique

De manière semblable, nous distinguerons entre les acteurs politiques dont l'activité principale a lieu sur la scène internationale et ceux dont l'activité principale consiste en la régulation politique de sociétés nationales sur le plan domestique. Il s'agit là de distinguer entre les États et les organisations internationales²¹⁷, les deuxièmes étant certes créées par les premiers, mais acquérant à la longue une existence propre ainsi qu'une relative autonomie qui fait d'eux des acteurs dotés d'un véritable pouvoir de décision, de délibération et d'action²¹⁸.

En somme, nous avons donc deux catégories (institutions de la société civile et institutions politiques) contenant chacune deux sous-catégories (secteur privé et secteur civique d'une part ; États et organisations internationales d'autre part). Ainsi délimitées, ces catégories et sous-catégories serviront à regrouper les acteurs impliqués dans la gouvernance mondiale en évitant tout multicodage et en respectant l'*homogénéité* des catégories puisque nos catégories et sous-catégories répondent à un même principe de classification. De nature sémantique, il renvoie, comme nous l'avons maintes fois explicité, à la nature des acteurs interpellés par le discours.

Bardin précise une quatrième règle quant au choix des catégories retenues : l'objectivité et la fidélité. Dans le cas d'une catégorisation dont le principe directeur est sémantique, il nous paraît peu soutenable d'affirmer comme Bardin l'idée que les « distorsions dues à la subjectivité des codeurs, à la variation des jugements, ne se produisent pas si le choix et la définition des catégories sont

²¹⁷ Les valeurs correspondantes dans SATO sont respectivement « polnat » et « polint ».

²¹⁸ Michel Virally, *L'organisation mondiale*, Paris, Armand Colin, 1972.

bons »²¹⁹. N'en demeure pas moins que c'est là un horizon vers lequel doit absolument tendre la clarification des variables traitées ainsi que l'explicitation des indices qui décident de l'attribution d'une valeur à une unité d'observation. À ce titre permettons-nous simplement de rajouter à la description des critères de catégorisation déjà présentés le fait que la valeur « socciv » sera attribuée aux lexèmes renvoyant à des individus ou à des organisations dont les activités n'ont pas pour objectif principal la recherche du profit ou la défense d'intérêts économiques privés. À l'inverse, la valeur « socpri » sera attribuée à des organisations dont l'activité principale est lucrative ou vouée à la défense des intérêts économiques de leurs membres. La valeur « polnat » sera pour sa part attribuée aux institutions dont l'activité principale contribue à la régulation politique de sociétés nationales sur le plan domestique, alors que la valeur « polint » sera attribuée aux entités reconnues par le droit internationales comme étant des organisations internationales. La dernière qualité d'une « bonne » catégorie évoquée par Bardin renvoie à sa *productivité* en termes de richesse des résultats. Nous laisserons sur ce point le lecteur juger par lui-même.

4.4.3 Les catégories de l'univers des valeurs

Nous avons aussi défini un tout autre ensemble de catégories qui vise à rendre compte des valeurs mobilisées par le discours onusien. Ces catégories, au nombre de six, ont été directement inspirées de celles utilisées par Bourque et Duchastel dans leur analyse du discours duplessiste. Cette dernière mettait en scène les sous-ensembles de valeurs traditionnelles, bourgeoises dites générales, bourgeoises afférentes à l'État, existentielles, disciplinaires et enfin, de l'ordre du

²¹⁹ Laurence Bardin, p. 152.

contrôle social »²²⁰. Pour être en phase avec les débats contemporains sur la « postmodernité » et inclure cette dernière hypothèse dans le champ des sous-ensembles couverts, nous reprenons les six catégories de Bourque et de Duchastel en substituant toutefois aux valeurs « bourgeoises générales » et celles « afférentes à l'État » les sous-ensembles de valeurs « modernes » et de valeurs « technocratiques ». Si la tradition sociologique a en effet souvent fait référence à la dichotomie tradition/modernité, les dernières décennies ont vu la multiplication des approches sociologiques cherchant à saisir la nature des changements sociaux contemporains en renvoyant à l'idée d'une postmodernité. Alors que la plupart de ces approches s'entendent sur l'idée que les sociétés modernes connaissent actuellement une période de transition, peu posent dans des termes précis les aboutissants possibles de ces transformations sociétales. Les sciences sociales connaissent ainsi, entre autres exemples, un engouement pour les approches dites postmodernes et les approches cosmopolitiques. Dans la lignée d'Anthony Giddens et de sa thèse d'une « radicalisation de la modernité », Jacques Beauchemin – sur lequel repose en partie notre hypothèse d'une fragmentation identitaire des sociétés²²¹ – propose plutôt une analyse des changements sociétaux actuels qui ne considère pas comme dépassée la dynamique de la modernité.

Bien que les différences entre chacune de ces approches soient souvent incommensurables lorsqu'il s'agit de mettre en cause leur ontologie, leur épistémologie, leur méthodologie et leur normativité, les thématiques qui recoupent leurs discours sur la société et les lexiques conceptuels utilisés pour décrire les changements contemporains convergent largement, nous a-t-il

²²⁰ Gilles Bourque et Jules Duchastel, *Restons traditionnels et progressifs*, p. 116.

²²¹ À noter que si Jacques Beauchemin propose une explication de cette fragmentation identitaire différente de celle donnée par les néogramsciens, ces derniers admettent tout de même eux aussi l'existence d'une telle fragmentation, notamment Robert W. Cox dans « Multilateralism and world order », In Robert W. Cox et Timothy Sinclair (dir. publ.), p. 516.

semblé à la lecture de la littérature sur le sujet, vers l'idée d'une « technocratisation » des sociétés modernes, voire de la régulation mondiale elle-même. Il ne convient pas ici de chercher à trancher qui, des partisans de telle ou telle approche, a raison quant à sa définition des transformations sociales actuelles et des acteurs impliqués. Nous avons simplement identifié un ensemble de valeurs suffisamment convergeant pour pouvoir rendre compte, à des fins strictement heuristiques, de l'idée de « technocratie », une catégorie de valeurs qui renvoie au transfert de droits civils et politiques à des entités autres que les citoyens, une sorte d'instrumentalisation radicale du projet moderne ayant vu dans le droit le principe régulateur des relations entre les hommes et les peuples.

4.5 Les étapes de l'analyse de texte assistée par ordinateur

4.5.1 L'analyse lexicométrique

L'analyse lexicométrique permet de donner une idée statistique globale de l'échantillon, notamment en ce qui concerne le nombre de formes lexicales qu'il contient ainsi que de leurs occurrences. Il en est de même pour les sous-textes dont l'analyse lexicométrique permettra de valider la commensurabilité. De l'analyse lexicométrique nous pourrions tirer de premières observations et de premières hypothèses quant à l'évolution des lexèmes catégorisés à travers le temps. Si ce type d'analyse quantitatif relève « d'une optique pré-syntaxique qui ignore le fonctionnement du discours comme matérialité linguistique »²²², elle n'en demeure pas moins nécessaire pour déterminer l'importance occupée par les différents mots catégorisés au sein d'un discours.

²²² Jean-Jacques Courtine, p. 247.

4.5.2 *L'analyse de l'environnement lexical*

Bien entendu, il ne suffira pas de compter le nombre d'occurrences des lexèmes catégorisés pour rendre compte de la validité de notre hypothèse et explorer de nouvelles avenues de réflexion. Il faudra aussi s'attarder aux « relations d'opposition, d'association qui structurent le lexique »²²³, ce que rend possible l'analyse de l'environnement lexical de chaque sous-ensemble d'acteurs et de valeurs à l'étude. Cette analyse devrait nous permettre « de commencer à cerner comment s'organise l'univers du bloc social » et de son socle²²⁴, un tremplin vers l'analyse des situations dans lesquelles les principaux mots pleins entourant les lexèmes catégorisés sont déployés.

4.5.3 *L'analyse en contexte*

L'analyse en contexte des lexèmes catégorisés permettra de préciser davantage les rapports d'antagonisme, d'alliance, de recouvrement et d'absorption entre les différents acteurs de la gouvernance mondiale tels qu'ils sont représentés au sein du discours onusien. Celui-ci, comme tout discours, est marqué « par un certain état des rapports sociaux »²²⁵, des rapports sociaux que nous postulons caractérisés par la réorganisation du bloc historique néolibéral par l'intégration d'une certaine frange de la société civile. Outre d'aider à vérifier cette hypothèse, l'analyse en contexte devrait permettre de rendre compte de la façon spécifique dont l'intégration en question est légitimée dans l'espace du discours. Les résultats de ces différentes étapes de l'analyse sont présentés dans les trois prochains chapitres.

²²³ Madelaine Grawitz, p. 576.

²²⁴ Gilles Bourque et Jules Duchastel, *Restons traditionnels et progressifs*, p. 125.

²²⁵ Jean-Jacques Courtine, p. 242.

CHAPITRE V

L'ANALYSE LEXICOMÉTRIQUE

5.1 Un premier regard sur l'univers social et institutionnel

L'analyse lexicométrique permet de dresser un premier portrait du corpus en décrivant la taille de chaque sous-texte par rapport au corpus total. Le sous-texte qui correspond à la période 1977-1994 représente ainsi 64,3% du corpus total²²⁶ alors que celui de la période 2000-2008 en représente 35,7%. On observe ici une différence significative dans la grosseur respective des discours de chaque période, ce pourquoi il nous faudra procéder à l'analyse des données en référant fréquemment à des indices statistiques qui tiennent compte de la couverture de chacun des sous-textes, notamment la cote Z (scores centrés-réduits). Cet indice statistique permet en effet « d'évaluer l'écart entre la fréquence relative des mots filtrés dans le sous-texte et la fréquence relative calculée sur l'ensemble du corpus »²²⁷. C'est toutefois l'étude du détail de chaque

²²⁶ Le calcul consiste à diviser le nombre de formes lexicales d'une période donnée par le total des formes lexicales, ce que SATO désigne par le terme « couverture ». Dans le cas présent, elle est de 9838/15300 pour la première période et de 5462/15300 pour la deuxième.

²²⁷ Dans le manuel d'utilisation de SATO intégré au logiciel, le concepteur, François Daoust, explique l'idée derrière l'utilisation de la cote Z : « La fréquence de la catégorie dans le corpus est considérée comme la moyenne d'une variable aléatoire X estimant la fréquence d'utilisation de la catégorie dans le discours. On nomme ici «catégorie» l'ensemble des mots recouverts par le filtre fourni à l'analyseur. L'algorithme utilise la loi normale comme modèle de distribution de la variable X. On se crée des sous-textes sur la base de variables susceptibles de constituer des frontières du discours, par exemple entre les hommes et les femmes, entre les vieux et les jeunes, etc. On se demande si l'utilisation relative de la catégorie dans le sous-texte homme, par exemple, s'écarte de façon purement aléatoire de la moyenne d'utilisation dans l'ensemble du corpus. Si l'écart entre les deux fréquences dépasse deux écarts-types, par exemple, on sera tenté de rejeter l'hypothèse nulle et de considérer que la fréquence de la catégorie dans notre «sous-population» s'écarte significativement de celle de la population totale. Pour comparer X avec une courbe normale $N(0,1)$, on la centre, en soustrayant la fréquence d'utilisation de la

sous-lexique qui sera au cœur de notre analyse lexicométrique. Comme autant de pistes à explorer plus avant dans l'analyse en contexte, nos observations prendront souvent pour le moment la forme de questionnements.

5.1.1 Une représentation unidimensionnelle de la société civile ?

Une fois le corpus décrit de manière générale, il convient de procéder à l'analyse de la distribution des différentes catégories dans les deux périodes du discours à l'étude. Débutons d'abord en jetant notre regard sur la répartition du poids de chaque acteur. Pour ce faire, référons-nous à la figure B.1. Cette figure aura tôt fait de nous rappeler que si les signaux envoyés par le langage sont toujours constitués « de tentatives de codage, de précision, de fixation, d'arrêt, etc. », le discours a aussi toujours en lui « quelque chose qui est laissé de côté »²²⁸. L'absence de mots pleins renvoyant au secteur privé de la société civile dans le corpus étudié, si elle est un effet de la constitution de ce dernier (les discours sont adressés aux ONG, non aux entreprises), ne peut pas pour autant être négligée dans l'analyse. Il peut être effectivement significatif que dans les allocutions adressées aux ONG, jamais les représentants du secteur privé ne font l'objet d'une désignation par le discours.

À ce stade de l'analyse, on peut bien sûr difficilement expliquer pourquoi les directeurs généraux de l'UNESCO ont évité de faire référence au secteur privé

catégorie dans l'ensemble du corpus, et on la réduit en divisant par l'écart-type. L'estimé de l'écart-type dépend de la taille du sous-texte et de la fréquence de la catégorie. On le calcule par la formule suivante : $F \times (100.0 - F) / N$ où F est la fréquence relative de la catégorie et N est la taille du sous-texte. En comparant cette mesure normalisée de l'écart aux tables de la courbe $N(0,1)$, on sera mieux en mesure d'en mesurer l'importance ».

²²⁸ Stuart Hall, « Old and New Identity. Old and New Ethnicities. », In King, Anthony D. (dir. publ.). *Culture, Globalization and the World-system: Contemporary Conditions for the Representation of Identity*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1997, p. 51

devant les représentants du secteur civique de la société civile. L'absence de représentations qui permettraient de définir la place que leur confie le discours nous empêchera d'ailleurs de résoudre définitivement cette question. À tout le moins, elle permet tout de même d'affirmer que le discours des directeurs généraux, plutôt que de chercher à définir les acteurs de la sphère privée de la société civile, a cherché à les ignorer. De ce fait, il a laissé vacante sa place sur le champ de bataille sémantique entourant leur représentation.

Peut-on dire pour autant que les allocutions prononcées par les directeurs généraux de l'UNESCO devant la Conférence internationale des ONG mettent en scène une représentation unidimensionnelle de la société civile ? Le fait que le secteur privé n'y soit pas représenté ne suffit bien sûr pas à conclure une telle chose. Au contraire, non seulement la figure B.1 fait ressortir une variation significative dans la fréquence des lexèmes qui renvoient au secteur civique de la société civile dans la période 2000-2008 par rapport à la période 1977-1994, mais le lexique des mots pleins mobilisés par le discours pour les représenter est lui-même marqué de fortes variations paradigmatiques (voir tabl. C.1).

Alors que *peuples* est le lexème catégorisé « socciv » qui a le plus d'occurrences dans la période 1977-1994, il n'a qu'une importance secondaire dans la période 2000-2008. Inversement, alors que *société civile* est le lexème catégorisé « socciv » qui a le plus d'occurrences dans la période 2000-2008, il n'a qu'une importance secondaire dans la période 1977-1994. Le discours de la première période préfère donc la notion de *peuples* à celle de *société civile*, un ensemble indéfini qui renvoie au second plan la dimension communautaire liée à la nation.

La fréquence des références aux instances de l'UNESCO spécifiquement destinées à l'entretien des liens avec les acteurs de la société civile suit une logique semblable. Dans la période 1977-1994, les *commissions nationales* sont évoquées

presque autant que le comité de liaison (représenté par les mots pleins *bureau*, *comité* et *comité permanent*), alors que dans la période 2000-2008, le comité de liaison (représenté par les mots pleins *comité de liaison* et *comité*) est beaucoup plus mobilisé que ne le sont les *commissions nationales*. C'est donc une représentation renvoyant à l'espace territorial de la modernité, comme le confirmera l'analyse en contexte, que privilégie le discours de la première période, alors que celui de la deuxième y accorde une moins grande importance. Le comité de liaison, un comité directement investi par les ONG, y est en effet largement favorisé.

Dans le lexique de la première période, il est également possible d'observer une utilisation marquée des expressions qui renvoient aux experts de la société. *Scientifiques* et *spécialistes* figurent ainsi dans les cinq mots pleins de la catégorie « socciv » les plus fréquents de la période 1977-1994, alors qu'ils sont absents du discours de la période 2000-2008. En plus des « experts », le discours de la période 1977-1994 privilégie aussi, bien que de manière moins marquée, la représentation de groupes visibles qui ne répondent pas d'une identification en termes de classes. *Femmes*, *blancs* et *noirs* y sont présents, alors que le seul mot plein s'apparentant à eux dans le discours de la période 2000-2008 est celui d'*enfants*.

Le discours de la période 2000-2008 privilégie plutôt des expressions qui renvoient à la forme des acteurs interpellés plutôt qu'à leur contenu : *mouvement*, *cercle* et *groupe* figurent ainsi dans les dix mots pleins les plus fréquents de la période 2000-2008. Ils sont toutefois totalement absents du discours de la période 1977-1994.

Enfin, la forte présence des lexèmes *ONG* et *organisations* dans les deux périodes s'explique facilement. Les allocutions retenues ayant été prononcées

devant la Conférence internationale des ONG, il est attendu que les références aux organisations non gouvernementales soient nombreuses et systématiques peu importe la période étudiée. L'analyse lexicométrique est toutefois sans appel à l'égard des autres mots pleins mobilisés pour interpeller les acteurs de la société civile : le discours de la première période les pose dans des termes propres à la modernité alors que celui de la deuxième période favorise un ensemble de références qui privilégie la forme plutôt que la nature des acteurs.

5.1.2 Les acteurs étatiques en perte de vitesse ?

En tenant compte de la différence relative dans la taille des sous-textes de chaque période, on observe que les acteurs politiques nationaux sont près de deux fois plus interpellés par le discours de la période 1977-1994 que par le discours de la période 2000-2008. Combinée à l'augmentation déjà observée du poids des acteurs de la société civile dans la période 2000-2008 par rapport à la période précédente (*voir* sect. 4.1.1), cette diminution de la présence relative des acteurs étatiques dans la période 2000-2008 laisse penser que la critique de la bureaucratie et des interventions étatiques dans l'économie est couplée par le bas, dans la pratique des acteurs sociaux, par une méfiance accrue à l'égard des formats traditionnels de la démocratie (partis politiques et syndicats) et un favoritisme à l'endroit des modalités de politisation qui accordent une place de choix aux institutions de la société civile.

Nous venons d'observer que le lexique qui réfère aux institutions de la société civile a connu de grandes variations entre la première et la deuxième période (*voir* tabl. C.1). La situation est différente en ce qui concerne le lexique des acteurs politiques nationaux. Celui-ci connaît en effet peu de variations d'une période à l'autre (*voir* tabl. C.2). Tandis que le discours interpelle fort

différemment les acteurs de la société civile selon la période du discours, la représentation faite des acteurs étatiques ne connaît guère de changements d'une période à l'autre en dehors d'une forte diminution de sa présence.

5.1.3 L'UNESCO au centre de ses propres préoccupations ?

La lecture des mots pleins relatifs aux acteurs politiques internationaux fait ressortir d'importantes variations. On constate surtout que, contrairement au discours de la période 2000-2008, le lexique mobilisé par le discours de la période 1977-1994 pour interpellier les acteurs politiques internationaux concerne davantage les organes constitutifs de l'UNESCO et ses instances décentralisées que toute autre institution du système onusien (voir tabl. C.3). Ainsi, c'est la *Conférence générale* de l'UNESCO, l'*Organisation* elle-même, son *conseil* exécutif et son *secrétariat* qui figurent aux premiers rangs des acteurs interpellés par le discours de la période 1977-1994. Quoique moins nombreuses, des références aux *Unités* hors siège et aux *bureaux* régionaux de l'UNESCO y sont aussi faites. Bien qu'elle y soit présente, la locution *Nations Unies* occupe pour sa part une place secondaire dans le discours de la première période, contrairement au discours de la période 2000-2008, où elle suit immédiatement l'acronyme *UNESCO* en ordre de fréquence.

Le détail de cette évolution (voir tabl. C.4) montre que les références aux Nations Unies ne s'imposent au discours qu'à partir de 1994. Or, ce même tableau indique que ce sont les discours des années 1977 et 1988 qui expliquent l'essentiel de la présence des références à l'UNESCO et à ses instances durant la période 1977-1994. Nous verrons plus en détails dans la suite de l'analyse en quoi cette observation est cruciale pour comprendre le rôle, d'abord

réactionnaire, de l'UNESCO dans la mise en place de l'hégémonie néolibérale durant les années 1970 et 1980, en particulier en ce qui concerne le sort de la régulation des flux d'information et de communication. Dans ce débat, l'UNESCO oppose à la déréglementation prônée par les deux plus grandes puissances capitalistes de l'époque un projet favorisant les politiques interventionnistes. Elle fera conséquemment elle-même les frais de la critique néolibérale et devra consacrer une partie importante de son discours à défendre sa structure organisationnelle prise pour cible.

5.2 Un premier regard sur l'univers des valeurs

L'analyse du poids relatif des trois premières catégories de l'univers des valeurs (*voir* fig. B.2) montre peu de références aux valeurs traditionnelles dans l'ensemble du corpus, une diminution substantielle des références aux valeurs modernes dans la période 2000-2008 par rapport à la période 1977-1994 et, à l'inverse, une augmentation marquée des références aux valeurs technocratiques dans la période 2000-2008. Les trois autres catégories de l'univers des valeurs, peu présentes dans la première période, affichent toutes une augmentation non négligeable de leur présence dans la deuxième période à l'étude, en particulier la catégorie des valeurs de « contrôle social ». Pour compléter ce portrait général de l'univers des valeurs du discours étudié, il convient de nous référer au tableau B.1 ainsi qu'au détail des lexiques de certaines des catégories de valeurs.

5.2.1 Un retour à la tradition au début du nouveau millénaire ?

Les valeurs traditionnelles sont presque uniquement représentées dans la deuxième période (voir tabl. B.1). Est-ce l'indice d'un retour à des valeurs conservatrices durant les années 2000? Le détail du lexique relatif aux valeurs traditionnelles (voir tabl. C.5) démontre que dans une large mesure, la surreprésentation des valeurs traditionnelles pour la deuxième période à l'étude est largement due à la présence du mot plein *patrimoine*, ce qui s'explique essentiellement par la tenue, au sein de l'UNESCO, de débats ayant entouré la Convention pour la Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, signée en 2003. L'autre lexème qui explique dans une large mesure la surreprésentation des valeurs traditionnelles dans cette période est celui de *religion*, en particulier dans le discours prononcé en décembre 2001, soit trois mois seulement après les attentats du 11 septembre. Le retour en contexte permet de valider le fait que c'est effectivement à cet événement que l'allocution de cette année fait référence.

Les drames qui ont endeuillé l'actualité récente et ouvert de façon dramatique et brutale une ère nouvelle dans les relations internationales ont paradoxalement replacé le dialogue entre les civilisations, les cultures et les religions au devant de la scène (2001).

Compte tenu de la nature de l'UNESCO et de sa mission, il n'est pas étonnant que les valeurs traditionnelles soient aussi peu présentes dans son discours. Quand on les y retrouve, leur présence s'explique sans difficulté.

5.2.2 *Le triomphe des valeurs technocratiques ?*

À la lecture du tableau B.1, on constate que les valeurs « modernes » sont sous-représentées dans la période 2000-2008 tandis que les valeurs « technocratiques » y sont surreprésentées. Ces statistiques décrivent-elles une régulation politique en transition, le passage d'une régulation providentialiste à une régulation néolibérale? Le détail du lexique catégorisé tend à supporter cette hypothèse : les valeurs « modernes » y sont non seulement davantage présentes avant les années 2000, mais celles d'entre elles qui marquent le plus le discours de 2000 à 2007 renvoient à des préoccupations qu'une citoyenneté en train d'être reconfigurée par la fragmentation identitaire des sociétés devrait logiquement poursuivre pour favoriser le respect de la différence et de la diversité : *l'éducation*, la *culture* et les *cultures*, dans une perspective qui met aussi en valeur les notions de *diversité* et de *dialogue* (voir tabl. B.6).

5.2.3 *Le contrôle et la discipline pour contrebalancer la perte de projet politique ?*

Le fait que les valeurs « modernes » soient sous-représentées dans le lexique de la période 2000-2007 alors que les valeurs « technocratiques » y sont surreprésentées n'est pas sans conséquence pour la structuration de l'ensemble de l'espace de valorisation du discours de la période. En considérant la taille respective des textes, tant les valeurs de « contrôle social » que les valeurs « disciplinaires » sont ainsi sous-représentées dans la première période (-1,56 et -1,47), alors que toutes deux sont surreprésentées dans le discours de la deuxième période (2,09 et 1,98). On peut donc raisonnablement penser que le discours a eu tendance à compenser la perte de sens occasionnée par la prédominance des valeurs « technocratiques » dans la période 2000-2008 par des références plus nombreuses à la nécessité de contrôler et de discipliner le social. Nous en avons en effet glissé un mot lorsqu'il s'est agi de justifier le choix des catégories de valeurs « modernes » et « technocratiques », ces dernières ont

une charge symbolique moins grande que les premières puisqu'elles consistent en une instrumentalisation de la Raison, elle qui, dans la modernité, tendait à servir les fins de l'émancipation humaine (*voir* sect. 3.4.3).

S'il faudra attendre l'analyse en contexte pour explorer plus avant cette piste de recherche, l'analyse lexicométrique permet déjà de cibler le lexème catégorisé « contrôle social » sur lequel il faudra concentrer notre analyse. Le lexème *paix*, de loin le plus fréquent dans le corpus à l'étude (*voir* tabl. C.7), explique en effet pour une large part la tendance que nous venons d'observer. L'évolution de sa représentation suit de prêt celle de la catégorie dans son ensemble²²⁹ tandis que les autres valeurs de « contrôle social » ont toutes une fréquence d'apparition peu élevée.

Il ne faut pas s'étonner de cette prédominance du lexème *paix* dans le discours à l'étude puisque l'UNESCO a pour mission première de favoriser « la paix et la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous »²³⁰. C'est « dans l'esprit des hommes » que « les guerres prennent naissances, et c'est donc « dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix », avaient affirmé les auteurs de son Acte constitutif²³¹. Une telle explication du pourquoi le lexème *paix* est aussi dominant dans le discours n'empêche pas que non seulement la distribution de ses occurrences varie fortement d'un discours à l'autre, mais surtout, que son utilisation sert des fins différentes selon les périodes.

²²⁹ Sa participation au discours de la première période est de -2,11 alors que sa participation à celui de la deuxième période est de 2,83 (cote Z).

²³⁰ UNESCO, « Acte constitutif de l'UNESCO », *Textes fondamentaux*, Paris, 2004, p. 8.

²³¹ *Ibid.*, p. 7.

CHAPITRE VI

L'UNESCO AU CŒUR DE LA LUTTE POUR L'HÉGÉMONIE

6.1 L'UNESCO partisane du bloc historique providentialiste

Comme tout intellectuel, l'UNESCO est « l'expression de la société en un moment donné de son évolution »²³². En raison de la mission dont elle fut investie à ses origines, l'UNESCO allait longtemps être organiquement ancrée au sein du bloc historique de la *Pax Americana* qui se consolide dans les décennies 1940 et 1950. L'idée de sa création remonte en effet à la Conférence des ministres alliés de l'Éducation (CAME) tenue en 1942 par les gouvernements européens en guerre contre l'Allemagne nazie. Immédiatement après la fin de cette guerre, près d'une quarantaine de pays se sont réunis dans une Conférence tenue sous l'égide des Nations Unies, afin d'établir une organisation éducative et culturelle dont l'objectif allait être de favoriser le développement d'une nouvelle culture de paix à travers le monde. L'analyse de discours que nous avons effectuée permet d'affirmer qu'au moins jusque dans les années 1970 et 1980, ses directeurs généraux continuèrent à promouvoir auprès de la Conférence internationale des ONG le mode de régulation providentialiste caractéristique de l'ordre d'après-guerre.

L'analyse lexicométrique avait pointé vers de nombreux indices nous amenant à soupçonner que le discours de l'UNESCO des années 1970 et 1980 définissait encore la communauté internationale comme une communauté d'acteurs ancrés

²³² A.R. Buzzi, p. 41.

dans une territorialité moderne, tant en raison d'une large utilisation de la notion de *peuples* pour référer à la société civile (voir sect. 4.1.1) que par une surreprésentation des acteurs politiques nationaux, en particulier *pays*, *gouvernements*, *États*, *État*, *nations* (voir sect. 4.1.2). L'analyse en contexte permet de confirmer que la notion de *peuples* est généralement employée dans l'une des deux acceptions caractéristiques du discours politique moderne, soit « comme source de légitimité [...] : le peuple tient ici le rôle d'un garant général et abstrait du fonctionnement de la démocratie représentative »²³³. Cela est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit pour le discours de légitimer le projet de Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC) défendu par l'UNESCO.

Nous avons envisagé sous deux aspects le rôle que l'Unesco peut jouer dans l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Nous avons tout d'abord admis qu'un nouvel ordre économique international ne pourra s'instaurer que s'il est assumé consciemment par les *peuples* eux-mêmes, et non pas seulement par les gouvernements (1977)²³⁴.

D'autres passages confirment que l'idée de peuple est bel et bien mobilisée en référence à l'idée moderne d'« une communauté politique de citoyens rassemblés en nation, sur la base d'une culture commune »²³⁵.

Nous sommes dans une ère d'interdépendance de fait entre les *peuples* et les nations; aujourd'hui, aucun pays, quel qu'il soit, ne peut prétendre à l'autarcie sur le plan économique (1977).

²³³ Gilles Bourque et Jules Duchastel, *L'identité fragmentée*, Montréal, Éditions Fides, 1996, p. 65.

²³⁴ Pour faciliter la distinction entre les passages extraits du corpus analysé avec SATO et les citations qui proviennent d'autres documents, nous n'indiquerons, à la fin de chaque passage extrait du corpus analysé, seulement que la date de l'allocation de laquelle le passage est tiré. Le lecteur devra se référer à l'Appendice A pour obtenir la notice bibliographique complète.

²³⁵ Gilles Bourque et Jules Duchastel, *L'identité fragmentée*, p. 69.

L'univers économique est ici posé en des termes qui renvoient à des acteurs définis sur une base nationale, une représentation que l'analyse des environnements lexicaux tend également à confirmer. Cette analyse met effectivement en évidence une forte présence de notions renvoyant à l'économie dans l'environnement lexical des acteurs politiques nationaux pour la période 1977-1994 – *développement, progrès, pays développés, croissance* – alors que ces notions sont pratiquement absentes de l'environnement lexical des autres acteurs (voir tabl. D.3). Si la société civile a bien un rôle à jouer en matière de développement, il doit se faire discret et doit laisser le dernier mot aux États.

Je pense que vous devez être impliqués dans toutes les grandes actions qui visent au *progrès* du monde actuel, que ce soit le *progrès* des pays dits *développés*, que ce soit le *progrès* des pays en *développement*. D'abord, en intercédant auprès des gouvernements; ce type d'action, pour être efficace, ne peut, la plupart du temps; être rendu public. L'expérience a en effet montré que nous pouvons obtenir des résultats auprès de certains gouvernements, à conditions que les interventions demeurent confidentielles (1977).

Dans ce discours, l'action de la société civile est invitée à se faire discrète. C'est tout le contraire du discours des années 2000, où l'opinion publique est appelée à jouer un rôle important non pas en tant que source de légitimité, mais en tant que moyen pour atteindre des fins dessinées en d'autres lieux.

Le 20 novembre 1997, l'Assemblée générale des Nations unies proclamait cette année 2000, Année internationale de la culture de la paix. Son objectif : "mobiliser l'*opinion publique* aux niveaux national et international, afin d'instaurer et de promouvoir une culture de la paix" [...] (2000).

Là où le discours des années 2000-2008 pose la société civile au cœur de la modalité d'action de la communauté internationale, ce sont plutôt les institutions politiques qui doivent intervenir pour réguler l'ordre mondial selon le discours de la période 1977-1994. *Subventions, décisions, initiatives, directives*

et *élaborations* sont ainsi autant de mots pleins qui expliquent la spécificité de l'environnement lexical des acteurs politiques internationaux de cette période par rapport celui de la période 2000-2008 (voir tabl. D.7). Ils font du mode de régulation politico-bureaucratique des inégalités le propre des institutions politiques internationales.

Dans les domaines de l'information et de la communication, c'est la mise sur pied, à la demande du Mouvement des pays non-alignés (MNA), de la Commission présidée par Sean MacBride qui permet de confirmer la persistance de la promotion du mode de régulation providentialiste au sein de l'UNESCO. Cette Commission était chargée de penser et de promouvoir un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication. Le rapport de la Commission, intitulé « *Voix Multiples, Un Seul Monde* », s'en prenait notamment à la doctrine de la « libre circulation » de l'information.

Ce nouvel ordre économique international, tout en renforçant les possibilités de ceux qui sont les plus avantagés, permettra aux autres de vivre aussi. [...] La question qui se pose est de savoir si les gouvernements et les peuples ne peuvent pas déterminer les moyens par lesquels ils pourraient assumer collectivement le progrès de l'ensemble des peuples de cette terre (1977).

Comme la forte association des notions économiques avec celles des acteurs politiques nationaux le laissait penser à l'égard de la régulation de la croissance et du développement économique à l'échelle internationale, le NOMIC visait donc à renforcer les prérogatives des États en matière de communication et d'information. Or, le discours de l'UNESCO des années 1970 et 1980 semble aussi participer à l'institutionnalisation d'un étatisme en matière de sécurité.

La défense de la base territoriale du pouvoir étatique se constate notamment lorsque le directeur général refuse de critiquer ouvertement la position de la Chine à l'égard des mouvements autonomistes tibétains. Son discours affirme en effet que les représentants des ONG ne seraient pas légitimés d'aller à l'encontre des principes qui définissent la communauté internationale comme une communauté d'États.

Quel pays accepterait, lorsque se posent des questions touchant à sa *souveraineté* politique, que l'on puisse, je ne dis pas vouloir mettre, mais paraître mettre en cause cette *souveraineté* par le biais de la pratique de certaine ONG ? Je pourrais citer l'exemple de nombreux pays, dans lesquels existent des mouvements autonomistes. Aucun gouvernement dans aucun de ces États n'admettrait une ambiguïté quelconque quant à sa *souveraineté*, dans ses relations avec des ONG qui auraient des attaches avec une fraction autonomiste ou avec une portion du territoire national qui revendiquerait son autonomie (1977).

La représentation de la communauté internationale dans le discours des directeurs généraux de l'UNESCO durant les années 1970 et 1980 se conforme encore manifestement au mode de production fordiste qui a dominé l'ordre d'après-guerre. Opposée à la libéralisation des marchés des communications et défenderesse de la souveraineté étatique, l'UNESCO continuait de défendre les grands idéaux politiques de la modernité qui avaient été mis au cœur de sa mission lors de sa création. Avec la promotion, par les États-Unis et l'Angleterre, du mode de régulation néolibérale durant les années 1980 et 1990, l'UNESCO allait toutefois être amenée à changer sa philosophie, ce qu'elle refusa longtemps de faire.

6.2 L'UNESCO tenace face à la critique néolibérale

Les années 1970 et 1980 ont été marquées par la critique du mode de régulation politico-bureaucratique des inégalités. Durant cette période, le bloc historique providentialiste est attaqué de toute part (*voir* sect. 2.4.4) et la bureaucratie de l'UNESCO, à l'instar des autres institutions politiques, nationales ou internationales, fait l'objet d'une remise en question. Plus encore, aux yeux du gouvernement Reagan, elle jouait les trouble-fêtes dans les relations internationales en s'affichant comme l'une des principales tribunes des pays du tiers-monde²³⁶. Avec l'aide des médias occidentaux de certains États développés, ainsi « [u]ne campagne d'opposition est lancée qui vise "l'éviction" du directeur général de l'époque, M. Amadou Mahtar M'Bow, la mise au rancart du NOMIC et la reprise en mains de l'institution »²³⁷.

Dans le discours, cette campagne se traduit notamment par le fait que l'Organisation et ses différentes instances devinrent l'un des principaux sujets de préoccupation du directeur général (*voir* tabl. D.7). Devant les tentatives de certains pays de délégitimer l'action de l'UNESCO, il convenait à son plus haut représentant de réaffirmer la place occupée par l'Organisation sur la scène internationale et sa contribution à la régulation de l'ordre mondial. C'est du moins ce que tend à confirmer le fait que les notions de *contribution*, de *concours*, d'*initiative*, de *modalités* et de *travaux* qui dominent l'environnement lexical des acteurs politiques internationaux durant cette période désignent toutes l'UNESCO comme le sujet de l'action (*voir* tabl. D.1).

²³⁶ Serge Garde, cité dans L'Équipe de la lettre, « Le retour de l'Oncle Sam à l'UNESCO », *Point de mire* – UFP, octobre 2003. En ligne : <http://www.ufp.qc.ca/IMG/_article_PDF/article_732.pdf> (consulté le 14 août 2005).

²³⁷ Daniel Holly, p. 223.

Face à la critique, l'UNESCO est amenée à remettre en question son programme et ses modalités d'action. Sous les auspices d'Amadou Mahtar M'Bow, ce travail de réflexion n'abondera toutefois pas dans le sens de la critique néolibérale, tout au contraire. Les éléments idéologiques de la régulation techno-juridique qui accompagne la mise en place du néolibéralisme à l'échelle mondiale se buteront plutôt à une réaffirmation, par le directeur général, du caractère éminemment politique de l'UNESCO. Même au plus fort de la « révolution » conservatrice qui tenaillait l'Angleterre et les États-Unis de l'intérieur, le directeur réitéra cette position sur les ondes de la télévision française, en 1984²³⁸.

Devant la Conférence internationale des ONG, le directeur général consacre de larges pans de son discours à défendre l'UNESCO contre les accusations qui lui sont adressées. Dans les coulisses, on accuse l'Organisation de manquer d'objectivité dans l'élaboration de ses projets, d'adopter une ligne politique incompatible avec la réalisation de son mandat, particulièrement en matière de communication et d'information. Jamais, soutient pourtant le directeur général à la veille de la création de la Commission Mac Bride, il ne sera question de lui dicter ses conclusions.

C'est bien entendu dans une liberté totale d'appréciation que la *commission* aura à tirer ses conclusions. [...] j'estime en effet que ses membres doivent travailler librement. Si l'accord ne se faisait pas en son sein, il appartiendrait aux membres de la *commission* d'identifier les points sur lesquels ils sont d'accord et ceux sur lesquels ils ne le sont pas et de dire les raisons de telles divergences d'opinion (1977).

Sous la pression de certains États membres au sein de la Conférence générale, la critique s'en prend également la façon dont l'UNESCO entretient ses liens avec

²³⁸ Midi 2, « M'Bow et la controverse entre l'UNESCO et les États-Unis en 1984 », *Fiche média*: Plateau M'Bow, 12 novembre 1984. En ligne : <<http://www.ina.fr/archivespour tous>> (consulté le 11 juillet 2008).

les ONG. Ces dernières sont directement concernées par une proposition de modification du financement qui lui est accordé par l'Organisation.

Lors de l'élaboration du Programme et budget pour 1977-1978, mon souci a donc été de veiller à ce que la *subvention* que nous versons à certaines ONG ne se trouve réduite en aucun cas, tout en tenant compte par ailleurs des directives de la Conférence générale concernant la transformation éventuelle de certaines *subventions* en contrats (1977).

En transformant les subventions en contrats, c'est non seulement le mode de fonctionnement politico-bureaucratique caractérisant encore l'Organisation à l'époque qui est attaqué, mais aussi la force de la relation qui unit l'UNESCO à la société civile. Alors que la Conférence générale demande à ce que soit privatisé le mode de relation entretenu entre l'UNESCO et les ONG, le directeur général cherche à montrer à celles-ci qu'il est de leur intérêt d'appuyer le Secrétariat de l'UNESCO dans sa résistance à l'imposition d'une orientation néolibérale aux activités de l'Organisation. Tout comme le directeur général faisait valoir l'indépendance de la Commission Mac Bride, il dut défendre le mode d'octroi de subventions aux ONG face aux accusations de mauvaise gestion.

Mes collègues et moi considérons en effet que les *subventions* ne sont pas accordées pour « faire plaisir » à telle ou telle ONG, mais parce qu'il est du devoir de la communauté internationale d'apporter son concours le plus large aux ONG, pour leur permettre de s'acquitter dans les meilleures conditions possibles de leur tâche (1977).

Si elle défend ses anciennes façons de faire, l'UNESCO ne peut pour autant faire preuve d'immobilisme devant les critiques formulées par certains de ses États membres. C'est du moins ce que laisse penser l'ouverture au changement des modalités d'action de l'Organisation dont le discours du directeur général fait preuve. Cette ouverture est présentée aux représentants des ONG comme une occasion à saisir.

Je suis prêt à vous apporter tout mon concours [...], au moment précis où, précisément, le Secrétariat élabore le programme et le budget de l'Organisation. Cette entreprise, je ne vous le cache pas, pose un problème fondamental : celui du renouvellement des *modalités d'action* de l'Organisation. Ne devrions-nous pas imaginer d'autres *modalités* qui permettraient de donner à l'action de l'Organisation une plus grande efficacité, pour mieux atteindre ses objectifs? Je suis prêt à examiner avec vous tout problème, quel qu'il soit (1977).

Pour tenir tête à la « contre-offensive » orchestrée contre le NOMIC par les Etats-Unis « avec le soutien appuyé du secteur privé des médias et des lobbies »²³⁹, l'UNESCO devait activement obtenir l'appui des ONG. Tout en se servant de références aux *peuples* pour justifier ses projets, le discours de l'Organisation invitait donc les ONG à participer aux travaux de réflexion mis en branle au sein de l'Organisation, tant en ce qui concerne l'élaboration du NOMIC que celle des nouvelles modalités d'action que l'Organisation doit adopter devant les critiques. La recherche du soutien des ONG ne lui permettra toutefois pas d'éviter de faire les frais de l'unilatéralisme américain.

6.3 L'UNESCO isolée dans le nouvel ordre mondial

Au milieu des années 1980, alors que l'ordre néolibéral tend à se mettre définitivement en place, l'entêtement de l'UNESCO à défendre les propositions qui avaient été émises par la Commission Mac Bride amena les États-Unis, l'Angleterre et leur allié, le Singapour, à se retirer de l'Organisation. Nombreux attribuent en effet ce départ à la prise de position de l'UNESCO en faveur de

²³⁹ Alan Alegre, Sean O'Siochru, « Droits de la communication », In A. Ambrosi, V. Peugeot et D. Pimienta (dir. publ.), *Enjeux de Mots. Regards multiculturels sur les sociétés de l'information*, C & F Éditions, 2005. En ligne : <<http://vecam.org/article603.html>> (consulté le 12 juillet 2008).

l'instauration du NOMIC. Le départ de ces trois pays suivait effectivement le dépôt du rapport Mac Bride en 1980²⁴⁰, qui concluait de manière accablante au déséquilibre de l'information entre les pays du nord et ceux du sud. Le NOMIC s'opposait de plein front au mode de régulation néolibéral qui tendait à s'établir dans les organisations internationales à vocation économique au cours des mêmes années. Pour les forces néolibérales dont l'hégémonie gagnait en ampleur, l'UNESCO figurait dès lors comme un intellectuel de l'ancien bloc historique qu'il fallait coopter au même titre que l'ensemble des autres organisations du système onusien. Réalisant qu'ils seraient incapables d'établir leur main mise sur l'UNESCO à court terme, il sembla préférable aux puissances néolibérales de porter un dur coup au budget et à la dimension universelle de ce qui avait été jusqu'à alors un intellectuel organique de l'ordre providentialiste.

La chute du nombre de projets de résolutions débattus à l'UNESCO suite au dépôt du rapport Mac Bride témoignait déjà de la capacité américaine à compromettre la participation de l'Organisation à la gouvernance onusienne²⁴¹. Avec le départ de l'hégémon états-unien en 1984 et de son acolyte britannique en 1985, la capacité de l'UNESCO à impulser de nouvelles politiques de concert avec les acteurs étatiques et à participer au façonnement des régimes internationaux mis en place dans ses domaines de compétence allait être

²⁴⁰ L'UNESCO convoqua en 1976 la Commission internationale d'étude des problèmes de la communication dirigée par l'Irlandais Sean MacBride, prix Nobel de la paix en 1974 et fondateur d'Amnesty International. Voir Raphaël Canet, « De la diversité culturelle dans la société de l'information : opportunité ou diversion? », In Gilbert Gagné (dir. publ.), *Diversité culturelle : vers une convention internationale?*, Montréal, Fides, 2005, p. 115-135.

²⁴¹ Alors qu'il avait toujours connu un rythme croissant depuis la mise sur pied de l'Organisation en 1946, le nombre de projets de résolutions diminua sensiblement de 1980 à 1991, passant de près de 450 projets à environ 350. Si le nombre de projets entama sa courbe descendante dès 1980, soit l'année du dépôt du rapport MacBride, c'est notamment que les États-Unis exerçaient déjà de fortes pressions sur l'UNESCO pour qu'elle réduise ses activités sous prétexte de mauvaise gestion.

longtemps handicapée²⁴². En se retirant de l'Organisation sous prétexte de mauvaise gestion, la puissance américaine marqua sa volonté de la voir être confinée à un rôle de second plan, ceci sans manquer de la dénoncer comme « un instrument » au service des pays de l'Est et des « régimes les plus totalitaires »²⁴³. Plus encore, elle forçait la réforme de l'Organisation.

La vigilance et la pression constante exercées par les États-Unis ne laissent aucun repos aux dirigeants de l'UNESCO, obligés de maintenir le cap et de mener les réformes à terme. Le refus américain de rejoindre l'organisation avant d'obtenir satisfaction pleine et entière et l'embarras financier qui en découle garantissent en quelque sorte ce résultat²⁴⁴.

Cette stratégie fut couronnée d'un succès majeur en 1989, alors que l'abandon officiel du NOMIC sonna le glas d'une conception de la régulation internationale des flux d'information qui admettait la nécessité de l'intervention étatique. Avec l'effondrement de la puissance soviétique, l'approche libérale de l'hégémon américain serait désormais prépondérante dans l'orientation de l'ordre international et l'UNESCO, jugée trop gênante, était temporairement mise hors jeu.

Ayant abandonné la défense du mode de régulation politico-bureaucratique des inégalités en matière d'information et de communication suite au départ d'Amadou Mahtar M' Bow, remplacé par Federico Mayor, l'UNESCO allait cesser d'être un adversaire farouche du bloc historique néolibéral. La dépolitisation de son discours fut telle que quelques années suffirent pour prouver à l'Angleterre le bien-fondé qu'il y avait à réintégrer l'Organisation, ce qui fut fait en 1997. Avec l'élection de Koïchiro Matsuura à la tête du Secrétariat de l'UNESCO, deux années

²⁴² Outre la diminution du poids proprement politique de l'UNESCO, ces départs entraînèrent la perte de plus de 20% de son budget.

²⁴³ Serge Garde, cité dans L'Équipe de la lettre, « Le retour de l'Oncle Sam à l'UNESCO », p. 2.

²⁴⁴ Daniel Holly, p. 243.

plus tard, et sa volonté affichée de réformer l'Organisation dans la perspective du *Pacte mondial* de Kofi Annan, plus aucun obstacle majeur ne s'opposait désormais à la réintégration des États-Unis, démiurge de l'ordre néolibéral, en son sein.

CHAPITRE VII

ENSEMBLE POUR L'APAISEMENT DES TENSIONS SOCIALES

7.1 L'intégration programmatique de l'UNESCO à l'ordre néolibéral

Les contradictions de l'ordre mondial et leur métamorphose ne débouchent pas sur son renversement parce que les organisations internationales s'assurent que les modifications éventuelles des rapports de force qui existent au niveau international et les tensions qui en découlent ne représentent pas de risques pour la sécurité du système²⁴⁵. Dans le contexte d'une mondialisation néolibérale qui facilite le fait que certains acteurs sociaux puissent échapper « au moins partiellement au contrôle ou à l'action médiatrice des États »²⁴⁶, le pouvoir ne peut pas s'exercer efficacement par la seule activité législative des acteurs étatiques.

Suivant des stratégies telles que celles adoptées par les États-Unis et l'Angleterre à l'endroit de l'UNESCO durant les années 1980, les organisations internationales furent amenées dans les années qui suivirent la fin de la guerre froide à réformer leurs programmes et leurs modalités d'action de manière à approfondir l'intégration des institutions de la société civile dans leurs activités. Ainsi, l'influence des organisations internationales dans chacun de leurs champs qu'elles participent à réguler s'est enrichi dans les deux dernières décennies de l'implication d'un nombre d'acteurs susceptibles de contribuer d'une manière ou

²⁴⁵ Daniel Holly, p. 67.

²⁴⁶ Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts, *Le retournement du monde*, p. 70.

d'une autre à la réalisation des programmes des organisations internationales. En même temps que ses programmes en matière de communication et d'éducation étaient profondément remaniés, l'UNESCO n'hésita pas à suivre cette voie suite au départ d'Amadou Mahtar M'Bow. Non seulement l'Organisation abandonna ainsi le mode de régulation politico-bureaucratique des inégalités dans les deux domaines en question, mais elle allait désormais consacrer la plus grande part de son discours à promouvoir la réduction des tensions générées par les contradictions de l'ordre mondial néolibéral.

7.1.1 Une nouvelle stratégie de communication

Trois années après le départ des États-Unis, Amadou Mahtar M'Bow laissa la place à Federico Mayor au titre de directeur général de l'Organisation. Le 10 novembre 1989, soit deux années plus tard, l'UNESCO abandonnait son projet de NOMIC, l'un des principaux éléments de l'idéologie politico-bureaucratique qui avait animé son programme dans les années 1970 et 1980. Puisque ce projet était irréalisable sans la participation des deux puissances prépondérantes du domaine de la circulation de l'information, le nouveau directeur général lui préféra une nouvelle stratégie de communication déjà anticipée dans la première allocution qu'il prononça devant la Conférence internationale des ONG, précisant que l'action de l'UNESCO en matière d'information et de communication consisterait dorénavant

[...] à travers l'ensemble des réseaux de communication, à l'échelle internationale comme à celle de chaque région et de chaque nation, à développer simultanément la *liberté de l'information* et la compréhension mutuelle entre les peuples et entre les cultures (1988).

Comme le souligne Daniel Holly dans son analyse de la transformation de l'UNESCO dans cette période, « [I]'intransigeance des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, jointe à l'appui des pays membres du Groupe d'information occidental, ne laisse aucun choix au nouveau directeur général. [...] [II] ne peut que s'engager dans la voie tracée par ceux-ci »²⁴⁷. Ainsi, l'objectif de la nouvelle stratégie de l'UNESCO en matière de communication, officiellement adoptée en 1989, allait être

de rendre l'engagement de l'UNESCO plus opérationnel, d'encourager la libre circulation de l'information aux plans international aussi bien que national et sa diffusion plus large et mieux équilibrée sans aucune entrave à la liberté d'expression, et de renforcer les capacités de communication [...] ²⁴⁸.

En matière d'information et de communication, le programme de l'UNESCO allait désormais se conformer aux exigences du néolibéralisme et de la régulation techno-juridique : il allait se contenter d'être « opérationnel » et de favoriser le libre-échange. Largement dépolitisée par le fait même, l'action de l'UNESCO en matière de communication devenait sans danger pour le bloc historique néolibéral ; elle allait au contraire participer à en assurer l'unité, une transition à laquelle les autres domaines d'activités de l'Organisation n'ont pas échappé. La dépolitisation toucha effectivement l'ensemble de ceux-ci, ce qui permet d'expliquer concrètement les raisons de la diminution de la présence des valeurs « modernes » observées avec l'analyse lexicométrique dans le discours de la deuxième période à l'étude (voir sect. 4.2.2).

²⁴⁷ Daniel Holly, p. 237.

²⁴⁸ Federico Mayor, « Introduction », In *Paroles à l'Afrique*, 1996. En ligne : <<http://www.un-ngls.org/documents/publications.fr/voices.africa/number7/vfa7.01.htm>> (consulté le 11 juillet 2008).

Le changement de cap est évident lors de la vingt-cinquième session de la Conférence générale en 1989. Les programmes approuvés alors évitent soigneusement les sujets controversés. [...] On entend éviter l'affrontement et on veut mettre plutôt l'accent sur l'amélioration de la libre circulation de l'information aux niveaux national et international. Cette préoccupation est un trait caractéristique de tous les programmes de l'organisation en matière de communication depuis 1989²⁴⁹.

En abandonnant le NOMIC, l'UNESCO se distançait d'éléments idéologiques de son programme qui, jusque là, lui avaient permis de tenir tête aux prescriptions véhiculées par la mondialisation néolibérale. Sous les contraintes imposées par cette dernière, les organisations internationales seront désormais tenues, à l'instar des États, d'aligner « leurs pratiques sur les "nouvelles" normes, devenant ainsi les ardents promoteurs du "nouvel" ordre du capitalisme mondial. D'où l'intérêt, par exemple, porté, à partir des années 1990, par les organisations internationales et les autres intervenants pour la société civile et le secteur privé »²⁵⁰.

7.1.2 Une nouvelle orientation générale en matière d'éducation

Suite à l'effondrement de l'Union soviétique, il est devenu clair pour de nombreux décideurs politiques qu'au regard du rôle joué par certains mouvements non gouvernementaux dans la lutte pour la démocratie libérale en Europe de l'Est, la politique internationale ne pouvait plus être menée à bien sans une plus grande participation de la société civile. Si l'UNESCO a toujours fait une place de choix aux représentants des ONG au sein de ses activités, au

²⁴⁹ Daniel Holly, p. 241.

²⁵⁰ *Ibid.*, p. 238.

lendemain du départ de l'Angleterre et des Etats-Unis, la nécessité d'inclure la société civile dans ses activités était d'autant plus grande que sa capacité d'action avait été grandement amputée, tant en raison de l'importante diminution de son budget que de la perte d'influence parmi la communauté internationale.

C'est le principe de la « croissance zéro » qui domine lors de la préparation des budgets depuis 1988-1989. Les pays développés à économie de marché l'avaient assez répété. Et les Etats-Unis s'étaient retirés de l'organisation, en partie pour cette raison. L'insatisfaction des principaux bailleurs de fonds conduit naturellement à une gestion budgétaire davantage conforme à leurs exigences²⁵¹.

Ainsi, la réforme entamée par Federico Mayor dès ses débuts à la tête du Secrétariat de l'UNESCO ne devait-elle pas seulement concerner le programme de l'Organisation, mais aussi l'efficacité de ses modalités d'action. Décentralisation des activités, formation du personnel, gestion serrée du budget et « modernisation » de l'administration furent au menu²⁵². Dans un tel contexte, il ne restait guère d'autre choix à l'UNESCO que de s'en remettre de plus en plus aux acteurs de la société civile pour donner vie à son programme, en particulier en matière d'éducation et de culture, les deux domaines d'action qui ont pris le plus d'importance dans le discours de l'UNESCO suite au changement de cap opéré à l'égard des domaines de l'information et de la communication (*voir* tabl. C.6).

Tout comme en 1989 une nouvelle stratégie avait officiellement été adoptée par l'UNESCO en matière de communication et d'information, l'UNESCO adopta en 1990 un nouveau programme d'action en matière d'éducation. Le programme de

²⁵¹ *Ibid.*, p. 247.

²⁵² *Ibid.*, p. 243.

l'« Éducation pour tous » (EPT) fut effectivement lancé lors de la Conférence mondiale sur l'Éducation pour tous tenue à Jomtien, en Thaïlande, avec l'objectif « de fournir une éducation de base à tous les enfants, jeunes et adultes »²⁵³. La Déclaration mondiale sur l'Éducation pour tous élaborée à l'occasion définissait pour l'UNESCO une nouvelle orientation générale en matière d'éducation. Au dire de l'Organisation,

[c]ette Déclaration a sonné le glas des systèmes éducatifs rigides et normatifs, pour ouvrir la voie à une ère favorable au développement de la flexibilité. Désormais, l'éducation serait faite sur mesure, adaptée aux besoins, à la culture et aux moyens des apprenants²⁵⁴.

L'adoption de ce discours sur la nécessité d'une plus grande « flexibilité » est allée de pair avec une redéfinition des modalités d'action de l'UNESCO. La participation de la société civile aux activités de l'Organisation allait lui permettre d'assurer une meilleure régulation même dans les régions du monde les moins développées, précisément là où la loi n'a jamais pu asseoir efficacement son emprise en raison de la faiblesse et de l'instabilité des structures étatiques qui y ont été importées.

Au nom d'une hypothétique contribution à la paix mondiale, les responsabilités étendues en matière d'assistance au développement laissent la porte ouverte à d'éventuelles interventions sur les systèmes scolaires des pays dominés. C'est dans ce sens que nous pouvons affirmer que l'UNESCO est partie prenante au processus de reproduction internationale²⁵⁵.

²⁵³ UNESCO, *60 ans d'existence et quelques dates clés*. En ligne : <<http://portal.unesco.org>> (consulté le 23 janvier 2006).

²⁵⁴ UNESCO, *Éducation pour tous*, <http://www.unesco.org/education/efa/fr/ed_for_all/index.shtml> (consulté le 2 juin 2008)

²⁵⁵ Daniel Holly, p. 127.

Alors que la nouvelle orientation générale en matière d'éducation cantonnait le rôle de l'UNESCO à celui « de coordonner les efforts de toutes les parties prenantes, parmi lesquelles se retrouvent les partenaires de développement, les gouvernements, les ONG et la société civile »²⁵⁶, les actions de la société civile étaient projetées au devant de la scène. S'inspirant des grands événements tenus sur la scène internationale – notamment le Forum économique mondial – tout comme allait le faire la mouvance altermondialiste pour désigner ses rencontres annuelles, l'UNESCO préférera la désignation de « Forum mondial sur l'éducation » à celui de « Conférence mondiale de l'éducation » pour nommer l'instance qui allait réitérer les engagements de 1990.

Avec la nouvelle orientation générale en matière d'éducation, le mode de régulation à favoriser en matière d'éducation ne reposerait désormais plus essentiellement sur les activités de réglementation des États, mais aussi sur la facilitation des « partenariats entre les acteurs publics, privés et non gouvernementaux pour assurer une meilleure coordination des efforts »²⁵⁷. Dans une large mesure, de tels changements expliquent pourquoi l'analyse lexicométrique a révélé une augmentation de la présence des lexèmes renvoyant aux acteurs de la société civile dans le discours de la deuxième période à l'étude.

²⁵⁶ UNESCO, *L'Éducation pour tous*, En ligne :

<http://www.unesco.org/education/efa/fr/ed_for_all/index.shtml> (consulté le 2 juin 2008)

²⁵⁷ *Idem*.

7.2 L'originalité de l'action de UNESCO dans l'ordre mondial

La volonté affichée par l'ONU d'accroître la participation des acteurs non gouvernementaux dans la régulation du système mondial pose à nouveau le problème du gouvernement – « comment être gouverné, par qui, jusqu'à quel point, à quelles fins, par quelles méthodes? »²⁵⁸ –, mais sous un angle indissociable du processus de mondialisation. Celui-ci diminue l'importance des frontières nationales et met à mal la structure interétatique de l'ordre mondial tout en contribuant à générer des problèmes d'une portée globale et propres à la fin du 20^e et au début du 21^e siècle. Problèmes, par exemple, d'ordre environnemental et sanitaire : réchauffement climatique, épuisement des ressources naturelles non renouvelables, pandémies aggravées par la facilité pour les individus de se déplacer d'un bout à l'autre du globe. Problèmes d'ordre militaire aussi : la défense des souverainetés nationales n'apparaît plus comme l'objet exclusif des enjeux sécuritaires puisque les populations sont désormais la cible éventuelle de menaces qui ne répondent pas de logiques interétatiques. De même, des États dits « voyous » se posent comme une menace pour la sécurité collective des États occidentaux pendant que le nombre d'États qui possèdent l'arme nucléaire continue d'augmenter.

Dans le domaine économique, les écarts de richesse s'aggravent autant entre les États de la périphérie et ceux du centre qu'entre les classes sociales à l'intérieur même des États les plus riches : le bien-être des plus démunis demeure la promesse inachevée d'une économie mondiale libéralisée. « True is it that we have seen better days ». Devant les problèmes contemporains que nous avons énumérés, Shakespeare n'hésiterait peut-être pas aujourd'hui à répéter les paroles qu'il avait jadis prononcées. Dans tous les cas, ces problèmes suffisent à

²⁵⁸ Michel Foucault, *Dits et écrits II*, Paris, Gallimard, 1982, p. 636.

provoquer un sentiment d'urgence dans le discours de l'actuel directeur général de l'UNESCO.

Mesdames, Messieurs, Si j'ai choisi de m'adresser à votre Conférence [...], c'est parce que les *cultures*, les *religions*, les *identités* — qui constituent les formes multiples de la coexistence humaine — se retrouvent, aujourd'hui plus que jamais, au cœur de notre mandat et de notre mission d'institution internationale. [...] Il y a aujourd'hui une *urgence* et une pertinence accrues à l'œuvre de paix que nous poursuivons depuis le premier jour avec les ONG et, plus largement, avec l'ensemble de la société civile, et ce dans l'ensemble de nos domaines de compétence que sont l'éducation, la science, la culture et la communication (2001).

Dans les allocutions tenues par le directeur général de l'UNESCO durant la décennie 2000, la solution aux problèmes contemporains tient davantage à un nouveau partage des tâches avec la société civile qu'à un quelconque renforcement de la capacité des acteurs étatiques à intervenir dans la régulation des domaines de compétence de l'Organisation. Comme le reste de la famille onusienne, l'UNESCO ne manque pas encore aujourd'hui d'accueillir à bras ouvert la participation des représentants de la société civile afin de fonder ses activités sur une multiplicité de pratiques répandues dans l'ensemble de la société.

Je suis particulièrement heureux de souhaiter la bienvenue à chacune et chacun d'entre vous, qui représentez les ONG en relations officielles avec l'UNESCO. C'est pour moi une nouvelle occasion d'affirmer l'importance que j'attache à notre coopération avec la *société civile* et surtout avec les *ONG*, que je considère comme des partenaires de premier plan, parmi les plus proches et les plus fidèles (2007).

Si l'idée de fidélité peut être évoquée dans le précédent passage, c'est que l'ouverture de l'UNESCO à la participation des représentants de la société civile est un enjeu prioritaire depuis longtemps déjà. Non seulement l'Organisation a entretenu des relations privilégiées avec la société civile depuis ses tous débuts,

mais l'arrivée de Mayor à la tête de l'Organisation en 1987 avait impulsé un nouvel élan à cette coopération.

L'esquisse [du Plan à moyen terme pour 1990-1995] [...] tente de répondre à deux exigences complémentaires. La première est de nature éthique. [...] La seconde de ces exigences est de nature pratique. Elle vise à une insertion toujours plus fine de l'*action* de l'organisation dans le tissu vivant des relations culturelles et intellectuelles de ses États membres, ainsi qu'à une *efficacité* toujours plus grande de cette *action*. [...] La contribution de vos organisations est attendue, non seulement sur orientations majeures du Plan, mais également en vue d'approfondir cette notion de *partenariat* qui les unira à l'œuvre de l'UNESCO dans les années à venir (1988).

Comme le prévoit donc le Plan à moyen terme adopté pour la première moitié des années 1990, l'UNESCO cherchera activement à intensifier ses partenariats avec les ONG afin d'ancrer plus profondément son action à l'intérieur des sociétés.

C'est pour moi un plaisir toujours renouvelé que d'ouvrir les grandes réunions des *ONG*, ces *partenaires* privilégiés de l'UNESCO, dont le rôle est d'autant plus important que la *société civile*, sur laquelle ils sont en prise directe, prend une part plus active à la transformation de notre monde et aux décisions qui en commandent l'avenir (1994).

Alors que l'UNESCO abandonne dans une large mesure le mode de régulation politico-bureaucratique des inégalités dans ses divers domaines de compétence, la participation de la société civile aux activités de l'Organisation est perçue par cette dernière comme un moyen d'accentuer le caractère pluriel du style d'autorité qui s'exerce sur la population mondiale. L'adoption de cette philosophie ne fut pas le fait isolé de l'UNESCO ni le fruit des cogitations du nouveau directeur général, mais s'inscrit plutôt dans le contexte plus large du

« vent de réforme qui souffle sur les Nations Unies » et qui entraîne avec lui un « mouvement général »²⁵⁹.

Nous l'avons d'ailleurs déjà souligné auparavant en d'autres mots, « [l']intellectuel n'anticipe jamais une réforme culturelle quelconque, il ne fait qu'exprimer en termes idéologiques les modifications en cours dans les rapports sociaux d'une société, modifications annoncées par le progrès économique »²⁶⁰. La réorganisation du discours tenu par les directeurs généraux de l'UNESCO devant les représentants de la société civile au cours des années 1990 traduit sur le terrain de la culture les exigences politiques et économiques du bloc historique néolibéral qui a triomphé de l'adversaire soviétique.

Depuis la fin de la guerre froide, la réforme du système des Nations Unies est à l'ordre du jour. L'actuel Secrétaire général de l'ONU a été d'ailleurs élu à ce poste, en partie sur la base de son engagement à entreprendre les changements requis par la situation et par certains États membres. Alors qu'analystes et observateurs de la scène onusienne s'intéressent aux difficultés et aux chances d'aboutissement de l'entreprise menée par le Secrétaire général, on est loin de se douter que le processus de réforme est pourtant bien engagé dans d'autres lieux de cet immense appareil, qu'il a même débouché sur des résultats concrets dans le cas de certaines institutions spécialisées²⁶¹.

La réforme exigée par les nouvelles forces sociales hégémoniques consistera notamment à « adapter l'appareil aux conditions de l'après-guerre froide pour en faire un meilleur instrument d'intervention » des grandes puissances capitalistes²⁶². L'un des traits les plus marquant de cette adaptation en ce qui concerne les institutions spécialisées du système onusien est sans contredit l'adoption d'un discours qui « [...] véhicule l'idée que les gouvernements n'ont

²⁵⁹ Daniel Holly, p. 217.

²⁶⁰ A.R. Buzzi, p. 41.

²⁶¹ Daniel Holly, p. 217.

²⁶² *Ibid.*, p. 218.

pas le monopole de la puissance légitime et qu'il existe d'autres instances contribuant au maintien de l'ordre et qui participent à la régulation économique et sociale »²⁶³.

En ne se limitant plus aux pratiques étatiques afin d'inclure « également la société civile transnationale dans la résolution des problèmes collectifs »²⁶⁴, le nouveau mode de régulation accroît la participation de sujets sociaux qui ne sont pas localisables en un seul lieu, mais se développent plutôt « dans une multitude de directions » et prennent « des formes qui peuvent varier à l'infini »²⁶⁵. Parmi les premiers à subir l'offensive menée contre le mode de régulation politico-bureaucratique des inégalités, les secrétariats et les services administratifs des organes onusiens ne seront pas épargnés par le remue-méninge qui s'opère dans ces circonstances.

Toutefois, les situations diffèrent d'une institution à l'autre. L'importance respective de chaque institution dans les relations internationales est en effet inégale. Certaines institutions sont plus « stratégiques », compte tenu de leur rôle spécifique et de leur contribution à la production de « l'ordre du monde »²⁶⁶.

Les contraintes du nouvel ordre sont donc rapidement imposées à l'UNESCO. « Les exigences des grandes puissances occidentales sont à la mesure de l'importance du rôle de cette organisation dans le monde, vu la centralité du socio-culturel dans l'appui au développement de l'économie mondiale »²⁶⁷. Outre la spécificité de ses domaines de compétences, l'action de l'UNESCO dans la

²⁶³ Pierre de Senarclens, « La mondialisation entre ordre et anarchie », In Pierre de Senarclens (dir. publ.), *Mondialisation, souveraineté et théories des Relations internationales*, p. 199.

²⁶⁴ Évelyne Dufault, « Gouvernance », In Alex Macleod, Evelyne Dufault et Frédéric Guillaume Dufour (dir. publ.), p. 67.

²⁶⁵ Dominique Grisoni et Robert Maggiori, *Lire Gramsci*, Paris, Éditions Universitaires, 1973, p. 147.

²⁶⁶ Daniel Holly, p. 218.

²⁶⁷ *Ibid.*, p. 219.

reproduction de l'ordre mondial tire effectivement son originalité du fait qu'elle ait été conçue de manière à valoriser une culture de participation de la société civile plus poussée que ce que l'on retrouve dans les autres organisations internationales.

Aux dires de René Maheu, directeur général de l'UNESCO de 1961 et 1974, les auteurs de l'Acte constitutif ont effectivement prévu « deux grandes voies pour permettre à l'UNESCO d'élargir son audience et ses possibilités d'action en dépassant le cadre intergouvernemental qui définit sa structure ». La première des deux voies évoquées est la création, dans tous les États membres, de commissions nationales, mécanisme central de l'interaction entre les États, la société civile et l'UNESCO. L'autre voie concerne directement les organisations internationales non gouvernementales, appelées à participer aux activités de l'Organisation grâce notamment aux Conférences internationales des ONG, aux consultations collectives thématiques et aux consultations régionales²⁶⁸. Cette culture d'ouverture de l'UNESCO à l'égard de la participation de la société civile fait encore aujourd'hui la fierté de l'Organisation.

La nécessité d'une telle coopération, désormais considérée comme un impératif *stratégique* tant au niveau national qu'international, constitue depuis toujours une dimension essentielle de l'*action* de l'UNESCO. L'UNESCO a ainsi l'*avantage* d'être l'une des rares organisations du système des nations unies qui dispose, au sein de ses organes directeurs, d'un mécanisme de consultation et de concertation avec les ONG lui permettant de nourrir un dialogue constant et constructif (2003).

²⁶⁸ René Maheu, *Allocution à l'ouverture de la quatorzième Conférence des organisations internationales non gouvernementales entretenant des relations de consultation (catégories A et B) avec l'UNESCO*, DG/73/17, 1973. En ligne : <http://unesdoc.unesco.org/images/0000/000058/005856fb.pdf> (consulté le 29 juin 2005).

Comme nous l'avons mentionné un peu plus haut, l'arrivée de Mayor à la tête de l'UNESCO en 1987 sonna les débuts de réformes visant à augmenter l'efficacité des partenariats de l'Organisation avec la société civile.

Je voudrais, d'ores et déjà, vous dire que le Secrétariat ne ménagera aucun *effort* afin d'*améliorer* les processus de consultation individuelle et collective des ONG en vue de susciter leur *contribution* à l'élaboration des programmes de l'organisation (1988).

Cette volonté de donner un nouveau souffle à la collaboration avec la société se concrétisa dans le Plan à moyen terme pour 1990-1995 et culmina avec l'adoption de nouvelles Directives concernant les relations de l'UNESCO avec les ONG au milieu de la décennie. Elle allait s'approfondir encore davantage en 1999, avec l'arrivée de Koïshiro Matsuura à la tête de l'Organisation. Dès cette année, le nouveau directeur général entreprit en effet « de grandes réformes pour restructurer et décentraliser le personnel et les activités de l'UNESCO »²⁶⁹. L'Organisation revendique ainsi aujourd'hui une modalité d'action fondée sur le

travail de divers acteurs qui ensemble constituent une communauté internationale. Cette communauté se compose, entre autres, des gouvernements, des parlementaires, des commissions nationales, des associations, des ONG, des médias, des institutions scientifiques et culturelles, des entreprises, des écoles ainsi que de l'ensemble de la famille des Nations Unies. Ce sont ces acteurs sociaux qui donnent vie aux idéaux et aux valeurs de l'UNESCO partout dans le monde, aux niveaux international, national et local²⁷⁰.

²⁶⁹ UNESCO. 1995-2005. *60 ans d'existence et quelques dates clés*.

En ligne : <http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=14606&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html> (consulté le 23 janvier 2006).

²⁷⁰ UNESCO. 2004. *Communautés UNESCO*.

En ligne : <http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=3419&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html> (consulté le 20 juin 2005).

Cette représentation des forces sociales qui constituent la communauté internationale diffère sensiblement de celle qui prévalait dans le discours du directeur général des années 1970 et 1980. Le discours de 2000-2007 représente en effet les forces en présences comme si toutes étaient sur un pied d'égalité au sein de la communauté internationale là où, auparavant, celle-ci était essentiellement comprise comme une communauté d'États souverains (*voir* sect. 6.1). Le discours de 2000-2007 pose certes « la division sociétale en dévoilant la multiplicité des intérêts » et « des groupes »²⁷¹, mais rarement renvoie-t-il à l'existence de divergences politiques et idéologiques comme c'est le cas, par exemple, dans le discours de Amadou Mahtar M'Bow.

Vous êtes des organisations *désintéressées*, vous luttez pour le progrès et la diffusion du savoir, pour une coopération et une entente plus grande entre les membres de vos différentes organisations. Par là même vous défendez les *intérêts* de vos adhérents - ce qui est *légitime*. En faisant largement place, au sein de vos organisations, aux spécialistes venus de tous les horizons du Tiers Monde, nul mieux que vous n'est donc aussi bien placé pour jouer un rôle positif dans le renforcement de la coopération internationale (1977).

Dans la nouvelle représentation des conditions de la conjugaison des rapports de force, *exit* la différence entre les pays développés et ceux moins développés que l'on retrouve dans le discours des années 1970 et 1980. *Exit* aussi l'antagonisme entre les tenants de l'interventionnisme étatique et ses opposants. Au côté de la notion de *coopération*, présente dans l'ensemble des périodes du discours des directeurs généraux de l'UNESCO, les notions de *dialogue*, d'intérêt *commun*, d'*alliance* et d'*unité* s'imposent dans le discours de la deuxième période, autant d'éléments idéologiques mobilisés pour produire une représentation unifiée de la communauté.

²⁷¹ Gilles Bourque et Jules Duchastel, *Restons traditionnels et progressifs*, p. 29.

Puisque les identités sont façonnées dans une logique d'altérité prenant pour base la différence²⁷², il est raisonnable de penser que, dans le discours de l'UNESCO, l'interpellation des États et de la société civile sous un même vocable – celui de « partenaires » (voir tabl. D.4 et D.6) – contribue à créer un sentiment communautaire qui les lie sur le plan identitaire. Tout est pensé dans le choix des termes pour que les entités que l'on décide de faire « acteurs » se sentent concernées par la représentation identitaire qui leur est institutionnellement assignée. C'est là un mécanisme clé de l'hégémonie : faire en sorte que les institutions de la société civile se sentent partie prenante de la communauté imaginée. Plus que de s'assurer de leur consentement, cette façon de faire a l'avantage de rendre les acteurs interpellés pleinement susceptibles d'agir de la manière la plus appropriée à l'égard de l'atteinte des buts fixés par les dirigeants, tout en maximisant la production économique et la docilité politique des populations.

7.3 Un compromis qui fait consensus dans l'élite

Au lendemain de l'effondrement du bloc soviétique, les intellectuels américains furent nombreux à proclamer la « fin de l'histoire » pour souligner le triomphe universel des principaux libéraux, jugés meilleurs entre tous²⁷³. Avec les États-Unis sortant grands gagnants de la Guerre froide, ces intellectuels organiques étaient assez sûrs de la force du bloc historique néolibéral pour rassurer le monde quant à la disparition prochaine des antagonismes qui avaient marqué le

²⁷² William E. Connolly, cité dans Dan O'Meara et Valeisha Sobhee, « Grande-Bretagne : La (re)construction d'une relation privilégiée », *Études internationales*, vol. 35, no 1 (2004), p. 98.

²⁷³ Francis Fukuyama est l'un des premiers à diffuser cette thèse, d'abord en 1989 dans la revue *The National Interest*, puis dans *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Champs/Flammarion, 1993.

passé jusque là. La réalité des luttes sociales rattrapa toutefois rapidement les prophètes qui avaient pensé que proche était la paix perpétuelle. Malgré son manque d'appui sur une classe sociale historique, la mouvance « antimondialiste » naissante dans les dernières années de la décennie 1990 connut une croissance fulgurante²⁷⁴. Représentante des forces populaires les plus contestatrices du nouvel ordre néolibéral, elle incarnait une force potentiellement capable d'enjoindre les travailleurs à se rallier à ce qui avait toutes les allures d'une « revanche des sociétés » (*voir* sect. 3.3 et 3.4).

La contestation, à ce moment de l'histoire de la mouvance antimondialiste, est souvent violente. Les affrontements avec les policiers se multiplient d'une telle manière qu'ils forcent ceux-ci à mettre en place d'impressionnants dispositifs de protection pour défendre les réunions à huis clos. Au Sommet des Amériques de Québec, en 2001, un périmètre de 4 km doit être établi pour empêcher les manifestants de prendre d'assaut le lieu où se rencontrent gens d'affaire et chefs d'État et de gouvernement.

Le ministère de la Sécurité publique estime qu'il faudra au moins 32 millions de dollars pour affronter le pire scénario, c'est-à-dire similaire à celui survenu à Seattle. Cette somme exclut les frais encourus pour la GRC et pour l'armée, qui sont assumés par Ottawa²⁷⁵.

²⁷⁴ Rares sont ceux qui qualifient encore d'« antimondialiste » le mouvement qui, depuis 1999, s'organise tant bien que mal pour faire contrepoids à la mondialisation néolibérale. S'il est vrai qu'il y a quelques années, le mouvement naissant se qualifiait lui-même dans bien des cas « d'antimondialiste », la majorité des participants au Forum nierait aujourd'hui une telle étiquette. Ils ont pour la plupart adopté l'optique voulant que quiconque est contre la mondialisation est encore pour elle – pour une *autre* mondialisation. Voir Ulrich Beck, *Pouvoir et contre-pouvoir*. Paris : Aubier, 2003, p. 50. La tenue à Porto Alegre en 2005 des *Journées anarchistes* en marge du Forum social mondial, dénote bien la cassure existante entre les « altermondialistes » et les « antimondialistes ».

²⁷⁵ Hélène Pichette, *Les nouveaux contestataires*, Reportage diffusé dans l'émission Zone libre sur les ondes de Radio-Canada le 6 avril 2001. En ligne : <<http://www.radio-canada.ca/actualite/zonelibre/01-04/antimondialisation.html>> (consulté le 11 mars 2008).

Déjà dans les années 1980, les manifestations contre la Banque mondiale et le Fonds monétaire international s'étaient multipliées dans les pays du Sud. Les programmes d'ajustements structurels qui imposent à ces derniers des mesures d'austérité budgétaire, de libéralisation et de privatisation pour contrer la crise de la dette qui sévit alors sont largement dénoncés. C'est dans cette contestation que la mouvance antimondialiste tire ses premières origines bien que ce soit essentiellement avec la manifestation de Seattle, en 1998, qu'elle attire l'attention médiatique.

Dans les années qui marquent la fin de la décennie 1990, autant les rencontres « aux sommets » entre chefs d'État et de gouvernement que les organisations internationales à vocation économique ne cesseront d'être la cible des manifestations. L'ONU sera prompte à réagir pour défendre la légitimité du système en insistant sur la nécessité de réformer l'Organisation en partenariat avec la société civile. Lors du Forum économique mondial de 1999, le Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan jette les bases du nouveau compromis : le *Pacte global* alors initié à pour objectif d'obtenir l'adhésion des entreprises aux principes onusiens. Plus encore, le Pacte les invite à participer à leur mise en œuvre²⁷⁶.

En demandant aux entreprises de se joindre aux efforts du système onusien et de la société civile pour réaliser un monde plus juste, le Pacte propose une nouvelle vision des relations sociales à l'échelle planétaire. Pour l'ONU, cette vision s'inscrit dans la recherche de moyens pour structurer plus efficacement le champ d'action possible des différents groupes sociaux – et par leur entremise, le champ d'action des populations – sans avoir recours à une formulation

²⁷⁶ ONU, *Pacte mondial*. En ligne : <<http://www.un.org/french/globalcompact/principles.shtml>> (consulté le 11 août 2006).

détaillée des règles à suivre²⁷⁷. Si la mondialisation néolibérale est génératrice d'inégalités, c'est notamment parce qu'elle permet aux acteurs économiques d'échapper au contrôle des États. Libéralisation et dérèglementation ayant rendues difficiles la régulation des activités des ces acteurs, ne reste plus, en quelque sorte, qu'à leur demander d'adhérer par eux-mêmes, sur une base volontaire, aux principes qu'on aimerait voir respecter. Il le faut bien, car en ce tournant de millénaire, au dehors gronde la société civile mécontente.

Un des grands défis que la communauté internationale doit relever est de faire en sorte que tout le monde puisse partager les gains potentiels de la mondialisation, en particulier les pays et les populations les plus pauvres. De nombreux pays en développement ont fait la preuve de leur volonté de s'intégrer rapidement dans le système commercial multilatéral, souvent à un coût considérable. Malheureusement, jusqu'à présent, les avantages qu'ils ont retirés de cette intégration sont très inférieurs à leurs espoirs et la rumeur de la protestation se fait toujours plus forte²⁷⁸.

Prononcé en 2002, ce discours fait suite aux années les plus turbulentes de la « revanche des sociétés ». Mais la tendance, à ce moment, est en train de changer. Le travail intellectuel et moral qui a été fait dans ces années pour apaiser la contestation est en effet considérable. En 2000, l'Année internationale pour la culture de paix avait été l'occasion de lancer de nombreux appels à l'abandon des actions radicales. Parce qu'elle joue un rôle de premier plan au sein des Nations Unies en ce qui concerne la promotion de la paix, l'UNESCO, en particulier, est amenée à multiplier les appels au calme. Ainsi le directeur général sortant, Federico Mayor, dans un discours faussement révolutionnaire, n'admet que les actions de désobéissance pacifique lorsqu'il s'agit de lutter

²⁷⁷ « Structurer le champ d'action possible des autres acteurs » est la façon concrète pour l'hégémon d'exercer son pouvoir selon Grégory Vanel dans « Économie politique internationale », In Alex Macleod et Dan O'Meara (dir. publ.), p. 53.

²⁷⁸ Kofi Annan, « Avant-propos », In Conférence des Nations Unies sur le développement, *Rapport sur le commerce et le développement*, New York et Genève, Nations Unies, 2002, p. iii. En ligne : <www.unctad.org/fr/docs/tdr2002_fr.pdf> (consulté le 11 novembre 2008).

contre les injustices, un discours dirigé à l'endroit de la société civile alors en pleine ébullition.

Mais mettre un terme à la violence, à la guerre et à ses causes exige beaucoup plus que l'action des gouvernements. Cet objectif suppose la mobilisation de tous pour le respect au quotidien des idéaux si clairement énoncés dans l'Acte constitutif de l'UNESCO, afin d'aboutir à une modification en profondeur des attitudes aussi bien dans le cadre familial et communautaire que celui des pays et des régions. Il s'agit d'une véritable révolution culturelle.

Serons-nous capables d'effectuer un tel revirement dans des délais si courts? Saurons nous opposer à l'autoritarisme et à l'intolérance les valeurs de la démocratie et de la solidarité? Notre réponse est oui! Il s'agit de raviver les braises de notre histoire troublée pour faire jaillir la flamme d'une nouvelle espérance et permettre que la rébellion non violente, l'indocilité créatrice, l'insoumission de quiconque ne peut se résigner à l'inadmissible, facilitent le passage de la raison du plus fort à la force de la raison²⁷⁹.

Ayant intégré à son programme de nombreux éléments idéologiques défendus par le bloc historique néolibéral qui a fait main basse sur l'ordre mondial, l'UNESCO n'hésita pas à joindre sa voix au concert des appels à l'abandon des anciennes velléités révolutionnaires et à la promotion de l'unité de la société mondiale. Aux questions d'*apartheid*, de *tensions*, d'*armes*, de *puissance*, de *guerre* et de *pouvoir* présentes dans le discours de Mathar M'Bow, l'UNESCO allait substituer un vocable conciliant, celui de la *paix*, des *alliances*, de l'*unité* et de l'intérêt *commun* (voir tabl. D.8). Il n'y aura désormais plus de considérations politiques dans le discours de l'UNESCO, seulement des demandes répétées pour que se concrétise, « à tous les niveaux de la société, [...] la transition d'une culture de guerre et de violence

²⁷⁹ Federico Mayor, *Message à l'occasion du lancement de l'Année internationale de la culture de la paix*, Paris – Tour Eiffel, 14 septembre 1999. En ligne : <http://www.unesco.org/bpi/paix2000/vf/mayor.htm> (consulté le 12 juillet 2008).

à une culture de paix et de non violence » (2000). Ce qui fait désormais l'originalité de ces demandes, c'est leur association systématique avec la société civile, comme le confirme la forte présence des lexèmes *culture* et *paix* dans l'environnement lexical des lexèmes renvoyant à cette catégorie d'acteurs durant la période 2000-2007.

Le ton du discours de l'UNESCO pour cette période avait été donné par Koïchiro Matsuura dès 2000 : « [l]a priorité devrait être donnée à l'éducation, en particulier l'enseignement de la pratique de la paix et de la non-violence (2000) ». Tout comme son prédécesseur, Koïchiro Matsuura insistera sur l'importance que chaque individu agisse dans le concret du quotidien pour réaliser cette culture.

Ensemble, construisons ce monde, en commençant par signer le Manifeste 2000 [pour une culture de paix et de non-violence], par lequel chacun d'entre nous s'engage à pratiquer dans sa famille, sa communauté et son lieu de travail les principes universels d'une culture de paix, de non-violence et d'harmonie²⁸⁰.

Le choix de déclarer « Année internationale de la culture de la paix » l'année 2000 n'est pas fortuit, tout comme ce n'est pas « par accident » que l'année 2008 ait été déclarée l'« Année internationale de la pomme de terre ». Dans un contexte marqué par une crise des matières premières qui touche de plein fouet le marché mondial de l'alimentation, ce qui aurait été perçu en d'autres circonstances comme une blague visant à ridiculiser l'ONU prend un tout autre sens²⁸¹. En ce qui concerne la promotion de la culture de la paix, le

²⁸⁰ Koïchiro Matsuura, *Message du directeur général pour l'an 2000, Année internationale pour la culture de la paix*, Paris, 30 décembre 2000. En ligne :

<<http://www.unesco.org/bpi/paix2000/vf/mayor.htm>> (consulté le 12 juillet 2008).

²⁸¹ « Objectif : promouvoir la culture de ce tubercule dans les pays en développement, en Afrique en particulier. Car la patate a l'avantage de s'adapter à toutes les conditions climatiques et ne nécessite que peu d'eau pour pousser. Pour l'ONU, c'est un élément de réponse aux grands problèmes mondiaux

travail idéologique accompli par le discours de l'UNESCO dépasse largement le cadre des États et s'adresse directement aux représentants de la société civile.

Ce dialogue concerne tout un chacun, les convaincus et ceux qui ne le sont pas, l'ensemble de la *société civile*. C'est ici que le rôle des *ONG* revêt une importance décisive, car c'est par leur action que ce *dialogue* peut toucher un public plus large, au-delà des instances gouvernementales et intergouvernementales, ainsi que des cercles académiques et des élites pensantes, pour atteindre ceux qui ne se sont pas, jusqu'ici, montrés réceptifs à nos messages (2001).

Parce qu'ils sont les mieux placés pour orienter les conduites des populations dans les champs de compétence de l'UNESCO, les représentants des ONG se sont retrouvés investis d'une mission à l'occasion de l'allocution prononcée en 2001 par Koïchiro Matsuura devant la Conférence internationale des ONG.

Il importe à présent que notre action, qui a été nourrie par nos partenaires et nos interlocuteurs dans les *communautés intellectuelles* et les *cercles informés*, soutenue et relayée par les *organisations professionnelles* et les *groupes constitués* que vous représentez et qui partagent à la fois nos idées et nos idéaux, s'étende à des communautés moins averties, ou moins privilégiées (2001).

La suite du discours précise qui sont ces « communautés moins averties, ou moins privilégiées ». Ce sont ceux qui résistent à la mondialisation néolibérale.

tels que la malnutrition, la pauvreté et les menaces pour l'environnement ». David Naulin, 2008, *Année internationale de la patate*, 2 janvier 2008. En ligne : <<http://cdurable.info/2008-annee-Internationale-de-la-pomme-de-terre,743.html>> (consulté le 13 juillet 2008).

Notre foi en une humanité riche de sa diversité et notre engagement en faveur d'un *dialogue* tolérant et constructif ne sont pas encore suffisamment partagés par ceux qui se sentent le plus menacés, ou à l'inverse protégés, par la *mondialisation* [...]. En ce sens, la communauté que nous formons avec vous, nos partenaires traditionnels, est une communauté de « nantis » : trouvons ensemble les moyens d'aller plus loin. (2001).

La mission est claire : la bonne parole doit être colportée par les « nantis », en d'autres mots les dirigeants politiques et l'élite de la société civile, ce que les ONG participant à la Conférence internationales des ONG entretenant des relations officielles avec l'UNESCO sont tout à fait à même de réaliser. Beaucoup d'entre elles, en effet, sont directement investies dans le lieu de rassemblement principal des opposants au néolibéralisme qui a vu le jour l'année précédente : le Forum social mondial. Le nombre des ONG entretenant des relations opérationnelles avec l'UNESCO qui sont déléguées officielles au Conseil international du Forum social mondial est frappant : Caritas Internacionalis, l'Union internationale des étudiants (IUS), l'Organisation continentale latino-américaine des étudiants (OCLAE) et la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (WFDY) sont du nombre. Le constat est le même en ce qui concerne les ONG qui entretiennent des relations formelles de consultation avec l'UNESCO : l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC), le Conseil latinoaméricain des sciences sociales (CLASCO), le Conseil international d'éducation des adultes (ICAE) et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (IFHR) sont toutes, elles aussi, déléguées au Conseil international du Forum social mondial.

À ce compte, il faut, bien entendu, rajouter toutes les ramifications que l'organisation réticulaire des ONG engendre. Qu'il suffise ici de donner en exemple le Conseil d'éducation des adultes de l'Amérique latine (CEAAL), à la fois déléguée au Conseil international et membre en règles de l'ICAE, ou encore,

l'Association d'organisations européennes de développement du Conseil œcuménique des Églises (APRODEV), déléguée au Conseil international du FSM pendant que la Commission pour les affaires internationales du Conseil œcuménique des Églises (CCIA) entretient des relations opérationnelles avec l'UNESCO²⁸².

À la veille du deuxième Forum social mondial (le discours du directeur général est prononcé le 14 décembre 2001, le Forum social mondial sera ouvert le 31 janvier 2002), que nombres d'entre les ONG entretenant des relations officielles avec l'UNESCO ont participé à organiser, le directeur général de l'UNESCO enjoint d'entreprendre une action concrète. On ne cible pas, comme à l'habitude, la société civile elle-même, mais ses représentants ainsi que « l'ensemble des acteurs et intervenants sociaux ».

Le moment est donc opportun pour repenser la nature même du *dialogue* que nous appelons de nos vœux, en s'efforçant d'y associer l'ensemble des acteurs et intervenants sociaux et des représentants de la *société civile*. Je suis convaincu que cette année 2001, que les Nations Unies ont voulu consacrer au dialogue entre les civilisations, marquera, au moment où elle parvient à son terme, la naissance d'un *mouvement* de grande ampleur pour instaurer le *dialogue* comme nouveau paradigme des relations internationales et de la coexistence pacifique entre peuples et nations (2001).

Difficile d'imaginer que « [l]a naissance d'un mouvement de grande ampleur pour instaurer le dialogue comme nouveau paradigme des relations internationales » à laquelle fait référence le directeur ne soit pas une référence à peine voilée au Forum social mondial, créé le 25 janvier 2001. À nouveau

²⁸² UNESCO, *Liste des ONG entretenant des relations officielles avec l'UNESCO*. En ligne : <http://erc.unesco.org/ong/ONGlist_p.asp?language=F> (consulté le 28 août 2008) et Forum Social Mondial, *Les organisateurs*. En ligne : <http://www.forumsocialmundial.org.br/main.php?id_menu=3_2_1&cd_language=3> (consulté le 28 août 2008).

paradigme, nouveau compromis : le consentement des représentants des ONG à l'ordre mondial en échange d'un droit de parole dans les instances internationales devrait permettre de calmer les ardeurs de la base. Subordonnée à de grandes ONG internationales, pour la plupart d'entre elles réformistes et toutes opposées à la violence, la « revanche des sociétés » consistera désormais, pour l'essentiel, à discuter des enjeux mondiaux dans l'enceinte institutionnalisée des forums sociaux qui se multiplient un peu partout.

Pour se présenter comme une force d'intégration et d'assimilation sur le plan politique et culturel, les modérés ont dû exercer une grande attraction sur la masse des intellectuels désireuse de s'instruire et de participer à la vie sociale et politique. Le FSM, à ce titre, sera une affaire d'universitaires, il ne deviendra sans doute jamais celle des travailleurs : à Porto Alegre, en 2005, on comptera ainsi que « 73% des participants étaient liés de près ou de loin au monde universitaire » et que la « plupart étaient rattachés à une organisation non gouvernementale »²⁸³. Occupés toute l'année durant à organiser son forum régional ou local ou à ramasser des fonds pour assister à la grande messe annuelle qui a lieu à l'autre bout du monde – cette année, dans la forêt amazonienne –, qui des militants à encore le temps, et les énergies, pour se battre dans la rue ou mobiliser dans les usines?

²⁸³ Dorval Brunelle, « Le FSM V : le mouvement citoyen en pause », *La Chronique des Amériques*, no 4 (février 2005), p. 2. En ligne : <http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro_0504_FSM-V.pdf> (consulté le 7 décembre 2007).

7.4 Les représentants des ONG en mission

Que s'est-il passé autour des années 2001-2002 pour que les images de fin du monde qui faisaient le lot périodique de la vie des militants antimondialistes à la fin des années 1990 deviennent celles de carnivals festifs où on vient, une fois l'an, faire le plein de colliers de chanvre et perfectionner ses habiletés à danser la capoeira? Les anarchistes, entre autres courants qui animaient la mouvance antimondialiste à ses débuts, ne sont plus des réunions altermondialistes, comme en témoigne la tenue à Porto Alegre, en marge du Forum social mondial en 2001, 2002, 2003 et 2005, des « Journées anarchistes ». Le Forum social mondial, « contre-forum » du Forum économique mondial de Davos, a lui-même produit son « contre-forum » parce que les modérés ont eu le dessus sur une mouvance qui, à ses débuts, faisait preuve d'une grande radicalité tant dans sa critique de l'ordre social que dans ses moyens d'action, sans que cette radicalité ne l'empêche, par ailleurs, de rallier des foules importantes.

Au cœur d'un nuage de gaz lacrymogène, des manifestants vêtus et masqués de noir défient les policiers lourdement équipés. Des drapeaux anarchistes flottent au-dessus du tumulte. Ces mises en scène spectaculaires forcent la pensée à s'aventurer en terrain glissant. Le risque est grand, en effet, de déraiper sur l'accumulation de clichés et de caricatures d'explications aux répercussions politiques importantes. [...] Ces clichés n'ont pas épargné une des expressions de l'anarchisme contemporain, les Black Blocs, qui entrent régulièrement en action lors des manifestations d'opposition à la mondialisation du capitalisme²⁸⁴.

Les anarchistes reprochent au Forum social mondial de se réserver « le droit de ne pas promouvoir l'action directe populaire contre les institutions économico-

²⁸⁴ Francis Dupuis-Déri, *Les Black Blocs. Quand la liberté et l'égalité se manifestent*, Montréal, Lux Éditeurs, 2003, p. 9 et 10.

financières qui symbolisent l'exercice centralisé du pouvoir global »²⁸⁵. À cette critique, les altermondialistes seraient susceptibles de demander pourquoi il serait préférable de manifester à Davos, se frotter à la brutalité policière et risquer de recevoir une balle dans la tête, comme cet étudiant à Gênes (feu Carlo Giuliani), quand il est possible de protester gaiment, « entre nous », à mille lieux de là où se règle le sort de l'économie mondiale. « Indocilité créatrice », Federico Mayor ne disait-il pas pour désigner ce type de protestation, lui qui est d'ailleurs, depuis juin 2008, le nouveau président du conseil d'administration d'Inter Press Service (IPS), une ONG qui figure parmi les déléguées du Conseil international du Forum social mondial.

La critique des anarchistes, bien sûr, va plus loin. Elle affirme que « [l]e FSM est le produit d'une ample articulation de forces politiques, sociales et institutionnelles du monde entier soutenu par une alliance de classes qui inclut jusqu'à ceux qu'on appelle les entrepreneurs capitalistes dits "progressistes" », que son projet est celui « d'une gestion capitaliste humanitaire »²⁸⁶. Au compromis formé autour de l'idée de gouvernance mondiale, les anarchistes avaient, déjà en 2002, trouvé un nom, celui de « néo-réformisme, qui se promeut sur le dos de la misère du tiers-monde, de l'expression de mécontentement et de la résistance populaire légitime »²⁸⁷. Jusqu'à quel point peut-on nier une telle compréhension du FSM quand on s'attarde à sa composition, comme on l'a fait plus haut, ou encore, à l'utilisation que fait de la misère humaine le discours des institutions internationales, ici l'UNESCO, pour dénoncer ceux qui ne veulent

²⁸⁵ Federação Anarquista Gaúcha, Federação Anarquista Cabocla, Federacion Anarquista Uruguay, Coletivo Luta Libertária, Laboratório de Estudos Libertários, Solitarité Internationale Libertaire, « Journées anarchistes de Porto Alegre 2002 – Déclaration finale, *No Pasaran*, no 7 (mars 2002). En ligne : <http://nopasaran.samizdat.net/article.php3?id_article=88> (consulté le 28 août 2008).

²⁸⁶ Federação Anarquista Gaúcha et al., « Journées anarchistes de Porto Alegre 2002 – Déclaration finale », *No Pasaran*, , no 7 (mars 2002). En ligne :

http://nopasaran.samizdat.net/article.php3?id_article=88

²⁸⁷ *Idem*.

prendre part au nouveau compromis, ne veulent prendre place dans les mécanismes que le système a mis en place à leur attention.

C'est encore hélas dans un monde convulsé face à une modernité mal maîtrisée et une *mondialisation* contestée, un monde divisé, parfois de façon radicale et violente, par des désaccords profonds sur la gouvernance de nos sociétés et le fonctionnement de nos institutions internationales, que nos organisations luttent ensemble pour bâtir une communauté internationale *juste, humaine et solidaire* (2001).

Au début du millénaire, l'idée d'inclure tous les acteurs concernés par les enjeux mondiaux sur de mêmes forums offrait aux intellectuels une philosophie aux allures d'originalité et au caractère « global ». Avec les mécanismes de consultation mis en place par le système onusien dans la suite du Pacte global de 1999 pour faciliter la participation des représentants de la société civile à ses activités, la domination des grandes ONG au sein des tribunes internationales fut consacrée. C'est là une étape salvatrice dans la réorganisation de l'hégémonie mondiale car celle-ci allait désormais bénéficier du meilleur outil pour obtenir le consentement des masses, les éduquer.

« Il faut diriger, c'est-à-dire ne pas laisser les masses à l'entreprise spontanée. "Négliger, ou pire encore, mépriser les mouvements dits spontanés, c'est-à-dire renoncer à leur donner une direction consciente, à les élever à un plan supérieur en les insérant dans la politique, cela peut avoir souvent des conséquences très sérieuses et graves" »²⁸⁸.

Compte tenu du rôle que les ONG allaient être amenées à jouer dans l'institutionnalisation de la mouvance antimondialiste au sein du Forum social mondial et de la définition de ses orientations axiologiques, et compte tenu des relations privilégiées que l'UNESCO a longtemps entretenues auprès d'elles, la mise en place des mécanismes de la gouvernance mondiale allait assurer à l'ONU

²⁸⁸ A.R. Buzzi, p. 154.

une suprématie culturelle au sein de la mouvance antimondialiste qui, jusqu'alors, n'avait adopté aucune idéologie ni programme politique de masse.

La façon la plus efficace et la plus rapide pour conquérir idéologiquement un groupe social consiste à assimiler les intellectuels qui y sont organiquement reliés. Car leur assimilation entraîne habituellement celle des masses sur lesquelles ils exercent leur influence. [...] Les masses, dit Gramsci, ne se « convertissent pas moléculairement ». Il faut attirer à soi leurs dirigeants naturels...²⁸⁹

Avec son institutionnalisation croissante au sein des forums sociaux à partir de 2001, la mouvance antimondialiste adopta la forme que l'ordre mondial s'attendait à ce qu'elle prenne. Refusant la présence des partis politiques, rejetant les actions directes qui s'en prennent à la propriété privée et se dissociant de toutes prises de position publique au nom du forum, fallait-il s'étonner que la mouvance choisisse pour définir sa propre organisation, les termes utilisés par les classes dominantes pour définir la leur ? « Les groupes subordonnés, nous rappelle Buzzi, subissent toujours l'initiative des groupes dominants, même quand ils se rebellent et s'insurgent »²⁹⁰.

Créé en réaction au Forum économique mondial, le Forum social mondial était naturellement amenée à singer l'événement dans lequel le sort du monde se décide encore, pour une large part, malgré sept années de forums sociaux. Depuis l'avènement du premier FSM en 2001, tout tant à montrer que la mouvance altermondialiste a peu pesé sur les décisions prises par les dirigeants politiques. Si, comme le rappelle le slogan de la journée d'action du 26 janvier 2008, «la défense des droits collectifs, de la paix et de l'environnement» figure à

²⁸⁹ Jean-Marc Piotte, p. 142.

²⁹⁰ A.R. Buzzi, p. 211.

l'avant-plan des revendications de la mouvance altermondialiste, nous sommes aujourd'hui bien obligés de prendre acte de son échec.

Dans presque tous les gouvernements du monde occidental, la droite a progressé. Au Québec, rappelons d'abord la première élection de Jean Charest à la tête de la province en 2003, puis sa réélection en 2007. L'année 2004 fut marquée par la réélection de George W. Bush à la présidence américaine, et l'année 2005 par l'élection de la conservatrice Angela Merkel à la chancellerie allemande, considérée depuis comme la femme la plus puissante du monde par le magazine américain *Forbes*. Le tout aussi conservateur Stephen Harper remportait les élections fédérales canadiennes en 2006 et, l'an dernier, en 2007, Nicolas Sarkozy brigait avec succès la présidence française.

Alors que ces dirigeants politiques ont grandement fait reculer les droits collectifs en Europe et en Amérique, les manifestations citoyennes dénonçant les guerres d'Afghanistan et d'Irak n'ont pas été suffisantes pour contrer le projet impérialiste américain, malgré leur nombre et leur ampleur. L'opposition à ce projet et la lutte au néolibéralisme constituent pourtant les deux principales orientations axiologiques de la mouvance altermondialiste. On aurait à tout le moins pu s'attendre à ce que l'action de la mouvance altermondialiste en matière d'environnement ait donné des résultats plus réjouissants, mais même la mise en œuvre du déficient Protocole de Kyoto tarde encore à se concrétiser. Il y a pourtant plus de dix ans que 180 pays à travers le monde l'ont signé.

Pour l'UNESCO, il ne semble pourtant plus n'y avoir aucun doute quant au succès de l'intégration des représentants des ONG à la gouvernance onusienne. Le discours de l'actuel directeur général, en effet, regorge d'énonciations évoquant les indicateurs de ce succès, des indicateurs que l'on retrouve aussi, dans une

moindre mesure, dans l'allocution de 2003 et 2000, mais très rarement dans le discours de la période 1977-1994.

Je me réjouis que vous soyez venus si nombreux à cet important rendez-vous. Je crois savoir que certains sont même venus de très loin, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, pour prendre part à cet espace privilégié de rencontre et de dialogue. Votre présence aujourd'hui, si peu de temps après la 34^e session de la Conférence générale – où vous étiez plus de 300 représentants de 130 ONG –, témoigne de la fermeté de votre engagement à nos côtés. Elle incarne la vitalité de l'action collective au sein de la communauté que vous formez (2007).

Je saisis cette occasion pour rendre hommage à l'efficacité et à la Complémentarité du Groupe de travail tripartite qui a préparé ce rapport, dont la qualité a été soulignée pendant la Conférence générale. Il rend compte, et je m'en réjouis, de l'implication croissante des ONG dans la formulation de la Stratégie à moyen terme et du Programme et budget, comme dans la mise en œuvre de nos activités (2007).

Avec la mise en place de l'ordre mondial néolibéral dans les années 1980 et sa consolidation dans les années 1990, la régulation du complexe institutionnel mondial en est venue à ne plus reposer que sur l'intervention des États. Dès lors, il devenait possible de reconnaître un droit de parole aux représentants des ONG, auparavant largement exclus de l'élaboration de la politique internationale. Maintenant que l'intégration des représentants de la société civile aux activités onusiennes a été accomplie avec un relatif succès, peut-on vraiment espérer que le but ultime de cette participation selon le directeur général – « aider le monde à prendre conscience que le destin de l'humanité est un et indivisible (2001) » –, se réalisera prochainement ? C'est déjà en partie le cas, si on considère que l'unité dont il est question consiste au consentement de la majorité à ne pas remettre en question l'ordre existant. Il est toutefois peu probable qu'une telle prophétie se réalise si on considère que la diminution des tensions sociales n'est pas un gage d'une moins grande exploitation des hommes par les hommes.

CONCLUSION

Durant les décennies 1970 et 1980, le mécanisme de consultation et de concertation avec les ONG servait à faire d'elles un potentiel groupe appui de l'UNESCO dans la lutte contre la mise en place des politiques néolibérales dans les domaines de compétence de l'Organisation. Tout au contraire, elles sont aujourd'hui mobilisées pour aider à l'apaisement des tensions sociales que l'application de ces mesures a provoqué à travers le monde. Si cette conclusion n'a pas été démontrée hors de tout doute par l'analyse du discours à elle seule, cette dernière a tout de même permis d'en illustrer certaines manifestations. En particulier, l'analyse du discours nous a renseigné sur la façon dont le discours de l'UNESCO a cherché l'appui de certains groupes, une certaine élite de la société civile, pour défendre des complexes institutionnels qui différaient selon que ce soit le mode de régulation politico-bureaucratique ou le mode de régulation techno-juridique des inégalités qui dominaient les périodes étudiées.

S'effectue dans le discours un découpage idéologique dominant/dominé procédant par le choix des termes et produit d'une configuration particulière des rapports de forces internes et externes. Internes d'une part, car « les institutions acquièrent leur propre vie; elles deviennent le champ de bataille de tendances opposées » tout en tendant à encourager les images collectives compatibles avec les relations de pouvoir qui l'animent²⁹¹. Externes aussi, car le discours ne saurait être analysé sans que ne soit pris en compte le monde social dans lequel il prend place. L'analyse du discours du directeur général pour la première période à l'étude n'a ainsi pas manqué de faire ressortir les rapports de force qui traversaient de part en part l'UNESCO à l'époque : la bureaucratie de

²⁹¹ Robert W. Cox, « Social forces, states, and world orders », p. 99.

l'Organisation s'opposait au mode de régulation néolibéral promu par certains de ses États membres alors que les ONG faisaient l'objet de tentatives de cooptation de part et d'autres. La privatisation des liens financiers unissant ces dernières à l'Organisation figurait à ce titre parmi les principaux enjeux de la lutte. Sur ce point, l'analyse a montré en quoi il a d'abord fallu au bloc historique néolibéral coopter l'UNESCO avant de pouvoir se servir d'elle pour étendre son hégémonie culturelle sur la société civile.

Alors que notre problématique prenait initialement pour acquise la participation de toutes les institutions spécialisées des Nations Unies à la reproduction de l'ordre mondial, l'analyse de discours a mis en lumière la complexité d'une situation qui ne résume pas aussi facilement. Les organisations internationales sont le lieu de rencontre d'intérêts contradictoires. Leur nature politique empêche que l'on puisse adopter une vision mécaniste de leur participation à l'exercice de l'hégémonie. Un bloc historique est un tout mouvant et contradictoire : les institutions internationales ne lui servent d'instruments pour étendre son hégémonie sur la société civile qu'une fois qu'elles sont elles-mêmes intégrées en son sein. À ce titre, la formation d'un bloc historique à l'époque contemporaine nécessite manifestement une alliance qui dépasse largement le seul cadre des forces sociales nationales.

Comme l'a mis en évidence notre analyse de la conjoncture actuelle, les Nations Unies n'auraient pu raviver sa légitimité à l'aube du 21^e siècle sans tenir compte de la nouvelle modalité de politisation qui caractérise les manifestations du mécontentement populaire à l'endroit de la mondialisation néolibérale : « les identités des plus démunis sont fragmentées par la nationalité, l'ethnicité, la religion et le genre – tous des obstacles à une plus grande cohésion –, mais leur

subordination est une manifestation de la formation de la société globale »²⁹². L'émergence d'identités de groupes et d'associations plutôt que de classes correspond ainsi exactement au système postmoderne de représentation du capitalisme avancé à son stade actuel²⁹³.

Le compromis formé autour de l'idée de gouvernance mondiale semble avoir largement réussi à diminuer les ardeurs de bien des militants. La crise, pour autant, n'est pas réglée : elle a de profondes racines dans l'organisation économique de nos sociétés. Dans la guerre de position qui oppose les altermondialistes aux dirigeants néolibéraux, il ne faut pas s'attendre à ce que les propositions mises de l'avant de part et d'autre de la tranchée donnent les fruits promis. Les uns et les autres, après tout, procèdent d'un même discours : ils condamnent d'une même voix toute action qui remettrait potentiellement en question le mode de production capitaliste.

Après la crise des nouvelles technologies au tournant du millénaire et la crise de liquidité des marchés nord-américains qui a débuté l'année dernière, la crise du capitalisme avancé s'étend aujourd'hui aux matières premières et touche de plein fouet le marché mondial de l'alimentation. Pour ceux qui aspirent à changer le monde, le temps est peut-être venu de songer à de nouvelles formes d'économie politique qui sachent dépasser le cadre du commerce équitable, du développement durable et de la gouvernance mondiale, autant de concepts qui, en définitive, ne causent pas grands émois chez les mieux nantis de notre planète.

²⁹² Robert W. Cox, « Multilateralism and world order », In Robert W. Cox et Timothy Sinclair (dir. publ.), p. 516.

²⁹³ Angela McRobbie, p. 163.

APPENDICE A

DÉTAIL DES ALLOCUTIONS RETENUES

M'Bow, Amadou-Mahtar. *Allocution d'ouverture de la 16^e Conférence des ONG*. DG/77/16. Paris: UNESCO, 22 novembre 1977, 8p.

Mayor, Federico. *Allocution lors de la 21^e Conférence des organisations internationales non gouvernementales bénéficiant du statut consultatif auprès de l'UNESCO*. DG/88/18. Paris: UNESCO, 14 juin 1988, 4p.

Mayor, Federico. *Allocution à l'ouverture de la 24^e Conférence des organisations internationales non gouvernementales*. DG/94/13. Paris: UNESCO, 20 juin 1994, 4p.

Matsuura, Koïchiro. *Allocution d'ouverture du colloque des ONG: La culture de la paix, une idée en action*. DG/2000/40. Paris: UNESCO, 24 novembre 2000, 4 p.

Matsuura, Koïchiro. *Allocution d'ouverture de la Conférence internationale des ONG: Cultures, religions, identités, formes et dynamiques de la coexistence humaine*. DG/2001/131. Paris: UNESCO, 14 décembre 2001, 5p.

Matsuura, Koïchiro. *Allocution d'ouverture de la Conférence internationale des ONG entretenant des relations officielles avec l'UNESCO: Bien commun mondial, accès, partage et rôle des ONG*. DG/2003/178. Paris: UNESCO, 17 décembre 2003, 5p.

Matsuura, Koïchiro. *Allocution d'ouverture de la Conférence internationale des ONG entretenant des relations officielles avec l'UNESCO: Développement durable, c'est nous qui choisissons!*. DG/2007/156. Paris: UNESCO, 5 décembre 2007, 3p.

APPENDICE B

PRÉSENTATION DES FIGURES ET TABLEAUX RELATIFS À LA DISTRIBUTION DES CATÉGORIES DANS LE CORPUS

Figure B.1

Répartition du poids de chaque acteur par période

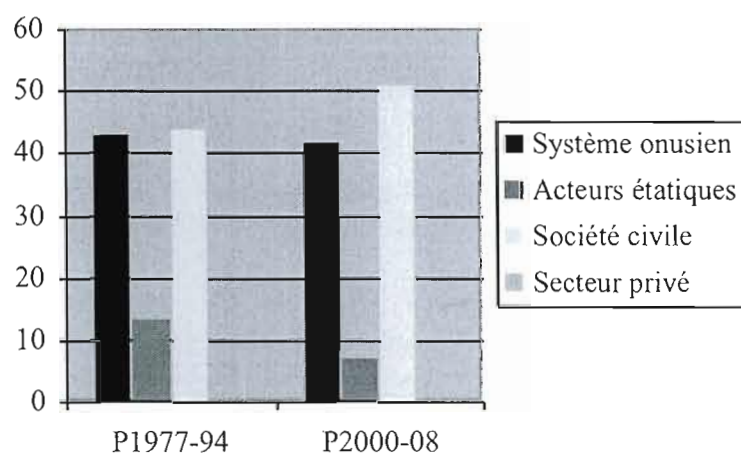
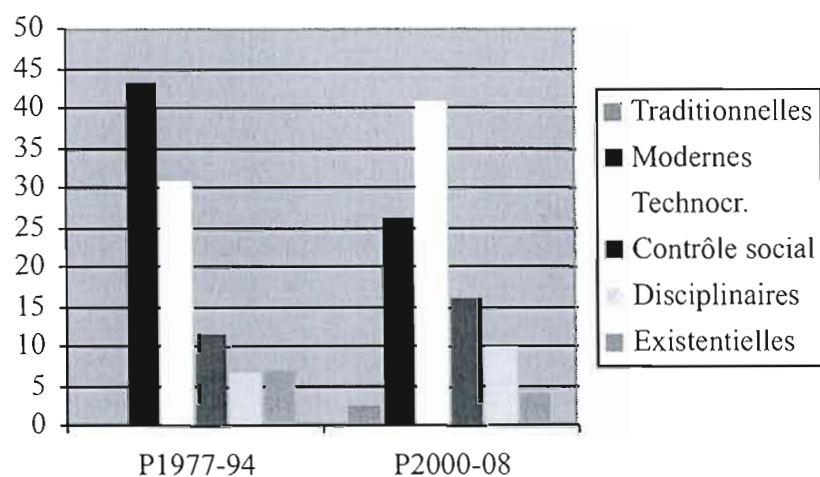


Figure B.2

Répartition du poids de chaque valeur par période

**Tableau B.1**

Participation des valeurs à chaque période étudiée (cotes Z)

	Tradition.	Modernes	Techno.	Contrôle	Disciplin.	Existen.
77-94*	-1,75	1,72	-2,25	-1,56	-1,47	0,68
00-08**	2,35	-2,31	3,02	2,09	1,98	-0,91

* 77-94: sous-lexique composé des textes des années 1977, 1988 et 1994

** 00-08: sous-lexique composé des textes des années 2000, 2001, 2003 et 2007

APPENDICE C

DÉTAIL DES LEXIQUES

Tableau C.1

Mots pleins relatifs aux acteurs de la société civile (du + au - fréquent)

Rang	P1977-94	P2000-08
1	ONG	ONG
2	Peuples	Société civile
3	Organisations	Comité de liaison
4	Scientifiques	Comité
5	Spécialistes	Organisations
6	Bureau	Mouvement
7	Commissions nat.	Enfants
8	Comité	Groupe
9	Comité permanent	Peuples
10	Femmes	Cercles
11	Individus	Commissions nat.

13	Société civile	—
14	Blancs	—
15	Noirs	—

Tableau C.2

Mots pleins relatifs aux acteurs politiques nationaux

Rang	P1977-94*	P2000-08**
1	Pays	Gouvernements
2	Gouvernements	Pays
3	États	Ambassadeur
4	État	États
5	Nations	Ministres
6	Autorités	État
7	Gouvernement	Nations

* P1977-94: sous-lexique composé des textes des années 1977, 1988 et 1994

** P2000-08: sous-lexique composé des textes des années 2000, 2001, 2003 et 2007

Tableau C.3

Mots pleins relatifs aux acteurs politiques internationaux

Rang	P1977-94	P2000-08
1	Unesco	Unesco
2	Conférence générale	Nations Unies
3	Organisation	Conférence générale
4	Conseil	Conseil
5	Secrétariat	Organisation
6	Commission	Comité sur les ONG
7	Nations Unies	Organisations
8	Organisations	Secrétariat
9	Unités	Unités
10	Collaborateurs	—

* P1977-94: sous-lexique composé des textes des années 1977, 1988 et 1994

** P2000-08: sous-lexique composé des textes des années 2000, 2001, 2003 et 2007

Tableau C.4

Évolution du lexique relatif aux acteurs politiques internationaux

Expressions	Fréqtot							
	*	77	88	94	00	01	03	07
Unesco	87	25	12	13	11	3	16	7
Conférence générale	28	17	1	4	0	0	2	4
Nations Unies	27	1	1	5	10	4	5	1
Organisation	27	9	7	6	0	0	4	1
Conseil	25	10	6	4	1	0	2	2
Secrétariat	19	4	10	3	0	0	2	0
Commission	8	8	0	0	0	0	0	0
Organisations	5	1	1	1	1	0	1	0
Comité sur les ONG	4	0	0	0	0	0	2	2
Unités	4	0	3	0	0	0	1	0

*Fréqtot = fréquence totale

Tableau C.5

Évolution du lexique relatif aux valeurs traditionnelles

Expressions	Fréqtot*	77	88	94	00	01	03	07
Patrimoine	4	0	0	0	0	1	3	0
Religion	3	0	0	0	0	3	0	0
Famille	2	0	1	0	1	0	0	0
Tradition	1	1	0	0	0	0	0	0

*Fréqtot = fréquence totale

Tableau C.6

Mots pleins relatifs aux valeurs modernes et technocratiques (du + au - fréquent)

Rang	Valeurs modernes		Valeurs technocratiques	
	P1977-94*	P2000-08**	P1977-94	P2000-08
1	Science	Culture	Coopération	Dialogue
2	Développement	Éducation	Communication	Coopération
3	Progrès	Cultures	Moyens	Diversité
4	Éducation	Développement	Compétence	Stratégie

5	Technique	Humanité	Information	Communication
6	Culture	Culturelle	Efficacité	Compétence
7	Réflexion	Droits	Exigences	Information
8	Technologie	Solidarité	Objectifs	Succès

Tableau C.7

Évolution du lexique relatif aux valeurs de contrôle social

Expressions	Fréqtot							
	*	77	88	94	00	01	03	07
Paix	36	1	2	10	18	3	2	0
Collaboration	9	3	2	0	1	0	2	1
Violence	8	2	0	2	4	0	0	0
Commun(e)	8	1	2	1	0	3	1	0
Apartheid	6	6	0	0	0	0	0	0
Guerre	6	3	0	1	1	1	0	0
Pouvoir	5	2	1	0	1	0	1	0
Tensions	4	3	0	0	0	1	0	0

*Fréqtot = fréquence totale

APPENDICE D

TABLEAUX DES ENVIRONNEMENTS LEXICAUX (CONCORDANCES)

Tableau D.1

Environnement lexical des acteurs politiques internationaux (1977-1994)

Organisation (27*, 22**); Conseil (25, 20); Exécutif (22, 18); Secrétariat (19, 17); Coopération (50, 11); Action (35, 8); Commission (8, 8); Membres (20, 8); Cadre (18, 6); Programme (21, 6); Contribution (10, 5); États (9, 5); Intellectuelles (6, 5); Système (14, 5); Concours (6, 4); Culturelles (4, 4); Initiative (5, 4); Modalités (7, 4); Questions (11, 4); Réflexion (10, 4); Travaux (15, 4)

*fréquence totale dans le corpus

** fréquence totale dans l'environnement lexical

Tableau D.2

Environnement lexical des acteurs politiques internationaux (2000-2007)

Conseil (25*, 5**); Organisation (27, 5); Coopération (50, 4); Éducation (24, 4); Exécutif (22, 4); Cadre (18, 3); Activités (9, 2); Dialogue (21, 2); Domaines (15, 2); Exercice (3, 2); Interaction (3, 2); National (7, 2); Organisations (5, 2); Particulier (10, 2); Place (9, 2); Priorités (4, 2); Scolaire (3, 2); Secrétariat (19, 2); Stratégies (5, 2); Système (14, 2)

*fréquence totale dans le corpus

** fréquence totale dans l'environnement lexical

Tableau D.3**Environnement lexical des acteurs politiques nationaux (1977-1994)**

Pays (24*, 21**) ; Gouvernements (12, 9) ; Développement (30, 7) ; États (9, 7) ; Membres (20, 7) ; Peuples (28, 7) ; Science (29, 6) ; Progrès (15, 5) ; Question (16, 5) ; Action (35, 4) ; Développés (4, 4) ; Scientifiques (9, 4) ; Actions (4, 3) ; Coopération (50, 3) ; Croissance (6, 3) ; État (4, 3) ; Fonction (5, 3) ; Nations (4, 3) ; Organisation (27, 3) ; Paix (36, 3) ; Problème (15, 3) ; Problèmes (16, 3) ; Scientifique (8, 3) ; Souveraineté (3, 3) ; Technologie (9, 3)

*fréquence totale dans le corpus

** fréquence totale dans l'environnement lexical

Tableau D.4**Environnement lexical des acteurs politiques nationaux (2000-2007)**

Éducation (24*, 5**) ; Dialogue (21, 4) ; Mondial (8, 4) ; Gouvernements (12, 3) ; Organisations (29, 3) ; Pays (24, 3) ; Système (14, 3) ; Ambassadeur (2, 2) ; Civilisations (6, 2) ; Conférence (20, 2) ; États (9, 2) ; Excellence (2, 2) ; Institutions (5, 2) ; Internationales (9, 2) ; Ministres (2, 2) ; Mondiale (10, 2) ; Mouvement (6, 2) ; Paix (36, 2) ; Partenaires (13, 2) ; Peuples (28, 2) ; Programme (21, 2) ; Scolaire (3, 2) ; Sommet (3, 2) ; Stratégie (6, 2)

*fréquence totale dans le corpus

** fréquence totale dans l'environnement lexical

Tableau D.5**Environnement lexical des acteurs de la société civile (1977-1994)**

Peuples (28, 25) ; Organisations (29, 21) ; Coopération (50, 17) ; Monde (32, 12) ; Science (29, 11) ; Membres (20, 9) ; Pays (24, 9) ; Problèmes (16, 9) ; Scientifiques (9, 9) ; Secrétariat (19, 9) ; Conférence (20, 8) ; Question (16, 8) ; Conseil (25, 7) ; Exécutif (22, 7) ; Gouvernements (12, 7) ; Organisation (27, 7) ; Communication (13, 6) ; Information (12, 6) ; International (25, 6) ; Problème (15, 6) ; Programme (21, 6) ; Progrès (15, 6) ; Questions (11, 6) ; Relations (15, 6) ; Spécialistes (7, 6) ; Subventions (6, 6) ; Technique (11, 6)

*fréquence totale dans le corpus

** fréquence totale dans l'environnement lexical

Tableau D.6

Environnement lexical des acteurs de la société civile (2000-2007)

Coopération (50, 15) ; Culture (33, 11) ; Paix (36, 9) ; Dialogue (21, 8) ; Organisations (29, 8) ; Ensemble (18, 7) ; Particulier (10, 7) ; Action (35, 6) ; Domaines (15, 6) ; International (25, 6) ; Mouvement (6, 6) ; Occasion (22, 6) ; Place (9, 6) ; Activités (9, 5) ; Collective (7, 5) ; Internationales (9, 5) ; Monde (32, 5) ; Niveau (14, 5) ; Partenaires (13, 5) ; Relations (15,5)

*fréquence totale dans le corpus

** fréquence totale dans l'environnement lexical

Tableau D.7

Cooccurrences des mots pleins catégorisés comme acteurs politiques internationaux qui contribuent le plus à caractériser le discours de la période 1977-94 par rapport de la période 2000-08

Expressions	Spécif.	Total	77-94	00-08	Explique (%)
Secrétariat	P77-94	0,12	0,40	0,08	0,75
Commission	P77-94	0,05	0,19	0,00	0,62
Question(s)	P77-94	0,17	0,33	0,00	0,56
Exécutif	P77-94	0,14	0,42	0,16	0,44
Conseil	P77-94	0,16	0,47	0,20	0,40
Conférence générale	P77-94	0,18	0,51	0,24	0,38
Élaboration	P77-94	0,05	0,14	0,00	0,35
Intellectuelles	P77-94	0,04	0,12	0,00	0,32

Culturelles	P77-94	0,03	0,09	0,00	0,31
Directives	P77-94	0,03	0,09	0,00	0,31
Initiative	P77-94	0,03	0,09	0,00	0,25
Attitude	P77-94	0,02	0,07	0,00	0,23
Décisions	P77-94	0,02	0,07	0,00	0,23
Subventions	P77-94	0,04	0,09	0,00	0,21

Tableau D.8

Cooccurrences des mots pleins catégorisés comme valeurs de contrôle social qui contribuent le plus à distancer le discours de M'Bow de celui de Mayor

Expressions	Spécif.	Total	1977	1988-94	Explique (%)
Paix	Mayor	0,24	0,02	0,28	17,69
Apartheid	Mahtar	0,04	0,11	0,00	17,63
Alliances	Mayor	0,01	0,00	0,05	10,09
Unité	Mayor	0,01	0,00	0,05	10,09
Commun (es)	Mayor	0,08	0,02	0,11	8,23
Tensions	Mahtar	0,03	0,05	0,00	6,61
Armes	Mahtar	0,01	0,04	0,00	5,88

Puissance	Mahtar	0,01	0,04	0,00	5,88
Réalité	Mahtar	0,01	0,04	0,00	5,88

BIBLIOGRAPHIE

Documents imprimés

Badie, Bertrand et Marie-Claude Smouts. *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*. Paris: Presses de la FNSP et Dalloz, 1992.

Bakhtine, Mikhaïl. *Le Marxisme et la philosophie du langage, essai d'application de la méthode sociologique en linguistique*. Paris: Éditions de Minuit, 1977.

Bardin, Laurence. *L'analyse de contenu*. Paris: Presses universitaires de France, 1991.

Baylis, John et Steve Smith (dir. publ.). *The Globalization of World Politics*, 2^e éd. Oxford: Oxford University Press, 2001.

Beauchemin, Jacques. *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*. Montréal: Athéna Éditions, 2005.

Beck, Ulrich et Natan Sznaider. « Unpacking cosmopolitanism for the social sciences: a research agenda ». *The British Journal of Sociology*, vol. 57, no 1 (2006), p. 1-22.

Beck, Ulrich. *Pouvoir et contre-pouvoir à l'heure de la mondialisation*. Paris: Aubier, 2003.

Berger, Peter et Thomas Luckmann. *La construction sociale de la réalité*. New York: Doubleday, 1996.

Boisard, Pierre, et al. (dir. publ.). *Le travail, quel avenir?*. Paris: Gallimard, 1997.

Bourque, Gilles, Jules Duchastel et Éric Pineault. « L'incorporation de la citoyenneté ». *Sociologie et société*, vol. 31, no 2 (automne 1999), p. 1-22.

Bourque, Gilles et Jules Duchastel. *L'identité fragmentée*. Montréal: Éditions Fides, 1996.

_____. *Restons traditionnels et progressifs*. Montréal: Boréal, 1988.

Boron, Atilio A. « Les défis de la gauche latino-américaine à l'aube du 21^e siècle ». *Alternatives sud*, vol. 12, no 2 (2005).

Brunelle, Dorval. *Dérive globale*. Montréal: Boréal, 2003.

Buzzi, A. R. *La théorie politique d'Antonio Gramsci*. Louvain: Éditions Nauwelaerts, 1967.

Campbell, Bonnie (dir. publ.). *Gouvernance, reconceptualisation du rôle de l'État et émergence de nouveaux cadres normatifs dans le domaine social, politique et environnemental*. Montréal: Centre d'études sur le droit international et la mondialisation, 2000.

Canet, Raphael et Jules Duchastel (dir. publ.). *La régulation libérale*. Montréal: Éditions Athéna, 2004.

Colonomos, Ariel. *Sociologie des réseaux transnationaux*. Paris: L'Harmattan, 1995.

Commission on Global Governance. *Our Global Neighbourhood. The Report of the Commission on Global Governance*. Oxford: Oxford University Press, 1995.

Conférence des Nations Unies sur le développement, *Rapport sur le commerce et le développement*, New York et Genève: Nations Unies, 2002.

Cour internationale de justice. « Avis consultatif sur la licéité de l'utilisation des armes nucléaires dans un conflit armé ». *Recueil* 1996.

Courtine, Jean-Jacques. « Définition d'orientations théoriques et construction de procédure en analyse du discours ». *Philosophiques*, vol. 9, no 2 (octobre 1982), p. 239-264.

Cox, Robert W. et Timothy Sinclair (dir. publ.). *Approaches to World Order*. Cambridge: Cambridge University Press, 2002.

Cox, Robert W. *The New Realism: Perspectives on Multilateralism and World Order*. New York: St. Martins Press/United Nations University Press, 1997.

_____. « The Crisis in World Order and the Challenge to International Organization ». *Cooperation and Conflict*, London, Thousand Oaks et New Delhi: Sage, vol. 29, no 2 (1994), p. 99-113.

_____. *Production, Power, and World Order: Social Forces in the Making of History*. New York: Columbia University Press, 1987.

De Senarclens, Pierre (dir. publ.). *Mondialisation, souveraineté et théories des relations internationales*. Armand Colin, 1999.

Duchastel, Jules et Raphaël Canet (dir. publ.). *Crise de l'État, revanche des sociétés*. Montréal: Éditions Athéna, 2006.

Duchastel, Jules. « La citoyenneté dans les sociétés contemporaines: nouvelles formes de médiations entre l'individu et le politique ». In Jean-Marc Larouche, *Reconnaissance et citoyenneté : au carrefour de l'éthique et du politique*. Montréal: Presses de l'Université du Québec, 2003, p. 57-78.

Dupuis-Déri, Francis. *Les Black Blocs. Quand la liberté et l'égalité se manifestent*. Montréal: Lux Éditeurs, 2003.

Eagleton, Terry. *Criticism and Ideology*. Londres: Verso Editions, 1976.

Femia, Joseph V. *Gramsci's Political Thought: Hegemony, Consciousness and the Revolutionary Process*. Oxford: Clarendon Press, 1981.

Filion, Jean-François. *Sociologie Dialectique*. Cap-Saint-Ignace: Éditions Nota Bene, 2006.

Foucault, Michel. *Dits et écrits II*. Paris: Gallimard, 1982.

_____. *L'archéologie du savoir*. Paris: Gallimard, 1969.

Fukuyama, Francis. *La Fin de l'histoire et le dernier homme*. Paris: Champs/Flammarion, 1993.

Freitag, Michel et Eric Pineault (dir. publ.). *L'enchaînement du monde, perspectives critiques sur l'Accord multilatéral sur l'investissement et la mondialisation*. Québec: Nota Bene, 1999.

Gagné, Gilbert (dir. publ.). *Diversité culturelle : vers une convention internationale?*. Montréal: Fides, 2005.

Gaudin, Jean-Pierre. *Pourquoi la gouvernance?*. Paris: Presses de Sciences Po, 2002.

Gill, Stephen et James H. Mittleman (dir. publ.). *Innovation and Transformation in International Studies*. Cambridge: Cambridge University Press, 1997.

Goldmann, Lucien. *La création culturelle dans la société moderne*. Paris: Gallimard, 1971.

Gramsci, Antonio. « Extraits ». In François Ricci et Jean Bramant (dir. publ.). *Gramsci dans le texte*. Paris: Éditions sociales, 1977.

Grawitz, Madelaine. *Méthodes des sciences sociales*. Paris: Dalloz, 1996.

Graz, Jean-Christophe. *La gouvernance de la mondialisation*. Paris: La Découverte, 2004.

Grisoni, Dominique et Robert Maggiori. *Lire Gramsci*. Paris: Éditions Universitaires, 1973.

Habermas, Jürgen. *La technique et la science comme idéologie*. Paris: Gallimard, 1973.

Hall, Stuart. « The Toad in the Garden: Thatcherism among the Theorists ». In Cary Nelson et Lawrence Grossberg (dir. publ.). *Marxism and the Interpretation of Culture*. Urbana et Chicago: University of Illinois Press, 1988, p. 35-73.

Held, David. *Un nouveau contrat mondial : pour une gouvernance social-démocrate*. Paris: Presses de Sciences Po, 2005.

Holloway, John. *Change The World Without Taking Power: The Meaning of Revolution Today*. Londres: Pluto Press, 2002.

Holly, Daniel. *Les Nations Unies et la mondialisation*. Paris et Dunkerque: L'Harmattan/Innoval, 2003.

Ives, Peter. *Gramsci's Politics of Language*. Toronto: Toronto University Press, 2006.

Jalée, Pierre. *L'exploitation capitaliste*. Paris: Maspero, 1977.

Jameson, Fredric et Masao Miyoshi (dir. publ.). *The Cultures of Globalization*, Durham et Londres: Duke University Press, 1998, p. 44-80.

Jessop, Bob. « Critical Semiotic Analysis and Cultural Political Economy ». *Critical Discourses Studies*, vol. 1, no 2 (octobre 2004), p. 159-174.

Keohane, Robert O. et Joseph S. Nye. *Power and Interdependence*, 3^e éd. New York: Longman, 2001.

_____. *International Institutions and State Power: Essays in International Relations Theory*. Boulder: Westview, 1989.

_____. *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*. Princeton et Oxford: Princeton University Press, 1984.

_____. *Transnational Relations and World Politics*. Cambridge: Harvard University Press, 1972.

Kerbrat-Orecchioni, C. *L'énonciation. De la subjectivité dans le langage*. Paris: Colin, 1980.

- King, Anthony D. (dir. publ.). *Culture, Globalization and the World-system: Contemporary Conditions for the Representation of Identity*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1997.
- Machiavel, Nicolas. *Le Prince*. Paris: Librairie Générale Française, 1983.
- MacLeod, Alex et Dan O'Meara (dir. publ.). *Théories des relations internationales. Contestations et résistances*. Montréal : Éditions Athéna, 2007.
- MacLeod, Alex, Évelyne Dufault et F. Guillaume Dufour (dir. publ.). *Relations internationales: Théories et concepts*. Montréal: Éditions Athéna, 2002.
- Marcuse, Herbert. *L'homme unidimensionnel*. Paris: Les Éditions de Minuit, 1968.
- McRobbie, Angela. *The Uses of Cultural Studies*. Londres: Sage Publications, 2005.
- Michalet, Charles-Albert. *Qu'est-ce que la mondialisation?*. Paris: La Découverte, 2004.
- Nations Unies. Assemblée Générale, 25^e session. *Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations unies*. supp. no 28, Doc. N. U. A/53217, 1970.
- Nietzsche, Friedrich. *Le Gai savoir*. Paris: Librairie Générale Française, 1993.
- O'Brien et M. Williams. *Global Political Economy. Evolution and Dynamics*. New York: Palgrave MacMillan, 2004.
- O'Meara, Dan et Valeisha Sobhee. « Grande-Bretagne: La (re)construction d'une relation privilégiée ». *Études internationales*, vol. 35, no 1 (2004), p. 97-124.
- Piotte, Jean-Marc. *La pensée politique de Gramsci*. Montréal: Parti Pris, 1970.
- Postone, Moishe. *Time, Labour, and Social Domination*. Cambridge: Cambridge University Press, 1993.
- Poussart-Vanier, Marie. « Du providentialisme au néolibéralisme à travers trois ontologies de la mondialisation : analyse des modes de régulation des inégalités dans le discours politique du Fonds Monétaire International de 1970 à 1999 ». Mémoire de maîtrise, Montréal: Université du Québec à Montréal, 2001.
- Rabouin, David. « Agir local, penser local ». *Le Magazine Littéraire*, no 436 (novembre 2004), p. 23-28.
- Rossi-Landi, Ferruccio. *Marxism and Ideology*. Oxford: Clarendon Press, 1990.

Rupert, Mark. *Producing Hegemony. The Politics of Mass Production and American Global Power*. Cambridge: Cambridge University Press, 1995.

Smouts, Marie-Claude. « Du bon usage de la gouvernance en relations internationales ». *Revue internationale des sciences sociales*, no 155 (mars 1998), p. 85-94.

Teschke, Benno. *The Myth of 1648*. Londres et New York: Verso, 2003.

Vanel, Gregory. « Le concept d'hégémonie en économie politique internationale ». *Cahier de recherche du CEIM*, no 03-02 (avril 2003), p. 1-38.

Virally, Michel. *L'organisation mondiale*. Paris: Armand Colin, 1972.

Williams, Raymond. *Culture*. Glasgow: Fontana Paperbacks, 1981.

_____. *Marxism and Literacy*. Oxford: Oxford University Press, 1977.

Wood, Ellen. *The Origin of Capitalism*. Londres et New York: Verso, 2002.

_____. *Democracy Against Capitalism*. Cambridge: Cambridge University Press, 1995.

Documents électroniques et site internet

Ambrosi, A., V. Peugeot et D. Pimienta (dir. publ.). *Enjeux de Mots. Regards multiculturels sur les sociétés de l'information*. C & F Éditions, 2005. En ligne : <http://vecam.org/article603.html> (consulté le 12 juillet 2008).

Association française pour les Nations Unies, section Lorraine. *Rapport CARDOSO - grandes lignes - quelques enseignements et réflexions*, 2004. En ligne : <http://membres.lycos.fr/afnulorraine/cardosoensref0704.htm> (consulté le 5 mai 2007).

Brunelle, Dorval. « Le FSM V : le mouvement citoyen en pause ». *La Chronique des Amériques*, no 4 (février 2005). En ligne : http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro_0504_FSM-V.pdf (consulté le 7 décembre 2007).

Federação Anarquista Gaúcha et al. « Journées anarchistes de Porto Alegre 2002 – Déclaration finale ». *No Pasaran*, no 7 (mars 2002). En ligne :

<http://nopasaran.samizdat.net/article.php3?id_article=88> (consulté le 28 août 2008).

Forum social mondial. En ligne : <www.forumsocialmondial.org.br> (consulté le 7 mai 2007).

L'Équipe de la lettre. « Le retour de l'Oncle Sam à l'UNESCO ». *Point de mire – UFP*, octobre 2003. En ligne : <http://www.ufp.qc.ca/IMG/_article_PDF/article_732.pdf> (consulté le 14 août 2005).

Maheux, René. *Allocution à l'ouverture de la quatorzième Conférence des organisations internationales non gouvernementales entretenant des relations de consultation (catégories A et B) avec l'UNESCO*. DG/73/17, 1973. En ligne : <<http://unesdoc.unesco.org/images/0000/000058/005856fb.pdf>> (consulté le 29 juin 2005).

Matsuura, Koïchiro. *Message du directeur général pour l'an 2000, Année internationale pour la culture de la paix*. Paris, 30 décembre 2000. En ligne : <<http://www.unesco.org/bpi/paix2000/vf/mayor.htm>> (consulté le 12 juillet 2008).

Mayor, Federico. *Message à l'occasion du lancement de l'Année internationale de la culture de la paix*. Paris – Tour Eiffel, 14 septembre 1999. En ligne : <<http://www.unesco.org/bpi/paix2000/vf/mayor.htm>> (consulté le 12 juillet 2008).

Midi 2. « M'Bow et la controverse entre l'UNESCO et les États-Unis en 1984 ». *Fiche média: Plateau M'Bow*, 12 novembre 1984. En ligne : <<http://www.ina.fr/archivespour tous>> (consulté le 11 juillet 2008).

Naulin, David. *2008, Année internationale de la patate*, 2 janvier 2008. En ligne : <<http://cdurable.info/2008-annee-Internationale-de-la-pomme-de-terre,743.html>> (consulté le 13 juillet 2008).

ONU. *Pacte mondial*. En ligne : <<http://www.un.org/french/globalcompact/principles.shtml>> (consulté le 11 août 2006).

Paroles à l'Afrique, 1996. En ligne : <<http://www.un-ngls.org/documents/publications.fr/voices.africa/number7/vfa7.01.htm>> (consulté le 11 juillet 2008).

Pichette, H  lene. *Les nouveaux contestataires*. Reportage diffusé dans l  mission Zone libre sur les ondes de Radio-Canada, 6 avril 2001. En ligne : <http://www.radio-canada.ca/actualite/zonelibre/01-04/antimondialisation.html> (consulté le 11 mars 2008).

Pineault, Éric. « Corporation, propriété et capitalisme ». *Document de travail de la Chaire MCD*, no 03 (2002). En ligne : www.chaire-mcd.ca (consulté le 7 avril 2007).

_____. « Au-delà de l  expressionnisme et du marxisme:   l  ments pour une analyse critique des structures sociales du capitalisme avancé ». *Conférence de la Chaire MCD*. En ligne: www.chaire-mcd.ca (consulté le 10 novembre 2008).

UNESCO, *Liste des ONG entretenant des relations officielles avec l'UNESCO*. En ligne : http://erc.unesco.org/ong/ONGlist_p.asp?language=F (consulté le 28 août 2008).

UNESCO. En ligne : <http://portal.unesco.org> (consulté le 20 juin 2005).

UNESCO. « Acte constitutif de l'UNESCO ». *Textes fondamentaux*. Paris, 2004.

UNESCO. *Règlement intérieur de la Conférence internationale des ONG*, amendé le 19 décembre 2003. En ligne : http://www.unesco.org/ngo/comite/dox/fr/conf_ong_07/regl_inter.doc (consulté le 1 mai 2007).

Wallerstein, Immanuel. « La force croissante du Forum social mondial ». *La Jornada*. Février 2004. En ligne : http://www.cadtm.org/article.php3?id_article=440 (consulté le 5 mai 2007).